



Organisation
internationale
du Travail

EMPLOI ET QUESTIONS SOCIALES DANS LE MONDE



TENDANCES
2018

EMPLOI
ET QUESTIONS
SOCIALES
DANS LE MONDE

TENDANCES **2018**

Copyright © Organisation internationale du Travail 2018

Première édition 2018

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018

Genève, Bureau international du Travail, 2018

ISBN 978-92-2-231030-2 (imprimé)

ISBN 978-92-2-231031-9 (pdf Web)

ISBN 978-92-2-231032-6 (epub)

emploi/chômage/politique du travail/reprise économique/développement régional/Afrique/Asie/Caraïbes/Europe/pays de l'UE/
Amérique latine/Moyen-Orient/Amérique du Nord/Pacifique

13.01.3

Egalement disponible en anglais: *World Employment and Social Outlook: Trends 2018* (ISBN 978-92-2-131535-3 (imprimé); ISBN 978-92-2-131536-0 (Web pdf); ISBN 978-92-2-131537-7 (epub)), Genève, 2018; et en espagnol: *Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2018* (ISBN 978-92-2-328478-7 (imprimé); ISBN 978-92-2-328479-4 (pdf Web); ISBN 978-92-2-328494-7 (epub)), Genève, 2018.

Données de catalogage du BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Cette publication a été réalisée par le Service de production, impression
et distribution des documents et publications (PRODOC) du BIT.

*Création graphique, conception typographique, mise en pages, préparation de manuscrits,
lecture et correction d'épreuves, impression, édition électronique et distribution.*

PRODOC veille à utiliser du papier provenant de forêts gérées d'une façon
qui est respectueuse de l'environnement et socialement responsable.

Code: DTP-CORR-WEI-REPRO

Remerciements

Le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018* a été préparé par l'Unité de l'analyse des tendances et de l'évaluation des politiques du Département de la recherche du BIT, dirigée par intérim par Veronica Escudero. Il a été élaboré par Stefan Kühn, Santo Milasi et Sheena Yoon. Elva Lopez Mourelo et Christian Viegelahn ont fourni d'importantes contributions et Judy Rafferty une aide précieuse aux travaux de recherche. Les données prévisionnelles sont issues des Modèles économétriques des tendances du BIT, gérés par Stefan Kühn et Steven Kapsos. Ce rapport n'aurait pas vu le jour sans les informations et les données de base sur le marché du travail apportées par l'équipe dirigée par Steven Kapsos, en particulier David Bescond, Roger Gomis, Rosina Gammarano, Yves Perardel et Marie-Claire Sodergren du Département de statistique du BIT. Le rapport a également bénéficié des excellentes remarques et suggestions de L. Jeff Johnson, directeur adjoint du Département de la recherche, et de Sangheon Lee, son directeur par intérim.

Le Département de la recherche du BIT souhaite aussi remercier Deborah Greenfield, Directrice générale adjointe pour les politiques, et James Howard, conseiller principal au Cabinet du Directeur général, pour leurs commentaires et suggestions. L'équipe remercie ses collègues du BIT qui ont apporté retours et suggestions, notamment Adam Elsheiki, Akira Isawa, Antonia Asenjo, Catherine Saget, Christian Viegelahn, Claudia Ruiz, Elizabeth Manrique Echeverria, Eric Gravel, Fernanda Dutra, Frank Hagemann, Guillaume Delautre, Helmut Schwarzer, Ira Postolachi, Jeronim Capaldo, Juan Chacaltana, Ken Chamuva Shawa, Maria José Chamorro, Mariangels Fortuny, Pelin Sekerler Richiardi, Richard Horne, Roger Gomis, Sara Elder, Steven Kapsos, Takaaki Kizu et Yves Perardel. Dawn Holland (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU) et Damian Grimshaw (Université de Manchester) ont également fait d'excellents commentaires. Les auteurs remercient les bureaux régionaux de l'OIT pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, les Etats arabes et l'Europe et l'Asie centrale.

Table des matières

Remerciements	iii
Résumé analytique	1
1. Tendances de l'emploi et des questions sociales dans le monde	5
2. Tendances de l'emploi et des questions sociales par région	13
Afrique	13
Amériques	17
Etats arabes	20
Asie et Pacifique	22
Europe et Asie centrale	26
3. La transformation structurelle et ses répercussions sur la qualité future des emplois	33
Tendances à long terme de l'emploi sectoriel	34
Disparités sectorielles dans les modalités d'emploi et les conditions de travail	37
Evolution projetée des conditions de travail compte tenu des tendances sectorielles de l'emploi	43
4. Le vieillissement de la population et les défis qu'il va poser au marché du travail	49
Annexes	
A. Classification des pays et territoires par région et niveau de revenu	57
B. Estimations et projections du marché du travail	59
C. Evolution des estimations et projections: comparaison des Modèles économétriques des tendances 2017 et 2016	63
D. Pays, sources et périodes pris en compte pour l'analyse des conditions d'emploi au niveau sectoriel	65
E. Statistiques sur l'emploi et les questions sociales par région, selon la classification de l'OIT	68
Références	83

Encadrés

1.1 Croissance molle: la nouvelle norme?	5
1.2 Réduire les déficits de travail décent en période de faible croissance	6
1.3 La révision des chiffres du chômage mondial	7
1.4 Dernières tendances de l'indice des troubles sociaux	9
3.1 Les PME et les inégalités entre les sexes en matière de pauvreté au travail	44
3.2 Estimation des répercussions de l'évolution sectorielle de l'emploi sur les conditions de travail	46
4.1 Les conséquences du vieillissement de la population sur l'économie	51
4.2 Stimuler le secteur des soins pour l'avenir du travail (décent)	55

Figures

1.1 Comparaison des niveaux et des taux de chômage mondiaux, Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2016 et novembre 2017	7
1.2 Evolution de l'indice des troubles sociaux, 2016-17	9
1.3 Part de la main-d'œuvre mondiale par région, 1990 et 2030	10
2.1 Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre et taux de chômage, 2000-2016	18
2.2 Part de l'emploi informel par secteur d'activité, dernière année disponible	20
2.3 Répartition de l'emploi par secteurs agrégés en 1991, 2005 et 2016	24
2.4 Part d'emplois informels par secteur, dernière année disponible	25
2.5 Chômage et main-d'œuvre potentielle, 2016	27
2.6 Répartition de la croissance de l'emploi par type de contrat dans la zone euro, 2009-2016	28
3.1 Parts de l'emploi par secteurs agrégés et par groupe de revenus, 1992-2025	35
3.2 Evolution prévue de la part de l'emploi par secteur détaillé, 2017-2025	36
3.3 Incidence de l'emploi vulnérable et informel par secteur et par groupe de revenu	39
3.4 Incidence de l'emploi temporaire et à temps partiel par secteur et par groupe de revenu	40
3.5 Incidence de certaines conditions de travail par secteur et par groupe de revenu	42
3.6 Part de l'emploi dans les PME par groupe de revenu, 2003-2016	44
3.7 Evolution moyenne des disparités entre les sexes dans la pauvreté au travail, 2003-2016	44
3.8 Répercussions de l'évolution sectorielle de l'emploi sur les indicateurs de l'emploi, 2017-2025	45
4.1 Ratio de dépendance économique des personnes âgées, 1990-2030	50
4.2 Age moyen de la population active, 1990-2030	52
C1 Décomposition de la révision du chômage, 2017	64

Tableaux

1.1 Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, 2007-2019	8
2.1 Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Afrique, 2007-2019	14
2.2 Tendances et projections du chômage, Amérique du Nord, 2007-2019	17
2.3 Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2019	19
2.4 Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Etats arabes, 2007-2019	21
2.5 Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Asie et Pacifique, 2007-2019	23
2.6 Tendances et projections du chômage, Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2007-2019	27
2.7 Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Europe de l'Est et Asie centrale et occidentale, 2007-2019	30
C1 Comparaison des niveaux et des taux de chômage mondiaux, novembre 2016 et novembre 2017	63
E1 Taux de chômage et chômage total: tendances et projections 2007-2019	68
E2 Taux d'emploi vulnérable et emploi vulnérable total: tendances et projections 2007-2019	69
E3 Taux de pauvreté au travail et nombre de travailleurs pauvres: tendances et projections 2007-2019	69

Résumé analytique

La croissance économique mondiale a rebondi et devrait rester stable, mais faible

La croissance économique mondiale a augmenté en 2017, pour se situer à 3,6 pour cent, après avoir enregistré en 2016 son plus bas niveau en six ans, à 3,2 pour cent. La reprise a été généralisée, tirée par des embellies dans les pays en développement, émergents et développés. Il est probable que la croissance future restera inférieure à 4 pour cent, l'activité économique se normalisant dans la plupart des grandes économies, sans mesures de stimulation importantes et avec des investissements fixes demeurant à un niveau modéré.

Le chômage mondial reste élevé, avec plus de 190 millions de chômeurs

L'évolution récente du chômage mondial est également mitigée. Selon les nouvelles estimations du BIT, fondées sur des ensembles de données et des méthodologies améliorés, le taux de chômage mondial devrait baisser légèrement pour s'établir à 5,5 pour cent en 2018 (contre 5,6 pour cent en 2017), marquant ainsi un redressement après trois années de hausse. Toutefois, avec l'arrivée d'un nombre croissant de personnes sur le marché du travail, le nombre total de chômeurs devrait rester stable en 2018, au-dessus de 192 millions. En 2019, le taux de chômage mondial devrait rester pratiquement inchangé, alors que le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1,3 million.

L'emploi vulnérable est à la hausse

Les améliorations attendues de l'emploi étant limitées, le nombre de travailleurs dans des formes d'emploi vulnérable (travailleurs pour leur propre compte et travailleurs familiaux collaborant à l'économie familiale) devrait augmenter dans les années à venir. Globalement, les progrès significatifs réalisés dans le passé en matière de réduction de l'emploi vulnérable stagnent depuis 2012. On estime qu'environ 42 pour cent des travailleurs dans le monde (soit 1,4 milliard) occupent des emplois vulnérables en 2017, et cette proportion devrait rester particulièrement élevée dans les pays en développement et les pays émergents, dépassant 76 pour cent et 46 pour cent, respectivement. Fait inquiétant, les projections actuelles indiquent que la tendance devrait s'inverser et le nombre de personnes occupant des emplois vulnérables augmenter de 17 millions par an en 2018 et 2019.

Le rythme de réduction de la pauvreté au travail ralentit

Dans le même ordre d'idées, le marché du travail mondial n'a enregistré que de faibles progrès en ce qui concerne les travailleurs pauvres. En 2017, l'extrême pauvreté au travail est restée très fréquente, avec plus de 300 millions de travailleurs disposant d'un niveau de vie du ménage inférieur à 1,90 dollar par personne et par jour (PPA) dans les pays émergents et en développement. Dans l'ensemble, les progrès en matière de réduction de la pauvreté au travail sont trop lents pour suivre le rythme de croissance de la population active dans les pays en développement, où le nombre de travailleurs extrêmement pauvres devrait dépasser 114 millions en 2018, soit 40 pour cent de l'ensemble des personnes occupées.

En revanche, les pays émergents ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction de l'extrême pauvreté au travail, qui devrait toucher moins de 8 pour cent (environ 190 millions) des travailleurs en 2017. L'incidence de l'extrême pauvreté devrait continuer à diminuer, ce qui se traduira par une réduction du nombre de travailleurs extrêmement pauvres de 10 millions par an en 2018 et 2019. Néanmoins, la pauvreté modérée des travailleurs, qui ont un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars par jour en PPA, reste largement répandue, touchant 430 millions de travailleurs dans les pays émergents et en développement en 2017.

On trouve toujours des différences sensibles en matière d'emploi d'une région et d'un pays à l'autre

Le monde continue d'enregistrer diverses tendances en matière d'emploi. Les pays développés devraient entrer dans leur sixième année consécutive de baisse des taux de chômage, qui tomberont à 5,5 pour cent en 2018, soit le taux le plus bas enregistré depuis 2007. Pourtant, de nombreux pays continuent de faire état de taux élevés de sous-utilisation de la main-d'œuvre, avec une forte proportion de travailleurs découragés et une incidence croissante d'emploi à temps partiel contraint.

En revanche, les pays émergents ont enregistré une hausse significative des taux de chômage entre 2014 et 2017, sous l'effet de forts ralentissements économiques, en partie dus à la chute des prix des matières premières dans bon nombre de grandes économies, comme le Brésil et la Fédération de Russie. L'année 2018 marque un tournant, puisque le taux de chômage devrait tomber à 5,5 pour cent (contre 5,6 pour cent en 2017), ce qui se traduirait par une augmentation du nombre de chômeurs dans les pays émergents d'environ 0,4 million en 2018 et 1,2 million en 2019.

Le nombre de chômeurs dans les pays en développement devrait augmenter d'un demi-million par an en 2018 et 2019, le taux de chômage restant aux alentours de 5,3 pour cent. Toutefois, la persistance d'emplois de qualité médiocre et la pauvreté des travailleurs restent les principaux problèmes de nombreux pays en développement et émergents.

Les inégalités persistent dans la situation sur le marché du travail

Les disparités entre un certain nombre de groupes démographiques sous-tendent ces tendances sociales et du marché du travail. Les écarts entre hommes et femmes sont à cet égard particulièrement préoccupants. En moyenne, les femmes sont moins susceptibles de participer au marché du travail, les inégalités mondiales entre les sexes dépassant les 26 points de pourcentage, et ont moins de chances de trouver un emploi lorsqu'elles y participent. Ces écarts sont particulièrement marqués en Afrique du Nord et dans les Etats arabes, où les femmes risquent deux fois plus que les hommes d'être au chômage. Une fois qu'elles occupent un emploi, les femmes sont confrontées à la ségrégation en termes de secteur, de profession et de type de relation de travail, ce qui entrave l'accès à un emploi de qualité. Par exemple, 82 pour cent des femmes occupent des emplois vulnérables dans les pays en développement en 2017, contre 72 pour cent des hommes.

Le manque de possibilités d'emploi pour les jeunes (de moins de 25 ans) constitue un autre défi mondial majeur. Les jeunes sont beaucoup moins susceptibles d'avoir un emploi que les adultes, le taux mondial de chômage des jeunes étant trois fois plus élevé (13 pour cent) que celui des adultes (4,3 pour cent). Le problème est particulièrement alarmant en Afrique du Nord, où près de 30 pour cent des jeunes sur le marché du travail sont sans emploi. Il est important de noter que les inégalités entre les sexes existent déjà parmi les jeunes travailleurs, ce qui rend les progrès futurs dans la réduction des écarts entre hommes et femmes encore plus difficiles.

Les changements structurels dans le secteur des services pourraient exercer des pressions complexes sur la qualité de l'emploi

Les forces internes et externes, telles que le progrès technologique, l'accumulation de capital, la mondialisation, la démographie et les politiques publiques, devraient continuer à stimuler la redistribution de l'emploi entre les secteurs de production. Dans tous les groupes de revenus, un nombre toujours croissant de travailleurs devraient être employés dans le secteur des services, tandis que la part de

l'emploi dans l'agriculture ne devrait pas cesser de baisser à long terme. En outre, la part de l'emploi manufacturier devrait diminuer encore dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays développés, et ne croître que marginalement dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Cela confirme la tendance actuelle à la «désindustrialisation précoce», où les pays à faible revenu voient leur part de l'emploi industriel diminuer à des stades de développement plus précoces que les pays développés.

Ce phénomène pourrait rendre les effets positifs de la transformation structurelle sur la réduction de l'emploi informel et vulnérable moins importants que prévu, étant donné que la plupart des travailleurs qui quittent l'agriculture devraient trouver un emploi dans divers services marchands, où l'incidence des mauvaises conditions de travail est plus élevée que dans l'industrie. Dans les pays développés, l'augmentation prévue de l'emploi dans les services pourrait accroître l'incidence de l'emploi à temps partiel et du sous-emploi lié à la durée du travail. La trajectoire attendue de la transformation structurelle semble donc présenter un potentiel limité d'amélioration à grande échelle des conditions de travail. De ce fait, des mesures ciblées pour encourager la formalisation et améliorer la qualité de l'emploi et la productivité dans le secteur des services constituent une condition préalable importante pour garantir les résultats de la transformation structurelle en matière de travail décent.

Le vieillissement de la population rajoutera des pressions sur les difficultés futures du marché du travail

En raison de l'augmentation de l'espérance de vie et de la baisse des taux de natalité, la croissance démographique mondiale s'est considérablement ralentie et cette trajectoire devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. Une conséquence immédiate de ce ralentissement est que la croissance de la population active mondiale ne suffira pas à compenser l'augmentation rapide du nombre de retraités, ce qui exercera une pression sur le système des retraites comme sur le marché du travail dans son ensemble. Dans les pays développés, où le vieillissement de la population est beaucoup plus rapide, on estime que, d'ici à 2030, on comptera près de 5 personnes âgées de 65 ans et plus pour 10 personnes actives, contre 3,5 en 2017.

Dans le même temps, le vieillissement de la population entraînera inévitablement une augmentation de l'âge moyen des actifs, ce qui mettra à rude épreuve la capacité des travailleurs de suivre le rythme de l'innovation et des changements structurels sur le marché du travail. Globalement, l'âge moyen de la population active devrait passer de près de 40 ans en 2017 à 41 ans en 2030, avec une croissance nettement plus rapide en Europe et en Asie de l'Est, notamment en Chine.

Prises dans leur ensemble, ces tendances posent plusieurs difficultés, dont le maintien des retraités hors de la pauvreté, la promotion d'un travail décent pour une population active de plus en plus âgée et l'adaptation des travailleurs âgés aux évolutions du monde du travail. La pauvreté des personnes âgées est sans doute intrinsèquement liée aux inégalités existantes sur le marché du travail, puisque les travailleurs ayant des conditions de travail et des revenus inférieurs ont moins accès à un régime d'épargne-retraite et ont moins les moyens de cotiser. Par conséquent, le fait de garantir des possibilités d'emploi adéquates pour tous, tout en améliorant la situation sur le marché du travail, constitue l'un des éléments essentiels dans l'objectif de réduction de la pauvreté des personnes âgées. À cet égard, favoriser l'employabilité des travailleurs grâce à l'apprentissage tout au long de la vie est fondamental pour élargir leurs possibilités d'emploi, même à un âge avancé. Des actions ciblées sont également nécessaires pour encourager la participation des travailleurs âgés aux programmes de formation et d'amélioration des compétences, afin de contribuer à réduire le risque d'éloignement du marché du travail et de retraite anticipée, ce qui accroîtrait la pression sur les systèmes de retraite.

1 Tendances de l'emploi et des questions sociales dans le monde

Les perspectives économiques mondiales à long terme demeurent modérément positives malgré une croissance plus forte que prévu en 2017

La croissance économique mondiale a augmenté de 3,6 pour cent en 2017, contre 3,2 pour cent en 2016 (FMI, 2017a). Cela représente une révision de 0,2 point de pourcentage à la hausse par rapport aux perspectives de l'an dernier, faisant de 2017 la première année depuis 2010 où la croissance réelle a dépassé les prévisions.

Cette reprise modeste de la croissance mondiale a été généralisée, tirée par des embellies dans les pays en développement, émergents et développés. La hausse de 4,9 pour cent dans les pays émergents en 2017 est largement due à la fin des contractions majeures dans des pays comme le Brésil et la Fédération de Russie. Dans les pays développés, la croissance devrait passer de 1,6 pour cent en 2016 à 2,1 pour cent en 2017. En ce qui concerne les perspectives, la combinaison prévue de prix relativement stables des ressources, d'une normalisation de la croissance dans la plupart des grandes économies et d'une stabilisation de l'investissement fixe à un niveau modéré indique qu'il est peu probable que des effets d'entraînement ou de stimulation seront suffisants pour modifier sensiblement les prévisions de croissance mondiale. Par conséquent, elles restent modestes à moyen terme, à 3,7 pour cent pour 2018 et au-delà (voir encadré 1.1).

Encadré 1.1

Croissance molle: la nouvelle norme?

Les prévisions quinquennales de croissance économique mondiale publiées dans les diverses éditions de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI donnent une indication du taux de croissance potentiel estimé. Le fait que cette prévision soit passée de 4,8 pour cent dans l'édition d'octobre 2011 à un modeste 3,8 pour cent dans l'édition actuelle d'octobre 2017 montre que le potentiel de croissance à moyen terme estimé a considérablement diminué, de 1 point de pourcentage, pour les pays à tous les niveaux de revenu. Sur une période de cinq ans, cela équivaut à un écart de près de 5 pour cent du niveau de revenu moyen.

La faible hausse de l'investissement fixe explique au moins en partie le ralentissement de la croissance économique. Cela entraîne un déficit de demande globale et des futurs facteurs de production. Toutefois, il est important de noter que l'investissement reste insuffisant dans

la plupart des pays en dépit d'environnements favorables, tels que des valorisations boursières records, une politique monétaire accommodante dans de nombreux pays développés et des bénéfices importants pour les entreprises. Les inégalités de revenu et de patrimoine jouent également un rôle dans la baisse de la demande globale, car les ménages plus riches consomment souvent une part plus faible de leur revenu.

Un autre facteur expliquant la croissance molle de la production tient aux gains modestes de productivité, qui s'expliquent en partie par le manque d'investissement, mais qui reflètent aussi le ralentissement du rythme de l'innovation et de l'intégration commerciale. En outre, l'expansion de l'emploi dans les secteurs des services à travers le monde (voir chapitre 3) contribue au ralentissement de la croissance de la productivité, les gains de productivité dans ces secteurs étant plus difficiles à réaliser et à mesurer.

Sources: FMI, 2011 et 2017a; Nations Unies, 2018.

Encadré 1.2

Réduire les déficits de travail décent en période de faible croissance

Le ralentissement de la croissance mondiale à long terme a des conséquences importantes sur les conditions de travail décentes et sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) inscrits dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Tout d'abord, une croissance plus faible signifie que le niveau de vie moyen augmente à un rythme plus lent, ce qui limite la capacité d'une économie à sortir les gens de la pauvreté (ODD 1). Deuxièmement, il existe une relation inverse évidente entre le niveau de développement et l'incidence de l'emploi vulnérable, de sorte que le ralentissement de la croissance signifie que l'emploi vulnérable sera plus persistant. Troisièmement, les baisses de croissance affaiblissent les perspectives de hausse des salaires réels.

Enfin, un ralentissement de la croissance amoindrit la création nette d'emplois, et il devient encore plus difficile de trouver un travail (ODD 8).

Pour lutter contre les déficits généralisés de travail décent, il est important d'améliorer les résultats de la croissance. Premièrement, elle doit être plus inclusive afin que les groupes défavorisés puissent largement bénéficier de l'amélioration générale des conditions de vie et de travail. Deuxièmement, la croissance doit être à intensité d'emploi suffisamment forte pour créer davantage de possibilités de travail pour une main-d'œuvre plus nombreuse. La réalisation de ces objectifs peut à son tour accélérer la croissance, créant ainsi un cercle vertueux de croissance et de travail décent.

Les perspectives du marché du travail mondial restent maussades avec le ralentissement des progrès pour réduire l'emploi vulnérable et la pauvreté au travail

La faiblesse du potentiel de croissance pèse lourdement sur la capacité de l'économie mondiale à réduire les déficits de travail décent à moyen terme, notamment en ce qui concerne la quantité et la qualité des emplois et leur répartition (par exemple, l'inclusivité de la croissance et les possibilités sur le marché du travail, voir [encadré 1.2](#)). Les tendances suivantes ont notamment été observées:

Le chômage mondial se stabilise après une hausse en 2016: La nouvelle estimation du BIT, fondée sur des ensembles de données et des méthodologies améliorés (voir [encadré 1.3](#)), montre que le taux de chômage mondial s'est élevé à 5,6 pour cent en 2017. Cela représente 192,7 millions de chômeurs ([tableau 1.1](#)) et une hausse de 2,6 millions par rapport à 2016. Pour 2018, le taux de chômage mondial devrait baisser de 0,1 point de pourcentage, le nombre de chômeurs restant pratiquement inchangé malgré une population active en augmentation. Cela s'explique par les bons résultats des marchés du travail des pays développés, où le taux de chômage devrait chuter de 0,2 point de pourcentage supplémentaire pour s'établir à 5,5 pour cent, soit un taux inférieur aux niveaux d'avant la crise. En revanche, dans les pays émergents et en développement, la croissance de l'emploi devrait être inférieure à celle de la population active, ce qui fera augmenter le nombre de chômeurs de 0,9 million en 2018. Le taux de chômage devrait diminuer légèrement, de 0,1 point de pourcentage, dans les pays émergents et rester stable dans les pays en développement. L'élan positif des pays émergents qui se remettent de la récession devrait marquer le pas en 2019, ce qui devrait maintenir le taux de chômage à 5,5 pour cent et faire augmenter le nombre de chômeurs de 1,3 million.

Les progrès pour réduire les formes d'emploi vulnérable, à savoir le travail à compte propre ou le travail pour l'entreprise familiale, sont au point mort: Les travailleurs dans des formes d'emploi vulnérable sont généralement exposés à des niveaux élevés de précarité, dans la mesure où ils risquent plus d'être employés de manière informelle, ont moins de chances de s'engager dans le dialogue social et sont moins susceptibles de bénéficier de la sécurité de l'emploi, de revenus réguliers et de l'accès à la protection sociale que leurs homologues salariés (BIT, 2017e). Il est inquiétant de constater que les progrès significatifs réalisés dans le passé en matière de réduction de l'emploi vulnérable stagnent de manière générale depuis 2012, le taux restant supérieur à 42 pour cent. Le nombre de travailleurs dans des formes d'emploi vulnérable est estimé à près de 1,4 milliard en 2017, avec 17 millions de personnes supplémentaires chaque année.

Encadré 1.3

La révision des chiffres du chômage mondial

Les estimations globales du nombre de chômeurs ont été révisées à la baisse par rapport à celles présentées dans le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017* (figure 1.1). Cette révision découle d'un certain nombre d'améliorations apportées aux données et aux méthodes d'estimation plutôt que d'une perspective du marché du travail mondial meilleure que prévu. Trois types de révisions ont en particulier été apportés, comme indiqué ci-après.

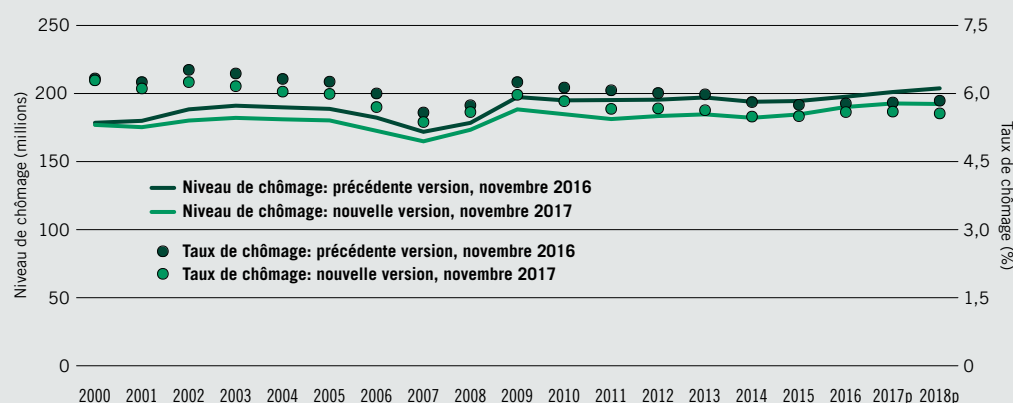
1) *Révision rétrospective des taux de chômage*: Afin de se conformer aux normes internationales en matière de statistiques du travail* et d'améliorer l'exactitude et la comparabilité des indicateurs d'un pays à l'autre et dans le temps, le BIT s'efforce constamment d'améliorer ses bases de données statistiques. Ces mesures englobent l'introduction de points de données supplémentaires (par exemple données nouvelles ou mises à jour pour les pays), l'élimination des données incohérentes et les révisions résultant de l'application des critères convenus au niveau international dans le calcul des taux de chômage

des pays où des définitions nationales et moins strictes du chômage étaient précédemment communiquées. Ces changements représentent 85 pour cent de la révision à la baisse des chiffres du chômage mondial.

- 2) *Révision des chiffres sur la population active*: Ces révisions sont dues à la mise à jour de la base de données du BIT sur les estimations et les projections relatives à la main-d'œuvre (Labour Force Estimates and Projections – LFEP), qui comprend de nouvelles données démographiques (Nations Unies, 2017) et de nouvelles données sur le taux d'activité, ainsi que des améliorations significatives dans les méthodes d'estimation. Une telle révision induit une modification du nombre de chômeurs, même lorsque les taux de chômage passés restent inchangés.
- 3) *Révision des prévisions*: Il s'agit des changements apportés aux taux de chômage prévus en raison de l'introduction des données les plus récentes et de l'évolution économique (l'annexe C contient des détails supplémentaires sur les sources de la révision du nombre global de chômeurs).

Figure 1.1

Comparaison des niveaux et des taux de chômage mondiaux, Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2016 et novembre 2017



Note: Les chiffres de 2016 basés sur les Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2016, sont des estimations préliminaires, tandis que les chiffres de 2017-18 sont des projections. Les chiffres de 2017 basés sur les Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017, sont des estimations préliminaires et les chiffres de 2018 des projections.

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2016 et novembre 2017.

* Selon la Résolution I adoptée par la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail, une personne est au chômage si elle remplit trois critères au cours de la période de référence: i) elle n'est pas en emploi, ii) elle recherche un emploi et iii) elle est disponible pour occuper un poste de travail.

Tableau 1.1

Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
MONDE		5,6	5,5	5,5	192,7	192,3	193,6
Pays développés		5,7	5,5	5,4	34,1	32,8	32,4
Pays émergents		5,6	5,5	5,5	143,0	143,4	144,6
Pays en développement		5,3	5,3	5,3	15,6	16,1	16,6
	Taux d'emploi vulnérable 2007-2019 (pourcentage)				Emploi vulnérable 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
MONDE		42,5	42,6	42,7	1391,3	1409,0	1426,4
Pays développés		10,0	9,9	9,9	56,7	56,5	56,3
Pays émergents		46,2	46,2	46,3	1122,8	1134,0	1144,8
Pays en développement		76,5	76,4	76,4	211,8	218,5	225,3
	Taux de travailleurs extrêmement pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs extrêmement pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Total pays émergents et en développement		11,2	10,7	10,2	300,9	290,8	281,2
Pays émergents		7,7	7,2	6,7	186,8	176,2	166,4
Pays en développement		41,2	40,1	38,9	114,1	114,6	114,9
	Taux de travailleurs modérément pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs modérément pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Total pays émergents et en développement		16,0	15,5	15,1	430,2	421,8	414,0
Pays émergents		14,7	14,1	13,6	357,5	346,9	336,7
Pays en développement		26,2	26,2	26,2	72,7	74,9	77,3

Note: Tout au long de ce rapport, les chiffres pour 2017 sont des estimations préliminaires et les chiffres pour 2018 et 2019 des projections. Les taux de travailleurs modérément et extrêmement pauvres correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars E.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement. Voir l'annexe A pour la classification des pays par région et par groupe de revenus.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

La pauvreté au travail continue de diminuer, mais à un rythme plus lent: La part de la population active vivant dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire disposant d'un niveau de vie du ménage inférieur à 1,90 dollar par personne et par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA)¹) continue de baisser à long terme et atteint 11,2 pour cent dans les pays en développement et émergents en 2017. Malgré des progrès significatifs dans le passé, environ 300 millions de travailleurs vivaient toujours dans l'extrême pauvreté dans les pays émergents et en développement en 2017, chiffre qui s'élève à plus de 700 millions si l'on inclut ceux qui sont considérés comme modérément pauvres (c'est-à-dire avec un niveau de vie inférieur à 3,10 dollars par jour en PPA). Fait inquiétant, le rythme des progrès s'est ralenti et, dans les pays en développement, il ne parvient pas à suivre celui de la croissance de la population active. Par conséquent, le nombre de travailleurs extrêmement pauvres dans les pays en développement devrait rester supérieur à 100 millions, ce qui signifie que plus d'un travailleur sur trois dans ces pays devrait encore vivre dans l'extrême pauvreté dans les années à venir. Cela rendra difficile la réalisation de l'objectif d'éradication de la pauvreté énoncé dans les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 1 (voir encadré 1.2).

1. Les chiffres de la pauvreté au travail sont indiqués en parité de pouvoir d'achat (PPA) tout au long de ce rapport.

Encadré 1.4

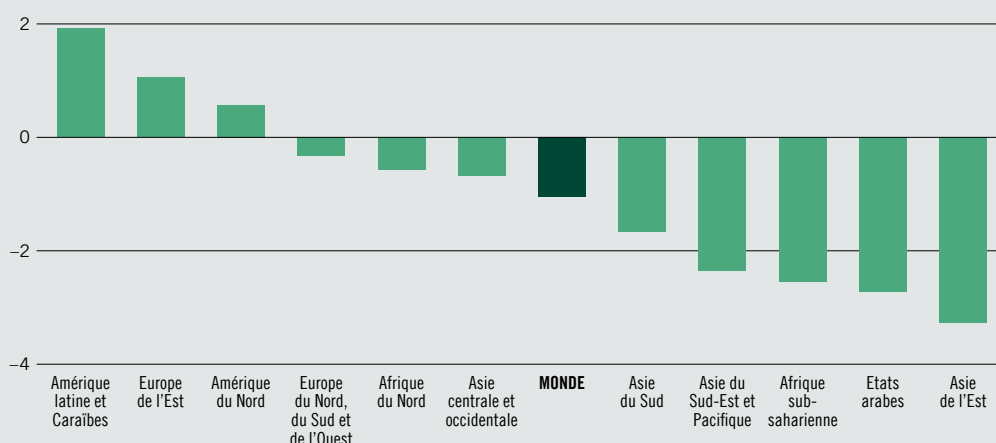
Dernières tendances de l'indice des troubles sociaux

Si les problèmes liés au marché du travail sont loin d'être les seuls moteurs des troubles sociaux (les autres sont notamment la liberté individuelle, le niveau de vie et les processus démocratiques), l'amélioration de la situation économique dans la plupart des régions du monde se traduit par une diminution des troubles sociaux ou du mécontentement. En effet, sur la base de l'indice des troubles sociaux du BIT, qui mesure la désapprobation exprimée au sujet de la situation socio-économique et politique dans les pays, le score global moyen des troubles sociaux a diminué de 1 point

entre 2016 et 2017 s'établissant à 22,0 points (figure 1.2). Trois régions ont néanmoins enregistré une hausse, en particulier l'Amérique latine et les Caraïbes, qui ont été la région la plus durement touchée par les piètres performances du marché du travail en 2017. En revanche, les régions asiatiques, l'Afrique subsaharienne et les Etats arabes ont enregistré des baisses relativement fortes. L'Afrique du Nord, malgré une légère amélioration, est toujours exposée à un risque accru de troubles sociaux, avec un score actuel de l'indice supérieur de plus de 4 points à la moyenne à long terme.

Figure 1.2

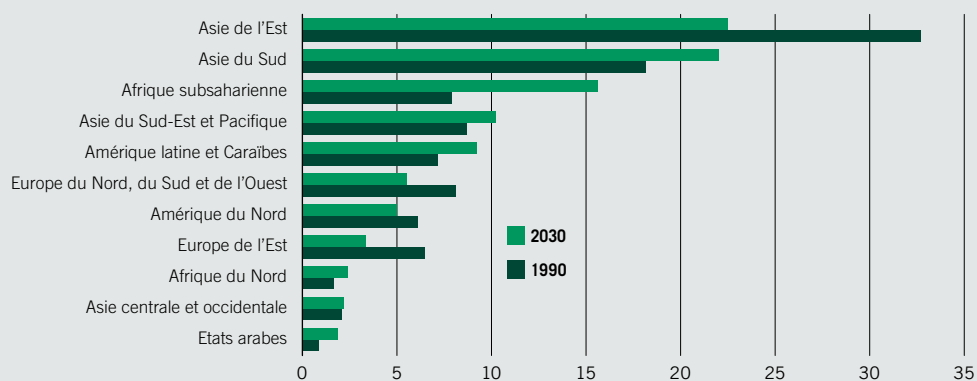
Evolution de l'indice des troubles sociaux, 2016-17



Note: Le graphique montre l'évolution de la moyenne pondérée de l'indice des troubles sociaux de 2016 à 2017 par région, selon la classification de l'OIT. L'indice est basé sur la proportion d'actions de protestation dans le total des événements, en utilisant les catégories du Global Database of Events, Language, and Tone (GDELT), et sur une échelle de 0 (faible) à 100 (forte). Voir l'annexe B pour des informations détaillées sur l'indice et son calcul.

Source: Calculs du BIT basés sur le GDELT, octobre 2017.

Après la détérioration des conditions du marché du travail au cours des années précédentes, la stabilisation du chômage mondial et la reprise de la croissance économique semblent avoir contribué à atténuer les troubles sociaux dans de nombreuses régions du monde en 2017 (encadré 1.4). C'est une évolution positive par rapport à 2016, quand les troubles sociaux étaient en hausse dans la majorité des régions (BIT, 2017a).

Figure 1.3**Part de la main-d'œuvre mondiale par région, 1990 et 2030 (pourcentage)**

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

La croissance rapide de la main-d'œuvre dans les régions où les conditions de travail sont mauvaises fragilise les avancées mondiales

A moyen terme, la répartition géographique de la population active mondiale va évoluer de manière importante, car les taux de croissance de la main-d'œuvre varient considérablement d'une région à l'autre. Par exemple, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud compteront 38 pour cent de la population active mondiale d'ici à 2030, contre 26 pour cent en 1990 (figure 1.3). Entre 2017 et 2030, l'offre de main-d'œuvre (pour tous les âges) augmentera de 198 millions en Afrique subsaharienne et de 166 millions en Asie du Sud. Comme ces deux régions abritent la majorité des travailleurs pauvres et vulnérables (chapitre 2), la part moyenne mondiale de travailleurs soumis à de mauvaises conditions de travail pourrait augmenter, à moins que des progrès significatifs ne soient réalisés dans l'amélioration de la qualité de l'emploi dans le monde entier, et en particulier dans ces régions.

L'inégalité des chances sur le marché du travail pour les femmes persiste

Cet ensemble de tendances sociales et sur le marché du travail s'explique par les disparités, souvent très marquées, entre différents groupes démographiques (BIT, 2016a, 2017b et 2017c). Les inégalités entre les sexes sont particulièrement préoccupantes en ce qui concerne les possibilités offertes par le marché du travail. Elles se recoupent et se maintiennent dans toutes les dimensions du marché du travail, et sont enracinées dans l'interaction complexe entre les rôles dévolus aux hommes et ceux dévolus aux femmes, les contraintes socio-économiques et les préférences personnelles, telles que la répartition inéquitable des responsabilités familiales et la discrimination (BIT, 2017c).

Dans de nombreux cas, les taux de participation des femmes restent bien inférieurs à ceux des hommes. Cette différence est particulièrement prononcée en Afrique du Nord, dans les Etats arabes et en Asie du Sud, où l'écart entre les sexes en matière de taux d'activité dépasse 50 points de pourcentage, soit près du double de la moyenne mondiale. Ces écarts considérables s'expliquent par les taux extrêmement bas de participation des femmes, qui sont les plus faibles au niveau mondial dans les Etats arabes (18,9 pour cent), en Afrique du Nord (21,9 pour cent) et en Asie du Sud (27,6 pour cent). Ces faibles taux sont attribués à de multiples facteurs socio-économiques et socioculturels qui limitent la participation des femmes au marché du travail (*ibid.*).

Même lorsqu'elles sont actives, les femmes se heurtent à d'importants obstacles à l'emploi, et connaissent des taux de chômage plus de deux fois supérieurs à ceux des hommes dans des régions comme les Etats arabes et l'Afrique du Nord. En outre, l'importante ségrégation sectorielle et professionnelle signifie que les emplois que les femmes peuvent occuper diffèrent de ceux des hommes.

Elles n'ont ainsi souvent accès qu'à des emplois de qualité inférieure, et les taux d'emploi vulnérable, surtout en tant que travailleuses familiales, sont systématiquement plus élevés pour les femmes que pour les hommes en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, et dans les Etats arabes. Enfin, la prévalence de la ségrégation sur le marché du travail, en termes de nature et de qualité des emplois, explique également l'écart significatif de rémunération entre hommes et femmes (BIT, 2017i). Ces tendances d'inégalités entre les sexes sont examinées plus en détail et développées dans le rapport du BIT intitulé *Emploi et questions sociales dans le monde: aperçu global des tendances pour les femmes* publié en mars 2018.

Par conséquent, les femmes peuvent moins souvent prétendre à une couverture sociale (notamment les prestations de chômage, les pensions et la protection de la maternité) en raison de leur faible taux d'activité, de leur taux de chômage plus élevé et de leur plus grande probabilité de se situer dans des formes d'emploi vulnérable. Ces facteurs, conjugués au fait que les femmes sont généralement moins bien rémunérées, augmentent leur risque de pauvreté.

De plus, même lorsque des progrès sont réalisés pour les femmes, ils ne suivent pas toujours le rythme de ceux en faveur des hommes. Tout cela souligne la nécessité de redoubler d'efforts pour améliorer les possibilités offertes aux femmes sur le marché du travail. Des rapports récents du BIT (BIT, 2016a et 2017c) proposent des politiques globales qui visent à combler les écarts persistants entre les sexes sur le marché du travail et à progresser vers la réalisation des ODD. Pour l'essentiel, la réduction des inégalités sur le marché du travail contribuera à la réalisation non seulement de l'ODD sur l'égalité entre les sexes (ODD 5), mais aussi de ceux sur la réduction de la pauvreté et des inégalités (ODD 1) et sur la croissance économique et le travail décent (ODD 8).

2 Tendances de l'emploi et des questions sociales par région

Compte tenu de l'hétérogénéité des résultats sur le plan social et du marché du travail décrits au chapitre 1, ce chapitre évaluera, tant à l'intérieur des régions qu'entre elles, i) l'évolution récente de l'économie et du marché du travail, et ii) les perspectives sociales et en matière d'emploi à court terme (voir l'annexe A pour la classification des pays par régions et par groupes de revenu du BIT).

Afrique














Les perspectives économiques de l'Afrique devraient s'améliorer, avec une croissance estimée à 3,7 pour cent en 2017, contre 2,1 pour cent en 2016. Cette amélioration anticipée est fortement tributaire d'une reprise des prix des produits de base, ce qui explique que les pays exportateurs et les pays non exportateurs de produits de base de la région connaissent des trajectoires de croissance divergentes. Les économies de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne sont donc confrontées au défi de garantir une croissance inclusive et de renforcer la résilience à la volatilité des prix des produits de base dans un contexte de changement climatique imprévisible et d'insécurité géopolitique. Par conséquent, une diversification économique durable, la viabilité budgétaire, le développement des infrastructures et une croissance inclusive sont des priorités absolues pour obtenir des résultats en matière de travail décent et de réduction de la pauvreté. S'il est prévu que la croissance reprenne progressivement et augmente dans l'ensemble de la région, elle restera néanmoins inférieure au niveau nécessaire pour s'attaquer efficacement aux problèmes sociaux et de marché du travail actuels en Afrique.

Compte tenu de la croissance peu soutenue, le taux de chômage pour l'ensemble du continent devrait rester inchangé par rapport à l'année précédente, à 7,9 pour cent ([tableau 2.1](#)). On s'attend à une légère augmentation du nombre de chômeurs, principalement en Afrique subsaharienne, entraînée par une forte croissance de la population active dans un marché du travail aux progrès limités. La région présente le taux d'emploi vulnérable le plus élevé au monde, qui se maintient aux environs de 66 pour cent. Cela signifie que 290 millions de travailleurs africains se trouvent dans des formes d'emploi vulnérable en 2017 – un chiffre qui devrait augmenter de près de 9 millions en 2018, la plus forte hausse étant enregistrée en Afrique subsaharienne.

La pauvreté au travail sur le continent s'améliore en termes de taux de travailleurs extrêmement pauvres, car celui-ci devrait continuer à baisser pour atteindre environ 31 pour cent en 2018. Le taux de travailleurs modérément pauvres devrait toutefois rester stable, autour de 23 pour cent. Au total, près de 250 millions de travailleurs en Afrique vivent dans une pauvreté extrême ou modérée – un nombre qui devrait augmenter en moyenne de 4 millions par an, dans un contexte de croissance rapide et continue de la population en âge de travailler et d'améliorations insuffisantes des taux de pauvreté au travail.

Tableau 2.1

Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Afrique, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Afrique		7,9	7,9	7,9	37,8	38,9	40,1
Afrique du Nord		11,7	11,5	11,4	8,7	8,7	8,7
Afrique subsaharienne		7,2	7,2	7,3	29,1	30,2	31,3
Afrique du Sud		27,7	28,5	29,2	6,1	6,4	6,6
	Taux d'emploi vulnérable 2007-2019 (pourcentage)				Emploi vulnérable 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Afrique		65,9	66,0	66,1	290,6	299,5	308,8
Afrique du Nord		30,4	30,4	30,3	19,8	20,2	20,6
Afrique subsaharienne		72,1	72,1	72,2	270,7	279,3	288,2
	Taux de travailleurs extrêmement pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs extrêmement pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Afrique		31,9	31,2	30,4	140,6	141,5	141,9
Afrique du Nord		5,0	4,8	4,7	3,2	3,2	3,2
Afrique subsaharienne		36,6	35,7	34,7	137,3	138,3	138,7
	Taux de travailleurs modérément pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs modérément pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Afrique		23,6	23,6	23,6	104,1	107,1	110,2
Afrique du Nord		20,1	19,8	19,4	13,1	13,2	13,2
Afrique subsaharienne		24,2	24,2	24,3	91,0	93,9	97,0

Note: Le taux d'emploi vulnérable correspond à la part de travailleurs à leur propre compte et de travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale dans l'emploi total. Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail se réfèrent respectivement à la part de travailleurs disposant d'un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars (PPA) par personne et par jour et inférieur à 1,90 dollar (PPA) par personne et par jour.

Sources: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017; ILOSTAT.

AFRIQUE DU NORD

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Nord devrait avoir augmenté de 5,4 pour cent en 2017, marquant ainsi une reprise par rapport à la croissance de 3,2 pour cent enregistrée l'année précédente. Cette reprise est plus évidente dans les pays importateurs de pétrole, où elle est soutenue par une demande intérieure et des exportations plus fortes. Des pays tels que l'Égypte et le Maroc ont connu une augmentation des investissements directs étrangers et un essor du tourisme. La croissance en Tunisie devrait également se redresser grâce à la hausse des exportations, liée à une croissance plus forte en Europe. En outre, l'augmentation des investissements privés et du commerce en raison de la levée récente des sanctions économiques américaines à l'encontre du Soudan devrait soutenir la croissance du pays. Dans l'ensemble, les pays importateurs de pétrole – Égypte, Maroc, Tunisie et Soudan – ont obtenu de meilleurs résultats en termes de reprise de la croissance que les pays exportateurs de pétrole comme l'Algérie et la Libye. Les pays exportateurs se trouvent en effet toujours devant la difficulté de s'adapter à la baisse des cours du pétrole, quoique dans une moindre mesure cette année que l'année dernière, qui freine la croissance et contribue à d'importants déficits budgétaires et extérieurs. Toutefois, la proximité de pays en proie à des tensions et à des conflits géopolitiques constitue une menace toujours présente et déstabilisatrice pour la sécurité de la région et les perspectives économiques.

Les niveaux de chômage élevés traduisent de grandes disparités sur le marché du travail

Le taux de chômage en Afrique du Nord devrait passer de 11,7 pour cent en 2017 à 11,5 pour cent en 2018. Toutefois, le nombre de chômeurs reste stable à 8,7 millions, dans un contexte de forte croissance de la population en âge de travailler et de la population active. L'Afrique du Nord enregistre

le plus fort taux de chômage au monde, avec des taux très élevés observés chez les jeunes et les femmes. Les jeunes représentent en effet plus de 34 pour cent du nombre total de chômeurs, alors qu'ils ne comptent que 14,6 pour cent de la population active, et leur taux de chômage est le plus élevé du monde. En outre, le taux de chômage des femmes, à 19,8 pour cent, est plus du double de celui des hommes, à 9,3 pour cent. En fait, l'amélioration de l'écart entre les sexes s'est inversée au cours de la dernière décennie et les inégalités devraient se creuser tout au long de la période 2018-2021 (BIT, 2017c). Il existe de toute évidence de profonds obstacles structurels auxquels font face les jeunes et les femmes, qui sont souvent liés à des lacunes en matière de formation et à l'inégalité des chances. Cette situation se reflète dans le taux de NEET (*Neither in Employment nor in Education or Training*, «ceux qui ne sont ni en formation ni en emploi») pour les jeunes, qui est de 26,1 pour cent en Afrique du Nord, le deuxième au niveau mondial et avec une proportion de femmes plus importante que dans la majorité des autres régions (BIT, 2017b). Un taux élevé de NEET parmi les jeunes femmes porte à croire que leur participation au marché du travail est limitée par leur engagement précoce dans les travaux ménagers non rémunérés et par les obstacles institutionnels importants auxquels elles se heurtent (BIT, 2017c). La persistance de taux de chômage élevés, enracinés dans les fortes inégalités sur le marché du travail de la région, souligne l'urgente nécessité de prendre des mesures ciblées pour combler ces écarts, en commençant par la formation générale et professionnelle et en éliminant les obstacles tels que la discrimination. Le ciblage réussi et rapide de ces inégalités améliorera non seulement les moyens de subsistance des femmes et les perspectives des générations futures, mais générera également une croissance inclusive et une productivité accrue pour la région. En outre, ce besoin ne fera que s'accroître à mesure que la population en âge de travailler de la région augmentera.

Les conditions d'emploi sont précaires pour les personnes occupées

Environ 30 pour cent des personnes occupées ont un emploi vulnérable. Cela représente une légère diminution par rapport à l'année précédente, mais concerne un nombre croissant de travailleurs, qui devrait dépasser les 20 millions en 2018. La situation est encore moins encourageante pour les femmes, qui sont 12 points de pourcentage plus susceptibles d'occuper un emploi vulnérable (40 pour cent), surtout en tant que travailleuses familiales, que les hommes (24,5 pour cent).

Par ailleurs, les taux de pauvreté au travail restent élevés en Afrique du Nord, avec plus d'un travailleur sur quatre en situation de pauvreté extrême ou modérée. Toutefois, des progrès sont en cours dans la réduction des taux de pauvreté, et le nombre de travailleurs extrêmement et modérément pauvres devrait baisser à 16,4 millions en 2018.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La croissance économique devrait atteindre 2,6 pour cent en 2017 et ainsi progresser de plus d'un point de pourcentage par rapport au niveau historiquement bas de 1,4 pour cent enregistré l'année précédente. Cette reprise s'explique en grande partie par celle de la production pétrolière et agricole au Nigéria et par de moindres sécheresses dans une grande partie de l'Afrique orientale et australe. Pourtant, la croissance est encore inférieure de moitié par rapport à la moyenne annuelle d'environ 5 pour cent des dix dernières années. Malgré des améliorations dans certains domaines, de nombreux pays, en particulier les exportateurs de produits de base, continuent d'être confrontés à des tensions macroéconomiques dues aux restrictions budgétaires engendrées par la baisse des recettes tirées des produits de base et par une dette publique et un service de la dette insoutenables. Les incertitudes climatiques et l'instabilité politique représentent également des défis majeurs. Les chocs climatiques sont particulièrement graves en raison de la forte dépendance de la région à l'égard du secteur agricole, non seulement pour l'emploi mais aussi pour les moyens de subsistance quotidiens, situation qui expose de nombreuses personnes à un risque accru de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Dans l'ensemble, pour stimuler une croissance durable et inclusive dans la région, il faudra diversifier l'économie, en particulier dans les pays exportateurs de produits de base, afin d'obtenir des recettes intérieures suffisantes pour faire face à la pression macroéconomique actuelle, créer une réserve budgétaire pour les dépenses publiques essentielles, telles que le renforcement des infrastructures publiques, accroître la demande d'investissement et lutter contre la pauvreté. Par ailleurs, la hausse progressive prévue de la croissance économique ne devrait pas être suffisante par rapport à celle de la population, ce qui rendra encore plus difficile l'amélioration des résultats sur le marché du travail.

La forte croissance démographique exerce une pression sur le chômage et l'emploi de qualité médiocre

Le taux de chômage en Afrique subsaharienne s'est élevé à 7,2 pour cent en 2017, demeurant pour l'essentiel inchangé. Le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 1 million en raison de la forte croissance de la main-d'œuvre dans la région. Alors que le taux de chômage est relativement faible par rapport aux autres régions en développement, il masque une grande hétérogénéité selon les pays: il s'élève par exemple à 27,7 pour cent en 2017 en Afrique du Sud. En outre, peu de progrès ont été réalisés dans la réduction des inégalités entre les sexes en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie (BIT, 2017c).

Toutefois, le taux de chômage n'offre qu'une représentation partielle de la situation du marché du travail en Afrique subsaharienne, étant donné qu'une part significative de la population en âge de travailler est tout simplement trop pauvre pour ne pas travailler et que la plupart des pays n'offrent pas de prestations de chômage. Par conséquent, le principal problème du marché du travail de la région est la mauvaise qualité de l'emploi, comme en témoigne la forte incidence des emplois vulnérables et informels. Le taux d'emploi vulnérable devrait atteindre plus de 72 pour cent en 2018, dépassant celui de l'Asie du Sud et faisant de l'Afrique subsaharienne la région où ce taux est le plus élevé au monde. Cela signifie que le nombre de personnes dans des formes d'emploi vulnérable devrait augmenter de plus de 8 millions, pour atteindre 279 millions en 2018.

La région enregistre également l'un des taux les plus élevés d'informalité en dehors du secteur agricole, allant de 34 pour cent en Afrique du Sud à 90,6 pour cent au Bénin (BIT, à paraître). Le problème posé par l'économie informelle est grave et persistant, d'autant plus qu'elle se caractérise fréquemment par des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalités et de déficits de travail décent. Le taux d'informalité augmente également quand une importante population en âge de travailler est dans la nécessité économique de travailler mais confrontée à un manque généralisé de possibilités d'emploi formel. Vu la croissance rapide de la population en âge de travailler dans la région, cela devient par conséquent un problème majeur, car l'économie informelle agit souvent comme un tampon en fournissant un emploi de dernier recours, ce qui est une nécessité absolue pour la survie. Pourtant, cette prévalence de l'emploi informel constitue un obstacle non seulement à l'amélioration des conditions d'emploi, mais aussi à l'accroissement de la productivité du travail et au développement économique dans la région. Pour les femmes en particulier, l'emploi informel est très répandu. Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, l'écart entre les sexes dans l'emploi informel est de plus de 20 points de pourcentage; chez les jeunes, il est encore plus grand.

L'omniprésence d'emplois de qualité médiocre lorsque la population en âge de travailler est jeune et en augmentation peut mettre en péril les possibilités futures de développement. Au vu des tendances actuelles de transformation structurelle (chapitre 3), le défi reste important pour une région où les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et supérieur sont les plus faibles. Néanmoins, la hausse de la population jeune, malgré les défis qu'elle pose, peut offrir une belle occasion d'accroître le potentiel de main-d'œuvre de la région. Par conséquent, il sera nécessaire d'investir dans la formation des jeunes, de combler les inégalités entre les sexes sur les marchés du travail comme dans la formation, de promouvoir des transitions efficaces entre l'école et le monde du travail et de créer des emplois décents pour récolter les dividendes de l'évolution démographique dans la région (BIT, 2017b).

Diminution de la pauvreté extrême au travail mais hausse de la pauvreté modérée

L'Afrique subsaharienne enregistre toujours des taux très élevés de travailleurs extrêmement pauvres (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour en PPA), 36,6 pour cent, et de travailleurs modérément pauvres (disposant d'un revenu compris entre 1,90 et 3,10 dollars par jour), 24,2 pour cent en 2017. Alors que le taux d'extrême pauvreté au travail devrait diminuer d'ici à 2019, les travailleurs modérément pauvres devraient voir leur nombre augmenter de près de 6 millions. Globalement, cela représente un total de 228 millions de travailleurs en situation de pauvreté extrême ou modérée en Afrique subsaharienne. Le problème est encore plus grave pour les jeunes, car c'est dans cette région que le taux de pauvreté des jeunes travailleurs est le plus élevé, à près de 67 pour cent en 2017. Au cours de la dernière décennie, le nombre de jeunes travailleurs subsahariens en situation de pauvreté a augmenté de plus de 7 millions, pour atteindre 58 millions.

Amériques

AMÉRIQUE DU NORD

La croissance s'est accélérée en 2017 et devrait rester soutenue en 2018

Le PIB a augmenté de 2,3 pour cent en 2017 en Amérique du Nord, soit une reprise de près de 1 point de pourcentage par rapport à la croissance de 1,5 pour cent enregistrée l'année précédente. Le raffermissement de l'activité aux États-Unis et au Canada a été stimulé par des conditions financières favorables et une moindre volatilité des marchés. L'embellie de 2017 est principalement due à une croissance plus élevée au Canada, 3 pour cent, par rapport à 1,5 pour cent en 2016. Les États-Unis ont enregistré des améliorations progressives, avec un taux de croissance de 2,2 pour cent en 2017, contre 1,5 pour cent en 2016. La reprise dans le secteur de l'énergie a également renforcé les investissements des entreprises dans la région.




Pourtant, à moyen terme, la croissance économique devrait être freinée par une plus faible hausse de la population en âge de travailler (chapitre 4) et par l'augmentation de la proportion de retraités. L'Amérique du Nord a connu une situation exceptionnelle de faible inflation malgré la diminution des taux de chômage et des taux d'intérêt bas. Cette tendance est également liée au fait que la baisse du chômage a eu peu d'effet d'entraînement sur la hausse des salaires, ce qui s'explique en grande partie par la proportion relativement élevée de travailleurs à temps partiel subi dans la région, pour lesquels la croissance des salaires a été particulièrement faible (FMI, 2017b). En fait, depuis la récente crise financière, la faible croissance du revenu médian s'est accompagnée d'une aggravation des inégalités de revenus (*ibid.*).

La reprise favorise l'amélioration du niveau de chômage

Le chômage dans la région devrait passer de 4,7 pour cent en 2017 à 4,5 pour cent en 2018, en raison d'une baisse des taux au Canada comme aux États-Unis. Pourtant, le nombre de chômeurs au Canada demeure inchangé, puisque la population active augmente. Les deux pays devraient afficher des taux de chômage relativement stables jusqu'en 2019 (tableau 2.2).

Tableau 2.2

Tendances et projections du chômage, Amérique du Nord, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Amérique du Nord		4,7	4,5	4,6	8,5	8,3	8,5
Canada		6,4	6,3	6,3	1,3	1,3	1,3
États-Unis		4,4	4,3	4,4	7,2	7,0	7,2

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

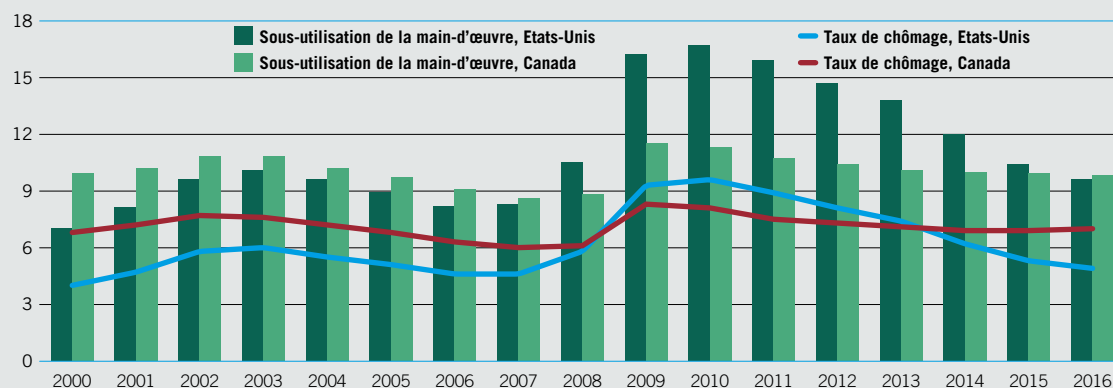
Malgré la résorption du chômage, le fort déficit d'offre sur le marché du travail exerce une pression à la baisse sur la croissance des salaires

Malgré la baisse constante du taux de chômage, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre¹ ne s'est pas amélioré dans la même mesure, ce qui dénote un degré substantiel de capacités excédentaires sur le marché du travail de la région (figure 2.1). Cette situation est mise en évidence aux États-Unis, où le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre demeure élevé malgré la baisse du taux de chômage.

1. Une mesure composite de la sous-utilisation du marché du travail est utilisée, qui applique le ratio du sous-emploi lié au temps de travail, du chômage et de la main-d'œuvre potentielle à la somme de la population active et de la main-d'œuvre potentielle.

Figure 2.1

Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre et taux de chômage, 2000-2016 (pourcentage)



Note: L'indicateur de sous-utilisation de la main-d'œuvre utilisé est la mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) telle que définie dans la Résolution I de la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/-stat/documents/normativeinstrument/wcms_233215.pdf>. Les lignes représentent le taux de chômage.

Source: ILOSTAT.

Il est important de noter que le déficit d'offre sur le marché du travail, tel qu'indiqué dans la figure 2.1, a contribué au ralentissement de la croissance des salaires dans la région. Les taux de chômage ont diminué, mais l'emploi à temps partiel subi a augmenté dans le même temps. Aux États-Unis, la part de l'emploi à temps partiel subi dans le total des emplois à temps partiel est passée de 5,3 pour cent en 2007 à 8,1 pour cent en 2016. Au Canada, le taux demeure élevé, 27,5 pour cent en 2016 contre 23,2 pour cent en 2007. Cette tendance, conjuguée à l'incidence plus élevée des contrats temporaires dans les deux pays², s'est traduite par une moindre hausse des salaires³.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Après la reprise de 2017, les perspectives économiques devraient encore s'améliorer au cours des prochaines années





La croissance économique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes devrait rebondir sur la période de prévision, pour atteindre 1,8 pour cent en 2018 et 2,4 pour cent en 2019. Cela représente une nette amélioration par rapport à la situation en 2017, avec une hausse estimée du PIB régional de 1,0 pour cent. Une grande part de la reprise attendue est imputable à l'évolution de la situation au Brésil, où la croissance du PIB devrait doubler pour atteindre 1,5 pour cent en 2018, contre 0,7 pour cent en 2017. La croissance économique devrait rester relativement forte, supérieure à 2,5 pour cent en 2018, tant en Argentine qu'au Chili, alors qu'elle devrait ralentir au Mexique, passant de 2,1 pour cent en 2017 à 1,9 pour cent en 2018.

2. Aux États-Unis, environ 10 pour cent de la main-d'œuvre a des horaires de travail irréguliers et «sur appel», les travailleurs à faible revenu étant les plus durement touchés (BIT, 2017i). Au Canada, l'emploi temporaire a augmenté régulièrement au cours des trois dernières décennies. Il représentait 7 pour cent de l'emploi salarié en 1989, 11,3 pour cent en 1997 et 13,4 pour cent en 2014 (*ibid.*).

3. Une étude récente révèle qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de la part de l'emploi à temps partiel subi est associée à une baisse de 0,3 point de pourcentage de la croissance des salaires nominaux (FMI, 2017b).

Tableau 2.3

Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Amérique latine et Caraïbes		8,2	7,9	7,7	25,5	24,8	24,4
Brésil		12,9	11,9	11,2	13,4	12,5	12,0
Mexique		3,5	3,6	3,7	2,0	2,1	2,2
	Taux d'emploi vulnérable 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs modérément et extrêmement pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Amérique latine et Caraïbes		32,2	32,1	32,1	8,7	8,5	8,1

Note: Le taux d'emploi vulnérable correspond à la part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale dans l'emploi total. Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars par personne et par jour (PPA) et inférieur à 1,90 dollar par personne et par jour (PPA), respectivement. Les chiffres de la pauvreté au travail excluent les pays à revenu élevé des agrégats régionaux et sous-régionaux. Le taux de chômage des pays figurant dans ce tableau peut être différent de celui des bureaux nationaux de statistiques lorsque leur définition du chômage diffère des normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

Le taux de chômage devrait diminuer légèrement, mais demeurer bien supérieur aux faibles niveaux de 2014

Le taux de chômage dans la région devrait diminuer au cours de la période considérée, passant de 8,2 pour cent en 2017 à 7,7 pour cent d'ici à 2019 (tableau 2.3), mais demeurer nettement supérieur au point bas de 6,1 pour cent enregistré en 2014. Le rythme relativement lent de la réduction du chômage au niveau régional est dicté par les différentes perspectives du marché du travail d'un pays à l'autre. Par exemple, le taux de chômage au Brésil devrait diminuer sensiblement pour la première fois depuis 2014, pour atteindre 11,9 pour cent en 2018, contre 12,9 pour cent en 2017. Il devrait également baisser en Argentine et au Costa Rica, quoique dans une moindre mesure. En revanche, il devrait augmenter, quoique légèrement, au Mexique (de 3,5 pour cent à 3,6 pour cent en 2018 et 3,7 pour cent en 2019), ainsi qu'en Colombie, en Equateur et au Chili. Dans l'ensemble, le nombre de chômeurs dans la région devrait enregistrer une baisse progressive, pour se situer à un peu moins de 25 millions au cours des deux prochaines années.

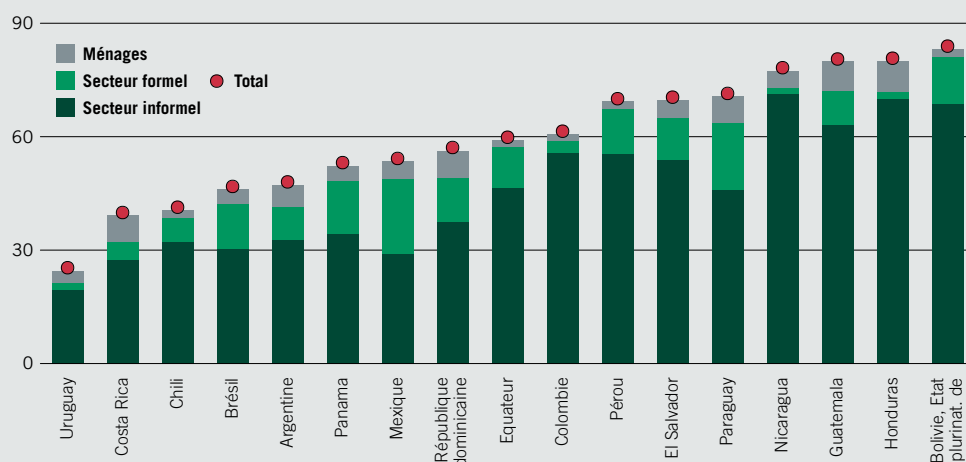
L'amélioration de la qualité du travail marque le pas et l'informalité reste chronique

La part des travailleurs occupant un emploi vulnérable a augmenté pour la troisième année consécutive, atteignant 32,2 pour cent en 2017 (un point de pourcentage de plus qu'en 2014), et elle devrait se maintenir jusqu'en 2019. Cela signifie que le nombre de travailleurs occupant un emploi vulnérable devrait continuer d'augmenter, pour atteindre plus de 91 millions en 2018, contre 87 millions en 2014. En outre, l'incidence de l'emploi informel dans la région reste chronique et l'une des plus élevées au monde. La part moyenne de l'emploi informel dans l'emploi total des pays de la région est d'environ 58 pour cent, allant de 24,5 pour cent en Uruguay à plus de 83 pour cent en Bolivie (figure 2.2). Cette part est également importante dans les pays ayant des niveaux de revenu relativement plus élevés, comme le Chili, le Brésil et l'Argentine, où elle est supérieure à 40 pour cent, dépassant 53 pour cent au Mexique et 60 pour cent en Colombie⁴. Il n'existe pas de différences significatives dans la composition de l'informalité entre les pays de la région, où la majeure partie de l'emploi informel se trouve parmi les travailleurs à leur propre compte et chez les employeurs opérant dans le secteur informel. Toutefois, dans certains pays, notamment le Mexique, le Paraguay et, dans une moindre mesure, le Brésil, l'incidence de l'emploi informel est également importante dans les entreprises formelles. Cela nécessite des mesures différenciées, visant à encourager la formalisation des entreprises comme des travailleurs informels au sein d'entreprises formelles. La réduction de l'informalité est sans doute l'une des voies les plus prometteuses pour éradiquer la pauvreté extrême et modérée au travail, qui touche encore plus de 8 pour cent des travailleurs de la région.

4. Pour en savoir davantage sur l'informalité, voir BIT (2017d).

Figure 2.2

Part de l'emploi informel par secteur d'activité, dernière année disponible (pourcentage de l'emploi total)



Note: La figure indique la part d'emploi informel dans l'emploi total, décomposée selon que les travailleurs informels sont employés dans le secteur informel, le secteur formel ou le secteur institutionnel des ménages.

Source: BIT, à paraître.

Etats arabes

Les perspectives économiques s'améliorent, mais restent tributaires des tensions géopolitiques dans la région

La croissance économique dans la région des Etats arabes devrait rebondir pour atteindre 2,3 pour cent en 2018, contre 0,1 pour cent en 2017, et rester stable en 2019. Les améliorations prévues sont dues à la reprise dans les pays du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCG), où le PIB devrait croître de 2,2 pour cent en 2018, contre 0,5 pour cent en 2017, grâce à une activité plus forte dans les secteurs non pétroliers et à la poursuite de l'expansion budgétaire. Pourtant, malgré une baisse de l'incertitude entourant les perspectives d'évolution des prix du pétrole, des risques importants subsistent en raison de l'aggravation des tensions géopolitiques dans plusieurs pays de la région. Dans les pays non membres du CCG, les préoccupations géopolitiques continuent et, dans certains cas, les conflits armés actifs freinent toujours l'activité économique, de sorte que la croissance du PIB devrait se situer aux alentours de 2 pour cent sur la période considérée.

Les perspectives du marché du travail sont stables, mais de grands changements structurels sont nécessaires pour améliorer la situation dans les pays du CCG

Les conditions du marché du travail devraient demeurer relativement stables et le taux de chômage régional diminuer légèrement pour s'établir à 8,3 pour cent en 2018 avant de remonter légèrement en 2019 (tableau 2.4). Par conséquent, presque 5 millions de personnes devraient être au chômage en 2018, dont près du tiers seront des femmes, alors qu'elles ne représentent que 16 pour cent de la population active régionale. De fait, de fortes inégalités entre les sexes persistent dans les Etats arabes. Avec 16,7 pour cent en 2017, le taux de chômage des femmes est plus de deux fois supérieur à celui des hommes, tandis que leur taux d'activité, de 18,8 pour cent en 2017, reste inférieur de près de 30 points de pourcentage à la moyenne mondiale. Toutefois, des éléments indiquent une amélioration des perspectives des femmes sur le marché du travail, et leur taux de chômage devrait atteindre 16 pour cent en 2018, soit le taux le plus bas depuis 2000. Dans le même temps, les jeunes continuent d'être confrontés à des conditions du marché du travail beaucoup plus mauvaises que pour les adultes. Le ralentissement récent de la croissance économique a notamment encore aggravé les

Tableau 2.4

Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Etats arabes, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Etats arabes		8,5	8,3	8,4	4,7	4,8	4,9
CCG		4,9	4,9	4,9	1,4	1,4	1,4
Arabie saoudite		5,7	5,6	5,5	0,8	0,8	0,8
Non-CCG		12,1	11,7	11,9	3,4	3,3	3,5
	Taux d'emploi vulnérable 2007-2019 (pourcentage)				Emploi vulnérable 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Etats arabes		17,8	17,8	17,8	9,1	9,3	9,5
CCG		2,5	2,5	2,6	0,7	0,7	0,7
Non-CCG		34,4	34,3	34,3	8,4	8,6	8,8
	Taux de travailleurs extrêmement pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs extrêmement pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Etats arabes		8,5	8,5	8,0	4,4	4,4	4,3
CCG		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Non-CCG		17,8	17,6	16,6	4,4	4,4	4,3
	Taux de travailleurs modérément pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs modérément pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Etats arabes		12,0	12,0	12,1	6,1	6,3	6,5
CCG		0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Non-CCG		24,7	24,8	24,8	6,0	6,2	6,4

Note: Le taux d'emploi vulnérable correspond à la part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale dans l'emploi total. Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars par personne et par jour (PPA) et inférieur à 1,90 dollar par personne et par jour (PPA), respectivement. L'agrégat CCG désigne les pays membres du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, à savoir l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Le terme «non-CCG» désigne le groupe de pays comprenant l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la République arabe syrienne, le Territoire palestinien occupé et le Yémen. Le taux de chômage des pays figurant dans ce tableau peut être différent de celui des bureaux nationaux de statistiques lorsque leur définition du chômage diffère des normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

perspectives des jeunes sur le marché du travail. Depuis 2015, leur taux de chômage a augmenté de plus de 2 points de pourcentage pour atteindre 25,6 pour cent en 2017, soit le taux le plus élevé au monde après l'Afrique du Nord.

Dans l'ensemble des pays du CCG, le taux de chômage devrait rester stable, à 4,9 pour cent d'ici à 2019 (tableau 2.4). Toutefois, le taux d'activité devrait passer sous la barre des 63 pour cent au cours des deux prochaines années, soit la première baisse depuis 2003. Dans le même temps, il est important de reconnaître que les chiffres du chômage reflètent largement la dynamique du marché du travail des travailleurs migrants qui, dans la majorité des pays du CCG, représentent plus de la moitié de l'ensemble des personnes occupées et sont principalement employés dans le secteur privé, contrairement aux citoyens des pays du CCG, qui sont principalement employés dans le secteur public. A plus long terme, le retour à une croissance plus vigoureuse et la création d'emplois dans les pays du CCG sont étroitement liés à leur capacité à se diversifier pour réduire leur dépendance au pétrole et à faire évoluer le centre de gravité de la croissance du secteur public au secteur privé.

Les conditions du marché du travail dans les pays non membres du CCG restent difficiles, car les guerres et les risques pour la sécurité perturbent la structure économique et sociale. Dans une certaine mesure, les perspectives du marché du travail de ces pays tendent à refléter la situation socio-économique et géopolitique difficile, et le taux de chômage devrait rester élevé, 12,1 pour cent en 2017, contre 11,9 pour cent en 2016 (tableau 2.4).

Les conditions sociales restent difficiles et s'aggravent dans les pays non membres du CCG

Dans les pays du CCG, la pauvreté extrême au travail a été pratiquement éradiquée et les taux d'emploi vulnérable sont modestes. Pour autant, les mauvaises conditions de travail des étrangers restent préoccupantes (BIT et OCDE, 2014). Dans les pays hors CCG, la part des travailleurs en situation d'emploi vulnérable devrait augmenter en 2017 pour la troisième année consécutive, atteignant 34,4 pour cent de l'emploi total. Par conséquent, la pauvreté au travail dans ces pays reste une préoccupation majeure. On estime que près de 18 pour cent des travailleurs vivaient dans l'extrême pauvreté et 24,7 pour cent dans la pauvreté modérée en 2017. Dans l'ensemble, plus de 42 pour cent (soit plus de 10 millions) des personnes occupées dans les pays non membres du CCG vivraient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2017, contre 40 pour cent en 2016 et 28,7 pour cent en 2010. Les évolutions sociales dans certains de ces pays, notamment la Jordanie et le Liban, dépendront également de leur capacité à intégrer le grand nombre de réfugiés de la République arabe syrienne présents sur leur territoire. La Jordanie a pris des mesures pour remédier à cette situation en modifiant les procédures et règlements relatifs aux permis de travail afin d'en faciliter la délivrance aux réfugiés syriens. Grâce à ces mesures et à d'autres, le nombre de Syriens titulaires d'un permis de travail en Jordanie est passé de 4 000 à 40 000 au cours de l'année 2016 (BIT, 2017e).

Asie et Pacifique

La croissance reste sur la bonne voie, dans un contexte de changements structurels

La croissance économique dans la région de l'Asie et du Pacifique devrait rester soutenue, à environ 5,5 pour cent sur la période considérée. Les perspectives pour l'Asie de l'Est sont globalement conformes à la moyenne régionale, même si la croissance du PIB devrait passer de 5,5 pour cent en 2017 à 5,1 pour cent en 2018. Ce ralentissement reflète dans une large mesure le léger relâchement du taux de croissance en Chine, qui devrait atteindre 6,5 pour cent en 2018, contre 6,8 pour cent en 2017. L'activité en Chine devrait être tirée par la croissance rapide et continue des infrastructures publiques et du secteur des services, partiellement contrebalancée par les désinvestissements dans les industries à forte intensité de capital et la diminution de la main-d'œuvre. À l'inverse, l'économie de l'Inde, qui devrait croître de 7,4 pour cent en 2018 (contre 6,7 pour cent en 2017), contribue à la reprise de l'activité économique en Asie du Sud. Le PIB réel de cette région devrait croître de 6,7 pour cent en 2018 et de 7,0 pour cent en 2019, contre 6,2 pour cent en 2017. En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, la croissance restera relativement stable, à 4,8 pour cent en 2018 et en 2019, mais légèrement supérieure à celle prévue pour 2017.

L'emploi continue de croître, mais reste souvent vulnérable

Les niveaux de chômage en Asie et dans le Pacifique devraient rester faibles par rapport aux autres régions et constants sur la période considérée, autour de 4,2 pour cent ([tableau 2.5](#)). Cela s'explique en grande partie par le fait que la croissance de l'emploi dans la région devrait rester forte et le nombre de personnes employées devrait augmenter d'environ 23 millions (soit 1,2 pour cent) entre 2017 et 2019. En raison de la croissance rapide de sa main-d'œuvre, l'Asie du Sud devrait représenter près de 90 pour cent de la croissance totale de l'emploi en Asie et dans le Pacifique. En revanche, la croissance de l'emploi en Asie de l'Est devrait être marginale, principalement en raison de la diminution de la main-d'œuvre en Chine.

Par ailleurs, une grande partie des emplois créés dans la région devraient rester de qualité médiocre et la part de l'emploi vulnérable dans l'emploi total devrait demeurer à peu près inchangée d'ici à 2019. L'emploi vulnérable concernera toujours environ 72 pour cent des travailleurs en Asie du Sud, 46 pour cent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique et 31 pour cent en Asie de l'Est. Il continue d'être plus répandu chez les femmes que chez les hommes. C'est particulièrement le cas en Asie du Sud-Est et

Tableau 2.5

Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Asie et Pacifique, 2007-2019

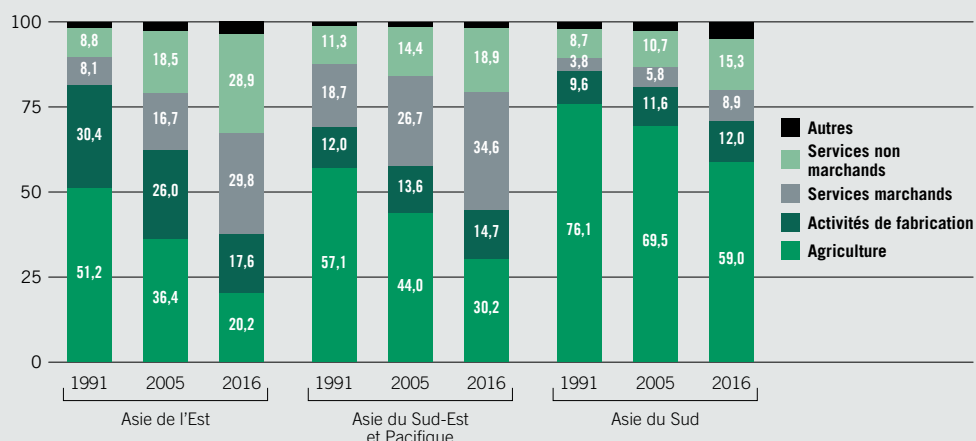
Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Asie et Pacifique		4,2	4,2	4,2	82,9	83,6	84,6
Asie de l'Est		4,5	4,5	4,6	41,8	41,8	42,0
Chine		4,7	4,7	4,8	37,4	37,6	37,8
Japon		2,8	2,6	2,6	1,9	1,8	1,7
Corée, République de		3,8	3,7	3,7	1,0	1,0	1,0
Asie du Sud-Est et Pacifique		3,4	3,4	3,5	11,7	12,0	12,4
Australie		5,7	5,6	5,4	0,7	0,7	0,7
Indonésie		4,3	4,4	4,6	5,4	5,7	5,9
Asie du Sud		4,1	4,1	4,1	29,5	29,7	30,2
Inde		3,5	3,5	3,5	18,3	18,6	18,9
	Taux d'emploi vulnérable 2007-2019 (pourcentage)				Emploi vulnérable 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Asie et Pacifique		48,6	48,7	48,7	929,8	936,8	943,7
Asie de l'Est		31,2	31,1	31,0	276,6	275,1	273,5
Asie du Sud-Est et Pacifique		46,2	46,1	46,0	154,5	156,1	157,6
Asie du Sud		72,1	72,0	71,9	498,7	505,7	512,6
	Taux de travailleurs extrêmement pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs extrêmement pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Asie et Pacifique		7,5	6,9	6,4	144,3	133,5	124,3
Asie de l'Est		3,5	3,3	3,1	31,3	29,0	27,2
Asie du Sud-Est et Pacifique		5,6	5,2	4,7	18,9	17,5	16,2
Asie du Sud		13,6	12,4	11,3	94,1	87,1	80,9
	Taux de travailleurs modérément pauvres 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs modérément pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Asie et Pacifique		15,8	15,2	14,5	302,9	291,8	281,1
Asie de l'Est		6,2	5,5	4,8	54,8	48,3	42,7
Asie du Sud-Est et Pacifique		14,0	13,3	12,7	46,7	45,0	43,4
Asie du Sud		29,1	28,2	27,4	201,4	198,4	195,0

Note: Le taux d'emploi vulnérable correspond à la part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale dans l'emploi total. Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars par personne et par jour (PPA) et inférieur à 1,90 dollar par personne et par jour (PPA), respectivement. Les chiffres de la pauvreté au travail excluent les pays à revenu élevé des agrégats régionaux et sous-régionaux. Le taux de chômage des pays figurant dans ce tableau peut être différent de celui des bureaux nationaux de statistiques lorsque leur définition du chômage diffère des normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

Figure 2.3

Répartition de l'emploi par secteurs agrégés en 1991, 2005 et 2016 (pourcentage)

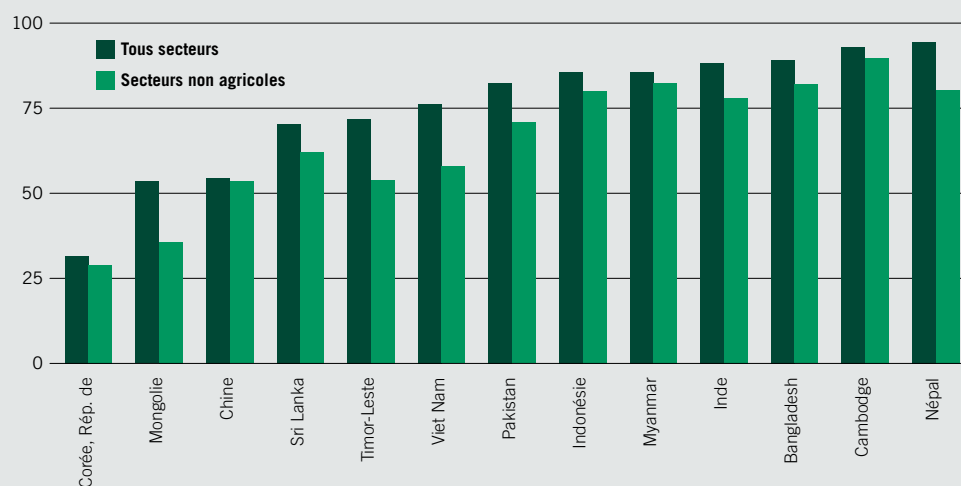


Note: Les activités économiques agrégées sont définies dans la documentation d'ILOSTAT (disponible à l'adresse <www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf>).

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

dans le Pacifique, ainsi qu'en Asie du Sud, où les taux d'emploi vulnérable des femmes sont respectivement supérieurs de plus de 10 et 8 points de pourcentage à ceux des hommes.

L'incidence élevée et chronique de l'emploi vulnérable est étroitement liée au fait que le rythme des processus de transformation structurelle, par lesquels le capital et les travailleurs sont transférés des secteurs à faible valeur ajoutée aux secteurs à plus forte valeur ajoutée, reste relativement lent dans de grandes parties de la région. En effet, une part importante de la population employée continue de travailler dans l'agriculture ou dans des services traditionnels à faible productivité (par exemple les services du commerce de gros et de détail, les activités d'hébergement et de restauration), où les emplois vulnérables sont généralement très répandus. Le processus de transformation structurelle progresse lentement en Asie du Sud, où l'emploi agricole représente encore 59 pour cent de l'emploi total, contre 12 pour cent pour le secteur manufacturier et environ 24 pour cent pour les services. En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, les signes de diversification en dehors de l'agriculture ont été plus marqués, l'économie de la région étant de plus en plus axée sur les services, mais la part de l'emploi manufacturier n'a augmenté que légèrement. L'Asie de l'Est, mue principalement par la Chine, a été la première à enregistrer une rapide baisse de la part de l'emploi agricole, puis de l'emploi manufacturier, les travailleurs se déplaçant de plus en plus vers les activités de services (figure 2.3). Ces tendances devraient se poursuivre, à des degrés divers, au cours des prochaines années, et poser des questions sur le rôle du secteur des services comme créateur d'emplois de qualité et moteur du développement économique (voir chapitre 3). En effet, bien qu'il y ait eu une forte création d'emplois dans certains services à forte intensité de TIC, notamment en Inde, une part importante des emplois créés dans le secteur des services au cours des deux dernières décennies l'ont été dans les services traditionnels à faible valeur ajoutée, où les formes d'emploi informel et vulnérable sont souvent prédominantes.

Figure 2.4**Part d'emplois informels par secteur, dernière année disponible (pourcentage d'emploi)***Source: BIT, à paraître.*

Si l'incidence de la pauvreté au travail continue de diminuer, l'informalité dans la région reste la plus élevée du monde

L'incidence de la pauvreté au travail en Asie et dans le Pacifique devrait continuer de diminuer au cours des deux prochaines années. En 2017, 23,4 pour cent de la population active vivait dans une pauvreté extrême ou modérée, contre plus de 44 pour cent en 2007. Malgré ces progrès remarquables, la pauvreté des travailleurs reste élevée dans certaines parties de la région, notamment en Asie du Sud. Plus de 42 pour cent des travailleurs de la région Asie du Sud vivent dans une pauvreté extrême ou modérée, ce qui représente plus des deux tiers de tous les travailleurs pauvres de la région. Les taux de pauvreté extrême et modérée au travail continuent de diminuer en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, bien qu'ils demeurent parmi les plus élevés au monde, avec un taux combiné de 19,6 pour cent en 2017. À l'inverse, l'Asie de l'Est enregistre actuellement les taux les plus faibles, à un peu plus de 3 et 6 pour cent, respectivement.

La forte incidence de l'informalité continue de saper les perspectives de réduction de la pauvreté au travail, en particulier en Asie du Sud et du Sud-Est. En effet, l'informalité concerne environ 90 pour cent des travailleurs en Inde, au Bangladesh, au Cambodge et au Népal (figure 2.4). Une incidence aussi élevée de l'informalité n'est que partiellement due à la forte proportion d'emplois dans l'agriculture – un secteur où l'informalité est généralement plus élevée que dans le reste de l'économie. L'informalité dans ces pays demeure également omniprésente dans les secteurs non agricoles, comme la construction, le commerce de gros et de détail, l'hébergement et la restauration. En outre, il convient de noter qu'elle concerne toujours plus de la moitié des travailleurs en Chine, sans qu'aucune différence significative ne soit perceptible entre le secteur agricole et le reste de l'économie.

Europe et Asie centrale

EUROPE DU NORD, DU SUD ET DE L'OUEST

La croissance économique a atteint en 2017 son taux le plus élevé depuis une décennie, mais elle devrait ralentir à mesure que les forces cycliques arriveront à maturité et que le soutien politique diminuera

La croissance des exportations, le rebond de l'investissement privé et une confiance accrue dans le marché ont pour beaucoup alimenté l'activité économique dans la région Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest. La croissance du PIB de la région s'est établie à 2,1 pour cent en 2017, contre 1,8 pour cent en 2016, soit le taux le plus élevé depuis 2007. Elle devrait se normaliser au cours des deux prochaines années, pour atteindre 1,8 pour cent en 2018 et 1,6 pour cent en 2019. L'anticipation d'un resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne est l'un des principaux facteurs pesant négativement sur les perspectives économiques régionales. Une politique budgétaire moins favorable, une faible croissance des salaires et un ralentissement persistant du marché du travail dans certains pays devraient également limiter le potentiel de croissance. Les autres menaces dépendent des résultats des négociations sur le Brexit, ainsi que de la possibilité d'un resserrement de la demande extérieure en raison du rééquilibrage structurel de la Chine et des politiques protectionnistes adoptées par d'autres partenaires commerciaux clés. Ces risques sont toutefois partiellement compensés par une diminution de l'incertitude des investisseurs, que confirme le retour d'une croissance relativement robuste des investissements dans la région au cours de la dernière année.

Le cycle économique a été étroitement synchronisé d'un pays à l'autre dans la région, la majorité des économies s'attendant à un léger ralentissement de la croissance du PIB en 2018, après le fort rebond en 2017. La croissance du PIB réel devrait notamment ralentir en Allemagne, passant de 2,1 pour cent en 2017 à 1,8 pour cent en 2018, et en Italie, de 1,5 pour cent en 2017 à 1,1 pour cent en 2018. Elle devrait également marquer le pas au Portugal et en Espagne, tout en restant supérieure à 2 pour cent en 2018 dans les deux pays. En revanche, l'activité économique devrait se redresser en France, et plus encore en Grèce, où elle devrait progresser de 2,6 pour cent, le taux le plus élevé depuis 2007. Les conséquences des négociations sur le Brexit ne sont pas encore clairement visibles dans les perspectives économiques du Royaume-Uni, où la croissance du PIB ne devrait que légèrement fléchir, passant de 1,7 pour cent en 2017 à 1,5 pour cent en 2018, bien que la hausse de l'inflation puisse avoir des répercussions négatives sur les secteurs tributaires des importations.

Le taux de chômage est tombé à son niveau d'avant la crise, mais des problèmes structurels persistent






Soutenu par une activité économique meilleure que prévu, le taux de chômage dans la région devrait être passé de 9,2 pour cent en 2016 à 8,5 pour cent en 2017, soit le taux le plus bas depuis 2008. Le rythme de l'amélioration du marché du travail régional ne devrait ralentir que légèrement au cours des deux prochaines années, période pendant laquelle le taux de chômage régional devrait encore baisser pour atteindre 8,0 pour cent en 2018 et 7,8 pour cent en 2019. Cela se traduira par une diminution du nombre de chômeurs d'environ 1,5 million d'ici à 2019 ([tableau 2.6](#)).

L'amélioration attendue des marchés du travail en 2018 devrait être généralisée à l'ensemble des pays. Les baisses les plus importantes des taux de chômage en 2018, de l'ordre de 2 points de pourcentage, sont prévues en Grèce et en Espagne, où ils devraient atteindre 19,5 et 15,4 pour cent, respectivement. Le taux de chômage devrait également continuer de baisser en 2018 en Irlande, en Italie et au Portugal, mais à un rythme plus lent qu'au cours de la période 2015-2017. Il devrait rester relativement stable en Allemagne, en France et au Royaume-Uni ([tableau 2.6](#)).

Toutefois, la baisse des taux de chômage ne s'est que partiellement traduite par une incidence plus faible du chômage de longue durée, qui reste élevée dans la grande majorité des pays de la région. La proportion de personnes en recherche d'emploi depuis douze mois ou plus dans l'UE-28 s'élevait par exemple à 46,2 pour cent au deuxième trimestre 2017, soit une légère baisse par rapport à 47,8 pour cent en 2016. Cela représente quelque 8,5 millions de chômeurs de longue durée, dont 63 pour cent sont au chômage depuis deux ans ou plus. En outre, bien que le taux de chômage de longue durée ait légèrement diminué au niveau régional, il a augmenté depuis 2016 en Allemagne, en Grèce, en Italie et en Slovaquie, pays qui affichaient déjà une incidence élevée. La part du chômage de longue durée dans le chômage total reste donc supérieure à 40 pour cent dans 18 des 28 Etats membres de l'UE et dépasse 50 pour cent dans 8 d'entre eux.

Tableau 2.6

Tendances et projections du chômage, Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		8,5	8,0	7,8	18,6	17,7	17,0
Allemagne		3,7	3,6	3,5	1,6	1,6	1,5
France		9,7	9,7	9,4	2,9	2,9	2,9
Italie		11,3	11,0	10,9	2,8	2,7	2,7
Royaume-Uni		4,3	4,2	4,3	1,5	1,4	1,5

Note: Le taux de chômage des pays figurant dans ce tableau peut être différent de celui des bureaux nationaux de statistiques lorsque leur définition du chômage diffère des normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

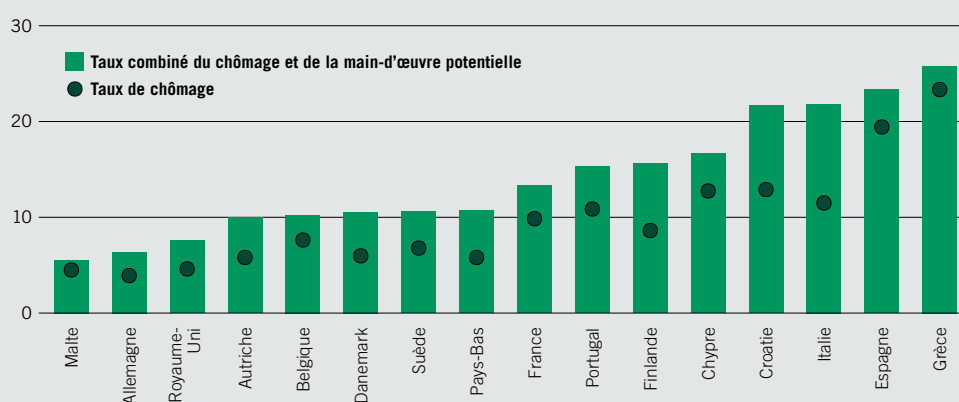
Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

Par ailleurs, même si les chiffres du chômage dans la région se sont améliorés, ils ne tiennent pas compte de la demande d'emploi non satisfaite, qui est souvent beaucoup plus importante qu'une simple évaluation des statistiques traditionnelles du chômage ne le laisserait supposer. Par exemple, en 2016, quelque 8,8 millions de personnes étaient disponibles pour travailler mais n'ont pas cherché d'emploi et, par conséquent, n'ont pas été comptabilisées comme faisant partie de la population active dans l'UE-28 (CE, 2017). Ces personnes sont généralement découragées de chercher activement un emploi en raison du manque de postes dans la région où elles habitent ou de leur incapacité antérieure à trouver un emploi. En outre, en 2016, 2,3 millions de personnes supplémentaires cherchaient un emploi sans être en mesure de pouvoir commencer à travailler rapidement (*ibid.*). Les femmes et les jeunes, qui ont souvent d'autres responsabilités familiales ou scolaires, appartiennent fréquemment à ce groupe.

La combinaison de ces deux catégories – également appelées «main-d'œuvre potentielle» – a représenté un total de 11 millions de personnes, qui ne sont pas considérées comme faisant partie de la population active alors qu'elles ont manifesté leur intérêt pour l'obtention d'un emploi. Si l'on considère que ce chiffre représente plus de la moitié du nombre de personnes actuellement au chômage dans l'UE-28 (18,7 millions au deuxième trimestre 2017), il est clair qu'une analyse combinée de la main-d'œuvre potentielle et des chômeurs fournit une image plus complète des problèmes du marché du travail auxquels la région est confrontée. Par exemple, le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle – qui correspond à la somme des personnes au chômage et de la main-d'œuvre potentielle divisée par la population active élargie – indique que le degré de sous-utilisation de la main-d'œuvre est constamment supérieur au niveau suggéré par le taux de chômage, en particulier en Croatie, en Italie et, dans une moindre mesure, en Finlande (figure 2.5). Cela montre que, au fur et

Figure 2.5

Chômage et main-d'œuvre potentielle, 2016 (pourcentage)



Note: Le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle (SU3) est calculé selon la formule suivante:

$$SU3 = (\text{chômage} + \text{main-d'œuvre potentielle}) \div (\text{main-d'œuvre} + \text{main-d'œuvre potentielle}) \times 100.$$

Source: Calculs du BIT basés sur l'enquête sur les forces de travail de l'UE.

à mesure que la reprise économique s'intensifie et que le taux de chômage diminue, plusieurs pays de la région peuvent envisager des mesures politiques ciblées visant à renforcer l'insertion sur le marché du travail de grands groupes de population, en particulier les travailleurs découragés et les femmes ayant des responsabilités familiales.

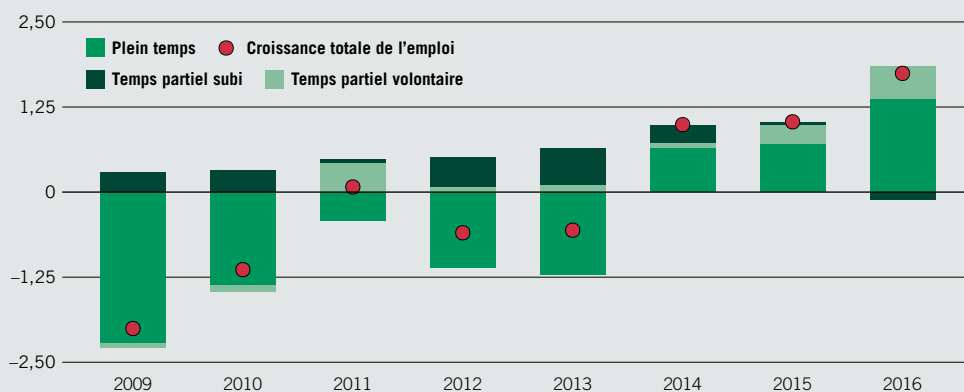
La création d'emplois a été soutenue mais devrait fléchir, tandis que la qualité des emplois disponibles est préoccupante

La croissance de l'emploi s'est accélérée au cours de la période 2015-16, avec une moyenne annuelle de 1,2 pour cent, contre seulement 0,1 pour cent au cours de la période 2011-2014. Elle devrait toutefois ralentir et demeurer inférieure à 1 pour cent en 2017 et en 2018. Par conséquent, le ratio régional emploi-population devrait être légèrement inférieur à 53 pour cent au cours des deux prochaines années. Le nombre de personnes dans la population active devrait également rester globalement inchangé, avec un taux d'activité régional s'établissant à 57,5 pour cent en 2017, qui devrait diminuer progressivement au cours des deux années suivantes.

Alors que l'emploi est en expansion depuis 2015, la croissance des salaires reste cependant modérée, ce qui freine de nouvelles améliorations de la demande globale et, partant, du marché du travail. De faibles anticipations inflationnistes, conjuguées à une lente croissance de la productivité, ont certainement joué un rôle essentiel dans la limitation de la croissance des salaires. Toutefois, la qualité (souvent) médiocre des emplois créés a également contribué à limiter les salaires. Par exemple, depuis le début de la crise financière de 2008, une grande partie des emplois créés, en particulier dans la zone euro, sont des emplois à temps partiel, et les travailleurs les ont souvent acceptés non par choix mais faute de possibilités d'emploi à plein temps (figure 2.6). Cette tendance s'est considérablement atténuée depuis 2015, quand l'incertitude économique s'est apaisée et la reprise s'est renforcée. Pourtant, le taux de création d'emplois à plein temps au cours des dernières années n'a pas suffi à compenser les pertes d'emplois à plein temps au cours de la période 2008-2013, les emplois à temps partiel représentant plus du quart de la croissance totale de l'emploi depuis 2015. Les emplois à temps partiel représentaient donc 21,6 pour cent de l'emploi total dans la zone euro en 2016 (19,5 pour cent dans l'UE-28), contre 18,7 pour cent en 2008. Comme les emplois à temps partiel offrent souvent des salaires inférieurs et des perspectives d'avancement professionnel limitées (BIT et OCDE, 2014; OCDE, 2015), plus de 30 pour cent des travailleurs à temps partiel dans la zone euro préféreraient travailler à plein temps. La part des travailleurs à temps partiel subi est supérieure

Figure 2.6

Répartition de la croissance de l'emploi par type de contrat dans la zone euro, 2009-2016 (pourcentage)



Source: Calculs du BIT basés sur Eurostat.

à 60 pour cent dans la plupart des pays d'Europe du Sud, notamment en Espagne, en Italie et en Grèce, où elle dépasse 70 pour cent. Il est également important de garder à l'esprit que plus de 54 pour cent des travailleurs temporaires – qui représentaient 14,4 pour cent de l'emploi total dans l'UE-28 au deuxième trimestre 2017 – se situent dans ce statut d'emploi de manière involontaire, en raison de l'indisponibilité d'un emploi permanent.

Outre l'incidence élevée de sous-utilisation de la main-d'œuvre, la part croissante de travailleurs sur-qualifiés pourrait être un autre facteur expliquant la faible croissance des salaires. Par exemple, la part des travailleurs ayant complété le second cycle de l'enseignement secondaire dans les professions hautement qualifiées est passée de 32,7 pour cent en 2008 à 29,6 pour cent en 2016, les travailleurs se dirigeant vers des professions peu ou moyennement qualifiées. Plus important encore, il s'avère que la part de l'emploi dans les professions hautement qualifiées ait également diminué, quoique légèrement, pour les travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur, qui se dirigent de plus en plus vers des emplois moyennement qualifiés.

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE

La croissance économique devrait retrouver une dynamique

La croissance économique en Europe de l'Est s'est nettement renforcée, passant de 1,0 pour cent en 2016 à 2,6 pour cent en 2017. Au cours des deux prochaines années, la croissance du PIB réel devrait se maintenir aux alentours de 2,2 pour cent. Ce rebond s'explique en grande partie par le retour à la croissance dans la Fédération de Russie après deux années consécutives de récession, ainsi que par l'augmentation de la demande globale des Etats membres de l'UE. Une croissance plus vigoureuse dans la Fédération de Russie, conjuguée à des investissements accrus dans les infrastructures et à une demande intérieure plus forte, a également contribué à améliorer sensiblement les perspectives économiques en Asie centrale et occidentale. La croissance du PIB réel de la région a atteint 4,4 pour cent en 2017, contre 3,0 pour cent en 2016, et devrait se maintenir aux alentours de 3,5 pour cent en 2018 et 2019.

La reprise de l'activité ne s'est pas traduite par une amélioration généralisée des marchés du travail




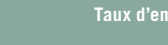


Après le net rebond de croissance en Europe de l'Est, le taux de chômage devrait diminuer, mais modérément, passant de 5,5 pour cent en 2017 à 5,3 pour cent en 2018. Ces prévisions reflètent la baisse des taux de chômage dans un certain nombre de pays, notamment la Pologne, l'Ukraine et la Slovaquie, en partie contrebalancée par une hausse du chômage attendue en République tchèque.

Etant donné que la croissance régionale de l'emploi devrait rester en terrain négatif, la baisse attendue du chômage est principalement imputable à une réduction de la population active de 0,7 pour cent par an entre 2016 et 2018, ce qui s'explique en partie par des taux d'émigration soutenus. Dans le même temps, la tendance à la baisse de la part des travailleurs en situation d'emploi vulnérable devrait marquer le pas, 10,6 pour cent en 2017, et se maintenir autour de ce niveau au cours des deux prochaines années (tableau 2.7).

Plus nettement encore qu'en Europe de l'Est, le rebond relativement fort de la croissance économique en Asie centrale et occidentale ne se traduit que partiellement par une baisse du chômage, de sorte que le taux de chômage régional devrait osciller autour de 8,6 pour cent sur la période considérée. La persistance de taux de chômage élevés malgré une croissance économique relativement forte s'explique en grande partie par le fait que la structure économique des pays de la région est trop étroitement axée sur les secteurs des produits de base, dont le potentiel de création d'emplois est limité.

Tableau 2.7

Tendances et projections du chômage, de l'emploi vulnérable et de la pauvreté au travail, Europe de l'Est et Asie centrale et occidentale, 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Asie centrale et occidentale		8.6	8.6	8.6	6.7	6.7	6.8
Turquie		11.3	11.1	11.2	3.5	3.5	3.6
Europe de l'Est		5.5	5.3	5.1	8.1	7.6	7.3
Fédération de Russie		5.2	5.0	4.9	3.9	3.8	3.6
	Taux d'emploi vulnérable 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs modérément et extrêmement pauvres 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Asie centrale et occidentale		30.1	29.7	29.5	5.5	5.1	4.6
Europe de l'Est		10.6	10.6	10.6	0.1	0.1	0.1

Note: Le taux d'emploi vulnérable correspond à la part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale dans l'emploi total. Les taux de pauvreté au travail correspondent à la part de travailleurs ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,10 dollars par personne et par jour (PPA). Les chiffres de la pauvreté au travail excluent les pays avancés du G20. Le taux de chômage des pays figurant dans ce tableau peut être différent de celui des bureaux nationaux de statistiques lorsque leur définition du chômage diffère des normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

Les problèmes de qualité de l'emploi persistent, avec des taux d'emplois vulnérables et informels importants

L'emploi vulnérable reste toujours élevé en Asie centrale et occidentale, touchant plus de 30 pour cent des travailleurs en 2017 (tableau 2.7). Cette situation est étroitement liée à la part relativement élevée de l'emploi informel, qui va de plus de 74 pour cent au Tadjikistan à 34,4 pour cent en Turquie. Par conséquent, le rythme de réduction des taux de pauvreté extrême et modérée au travail ralentit. En 2017, environ 5,5 pour cent des personnes employées vivaient avec moins de 3,10 dollars par jour (PPA) en Asie centrale et occidentale, un taux qui ne devrait diminuer que modérément au cours des deux prochaines années. Dans les pays d'Europe de l'Est non membres de l'UE, l'incidence de la pauvreté extrême et modérée au travail devrait rester négligeable. Bien que ces pays aient atteint des niveaux de développement relativement élevés, leur part de l'emploi informel reste importante, surtout par rapport au reste de l'Europe. Par exemple, on estime que l'emploi informel représente 38 pour cent de l'emploi total en Pologne et près de 36 pour cent dans la Fédération de Russie.

3 La transformation structurelle et ses répercussions sur la qualité future des emplois

Une évaluation globale de la transformation structurelle doit prendre en compte son impact sur les formes d'emploi et les conditions de travail

Le processus de transformation structurelle se caractérise généralement par la réaffectation progressive des facteurs de production des activités traditionnelles (par exemple l'agriculture et les activités de fabrication à faible valeur ajoutée) aux activités modernes (par exemple les activités de fabrication à haute valeur ajoutée et les services). Ce processus, souvent associé à des tendances démographiques à long terme, comme l'urbanisation et le vieillissement de la population, est l'un des principaux faits stylisés qui accompagnent la croissance économique (Timmer et coll., 2012). Les données montrent que les pays qui ont réussi à se diversifier en dehors de l'agriculture et des activités manufacturières traditionnelles ont augmenté leur productivité et sont sortis de la pauvreté. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans la majorité des pays développés au cours de la première moitié du XX^e siècle et, plus récemment, dans certains pays émergents, notamment en Asie (Bah, 2009). Cependant, la transformation structurelle n'est pas un processus mécanique. En effet, les processus suivis par de nombreux pays en développement ont souvent été très différents de ceux adoptés par les pays développés au cours du siècle dernier. La majorité des pays en développement, en particulier en Amérique latine et en Afrique, ont notamment vu leur part de l'emploi et de la production dans le secteur manufacturier diminuer à des niveaux de revenu par habitant relativement plus faibles que dans les pays développés (BIT, 2015a; Rodrik, 2016). Ce phénomène de « désindustrialisation prématurée » s'est avéré avoir des conséquences importantes tant pour la rapidité du développement¹ que pour le type d'emplois créés. En outre, il n'existe pas d'association positive systématique entre les changements structurels, la croissance de la productivité et la réduction de la pauvreté. La réaffectation des ressources des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité n'est qu'un des facteurs qui contribuent à l'amélioration de la productivité globale et des moyens de subsistance (BIT, 2013a). Pour parvenir à un développement économique durable, la redistribution de l'emploi vers des secteurs modernes doit aller de pair avec des mesures visant à améliorer la productivité au sein de chaque activité économique par le biais de l'investissement dans la mise à niveau technologique, le développement des compétences et les capacités institutionnelles (McMillan, Rodrik et Sepúlveda, 2017).

Dans le même temps, la capacité de la transformation structurelle à générer des améliorations généralisées et rapides du niveau de vie dépend essentiellement de son potentiel pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Par exemple, le changement structurel fondé sur l'expansion des industries extractives, qui sont généralement à faible intensité d'emploi, n'a pas permis de créer

1. Le BIT (2015a) montre que les pays dont la part de l'emploi dans le secteur manufacturier est en déclin ont une probabilité plus élevée de connaître un ralentissement de la croissance.

de nouvelles possibilités d'emploi productif dans de nombreux pays en développement. De même, la croissance rapide des services TIC dans certains pays émergents ces dernières années, notamment en Inde, n'a pas créé suffisamment de possibilités d'emploi pour la grande majorité de la population (Ray, 2015). En outre, dans les pays développés, la récente redistribution des emplois manufacturiers faiblement rémunérés vers des emplois à forte intensité de compétences du secteur des services a profité aux travailleurs hautement qualifiés, laissant de côté les travailleurs qui manquent des savoir-faire exigés par les services émergents (Hurley, Fernández-Macias et Storrie, 2013). Par conséquent, le profil de compétences des nouveaux emplois créés et la mesure dans laquelle les travailleurs possèdent les qualités requises pour être pleinement intégrés dans les secteurs en expansion sont des éléments essentiels pour déterminer les résultats de la transformation structurelle sur le marché du travail (Byiers et coll., 2015).

Enfin, il est important de reconnaître que la transformation structurelle peut entraîner non seulement un déplacement de l'emploi vers des postes à forte productivité dans le «secteur moderne», mais aussi vers des emplois informels à faible productivité (McMillan et Rodrik, 2011; Byiers et coll., 2015). Par conséquent, une évaluation globale de la transformation structurelle doit aller au-delà de l'analyse de son impact sur la création globale d'emplois et tenir compte de ses effets sur les résultats moins tangibles du marché du travail, tels que les conditions de travail et les modalités d'emploi.

Dans cette optique, le présent chapitre examine les tendances à long terme de la redistribution de l'emploi entre les secteurs et évalue leurs répercussions sur les conditions générales de travail et les modalités d'emploi. L'adoption d'une perspective sectorielle pour analyser les différences dans les conditions de travail et les modalités d'emploi peut aider à identifier les secteurs dans lesquels il existe des problèmes spécifiques et ainsi donner des orientations sur des mesures ciblées. Dans le même temps, étant donné que les secteurs peuvent varier considérablement en termes de caractéristiques sociodémographiques, telles que le sexe, l'âge et le niveau de formation, l'analyse des conditions de travail d'un secteur à l'autre peut permettre d'identifier les groupes sociétaux particulièrement exposés au risque de mauvaises conditions de travail, ce qui est particulièrement pertinent au vu des données indiquant que les femmes sont surreprésentées dans certaines activités économiques (BIT, 2017c).

Ce chapitre présente d'abord les changements projetés dans les parts sectorielles de l'emploi. Ensuite, il passe en revue les conditions d'emploi actuelles dans les différents secteurs. Enfin, il estime et analyse les répercussions de la redistribution sectorielle de l'emploi projetée sur les conditions d'emploi. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les différences intersectorielles dans les conditions de travail et les modalités d'emploi sont généralement importantes, ce qui signifie que les réaffectations d'emploi entre les secteurs peuvent modifier la qualité de l'emploi. Toutefois, l'amélioration des conditions de travail passe par la capacité des travailleurs à trouver un emploi offrant de meilleures conditions de travail dans les secteurs dans lesquels ils sont en transition, ce qui n'est en aucun cas garanti.

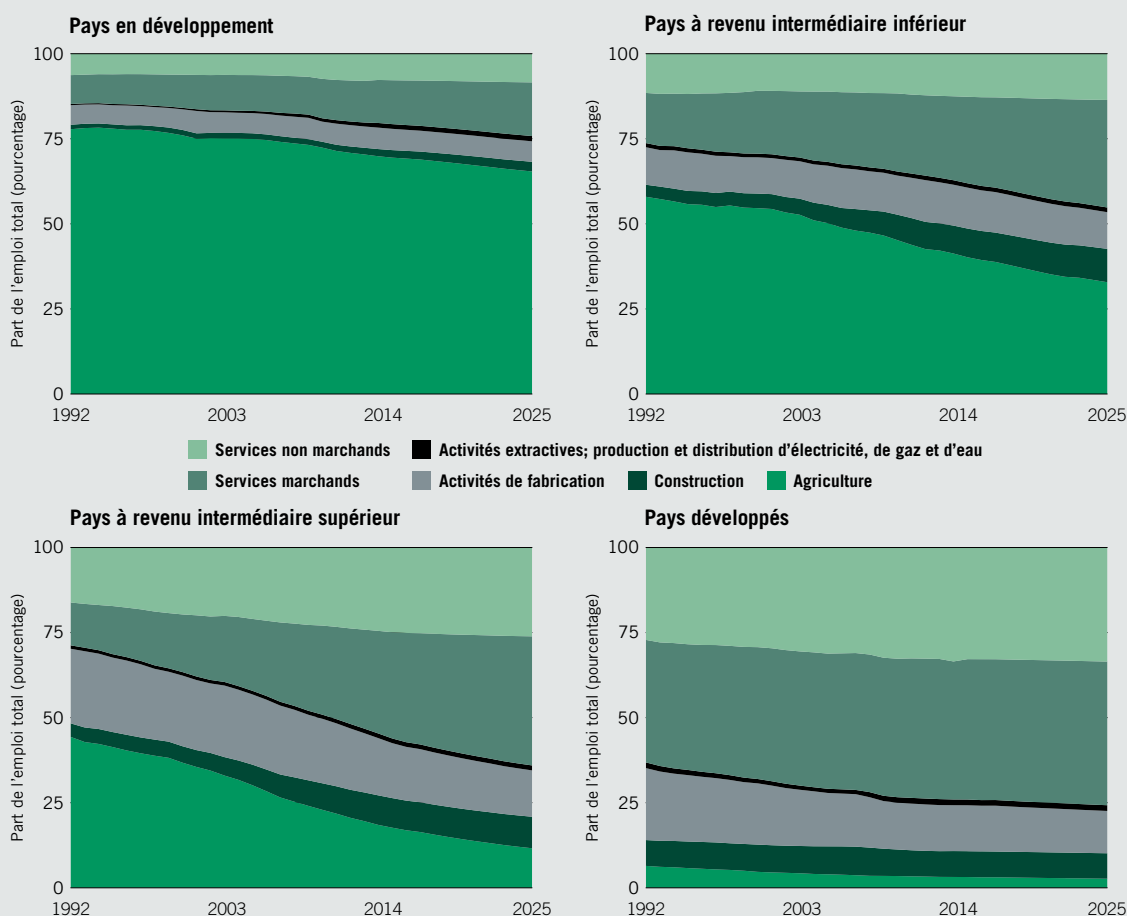
Tendances à long terme de l'emploi sectoriel

L'emploi dans l'agriculture continue de baisser

L'analyse de l'évolution des parts de l'emploi dans les grands secteurs économiques révèle que le rythme et le modèle de transformation structurelle varient nettement d'un groupe de pays à l'autre et au fil du temps. Dans les pays en développement, le secteur agricole emploie encore la majorité des travailleurs, près de 70 pour cent en 2017 (figure 3.1). Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, près de 40 pour cent des travailleurs sont employés dans l'agriculture, contre 16 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 3 pour cent dans les pays développés. Pour tous les niveaux de développement, la part de l'emploi dans l'agriculture est en recul, bien que celui-ci devrait être plus prononcé dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec une baisse supplémentaire de 6 points de pourcentage d'ici à 2025 (figure 3.2). Dans les pays en développement, la tendance s'est quelque peu accélérée au cours des deux dernières décennies et la part de l'emploi dans l'agriculture devrait encore diminuer de 3,5 points de pourcentage jusqu'en 2025.

Figure 3.1

Parts de l'emploi par secteurs agrégés et par groupe de revenus, 1992-2025



Note: Les activités économiques agrégées comprennent les secteurs suivants (en utilisant la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) Révision 4 codes secteur): agriculture (A), construction (F), activités de fabrication (C), activités extractives et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (B, D, E), services marchands (G, H, I, J, K, L, M, N), services non marchands (O, P, Q, R, S, T). Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse <www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf>.

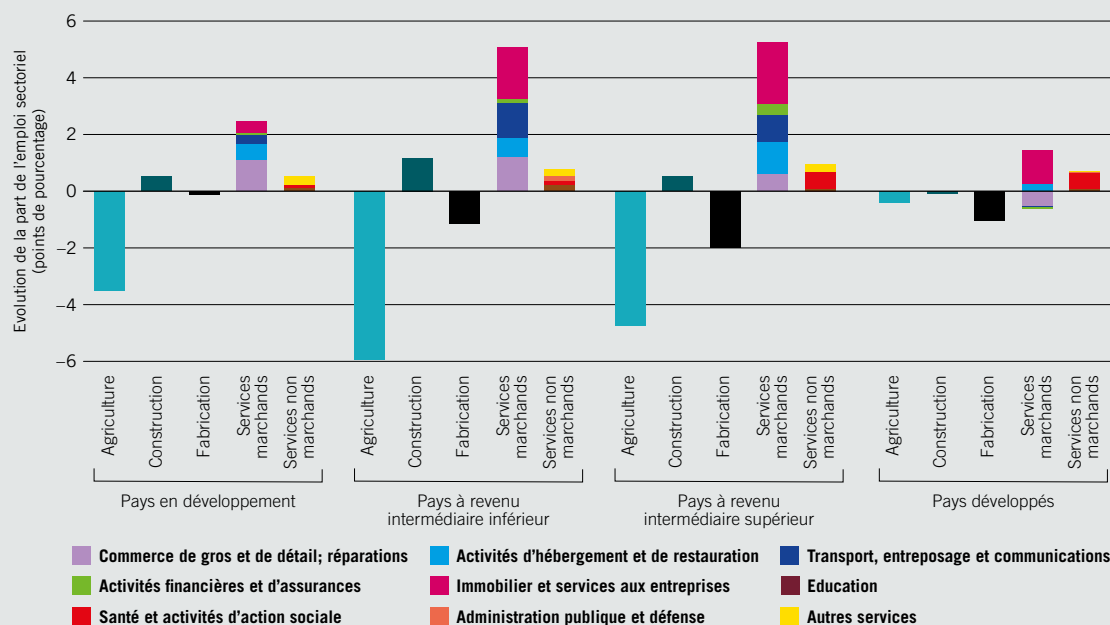
Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

L'emploi dans l'industrie stagne ou diminue

Les secteurs industriels, y compris la construction, la fabrication, les activités extractives et la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, représentaient environ 22 pour cent de l'emploi total dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et dans les pays développés en 2017, mais seulement 10 pour cent environ dans les pays en développement. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, en revanche, 26 pour cent de la main-d'œuvre sont employés dans les secteurs industriels. Les activités de fabrication sont le secteur industriel le plus important, représentant 16 pour cent de l'emploi total dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 12 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 13 pour cent dans les pays développés et 6 pour cent dans les pays en développement. La part de la construction dans l'emploi total représente 2 pour cent dans les pays en développement et près de 9 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et intermédiaire supérieur, et elle tend à augmenter. Les secteurs des activités extractives et de la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ne représentent qu'une part mineure de l'emploi, car ces secteurs sont à forte intensité de capital.

Figure 3.2

Evolution prévue de la part de l'emploi par secteur détaillé, 2017-2025



Note: Les secteurs présentés dans la figure suivent la classification à un chiffre de la CITI Rév. 4 pour la plupart des secteurs, à l'exception de «transport, entreposage et communications», «immobilier et services aux entreprises» et «autres services», qui combinent plusieurs activités CITI Rév. 4 (voir l'annexe B pour de plus amples détails). Les secteurs des activités extractives et des services de distribution d'électricité, de gaz et d'eau sont exclus afin de gagner de l'espace, étant donné que l'évolution projetée de l'emploi dans ces secteurs est très faible.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

La part de l'emploi dans les activités de fabrication a diminué de 5 points de pourcentage dans les pays développés au cours des deux dernières décennies et devrait baisser de 1 point supplémentaire d'ici à 2025. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont connu une baisse encore plus importante de cette part – de 6 points de pourcentage – au cours des deux dernières décennies, et elle devrait encore diminuer de 2 points d'ici à 2025. Les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure montrent des signes de désindustrialisation prématurée, puisque leur part de l'emploi manufacturier ne devrait pas augmenter. Par conséquent, leur voie vers un plus haut niveau de développement grâce à la transformation structurelle continuera d'être sensiblement différente de celle empruntée par les pays développés et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cela s'explique en partie par le fait que de nombreux pays en développement et pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont largement compté dans le passé sur la croissance générée par les ressources naturelles et les services traditionnels, sans développer les capacités nécessaires pour se spécialiser dans les activités de fabrication. Cette situation risque d'être exacerbée par l'adoption croissante de la technologie, l'intensification de la concurrence et la forte intensité de qualifications dans le secteur manufacturier, qui rendent ces pays plus difficilement compétitifs sur le marché mondial.

Le secteur des services est le principal moteur de la croissance future de l'emploi

En 2017, le secteur des services occupait la plus grande part de la main-d'œuvre dans tous les groupes de revenus, à l'exception des pays en développement, où la part du secteur dans l'emploi total (21 pour cent) est nettement inférieure à celle de l'agriculture. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les services marchands (27 pour cent) sont deux fois plus importants que

les services non marchands (12 pour cent). Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la part de l'emploi dans les services marchands n'est que légèrement plus élevée, 33 pour cent, mais les services non marchands emploient une part beaucoup plus importante de la main-d'œuvre, 25 pour cent. Dans les pays développés, trois travailleurs sur quatre sont employés dans le secteur des services en 2017, les services marchands représentant 41 pour cent du total.

L'emploi dans les services marchands s'est nettement accru dans tous les groupes de revenus au cours des dernières décennies, mais surtout dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, où sa part dans l'emploi a doublé depuis 1997. À l'avenir, la part de l'emploi dans les services marchands devrait augmenter d'environ 2 points de pourcentage dans les pays en développement et d'environ 5 points dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et inférieur. Dans les pays développés, l'expansion devrait être inférieure à 1 point.

Parmi les services marchands, la croissance de l'emploi dans le commerce de gros et de détail et les activités de réparation devrait être le principal moteur de l'expansion globale de l'emploi dans les pays en développement entre 2017 et 2025 (figure 3.2). Dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur, les activités immobilières et de services aux entreprises devraient connaître la plus forte croissance de l'emploi, augmentant leur part dans l'emploi total d'environ 2 points de pourcentage. Dans les pays développés, l'emploi dans l'immobilier et les services aux entreprises devrait également augmenter, tandis que la part de l'emploi dans le commerce de gros et de détail devrait diminuer. Enfin, l'emploi dans les activités d'hébergement et de restauration augmentera à des degrés divers dans tous les groupes de revenu.

La part de l'emploi dans les services non marchands devrait également augmenter à tous les niveaux de revenu, quoique dans une bien moindre mesure que celle des services marchands. Dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le secteur de l'éducation devrait être le principal contributeur de cette croissance, sa part dans l'emploi total augmentant de 0,1 et 0,2 point de pourcentage, respectivement. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays développés, cette hausse devrait être tirée par le secteur de la santé et de l'action sociale, dont la part dans l'emploi devrait augmenter de 0,6 point de pourcentage. En fait, dans les pays développés, c'est le seul secteur des services non marchands dans lequel des changements importants sont attendus, tandis que, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le secteur de l'éducation devrait également augmenter sa part dans l'emploi de 0,1 point de pourcentage.

Disparités sectorielles dans les modalités d'emploi et les conditions de travail

Comprendre comment les changements structurels ont une incidence sur certaines modalités d'emploi et sur les conditions de travail moyennes est particulièrement pertinent au vu des dernières tendances en matière de redistribution de l'emploi, qui montrent que le secteur des services l'emporte en termes de création de postes. Par exemple, la redistribution de l'emploi de l'agriculture vers les services peut refléter la croissance des emplois productifs dans le secteur des services «modernes», mais aussi une croissance de l'emploi dans les services à faible valeur ajoutée, où les mauvaises conditions de travail sont très courantes. C'est particulièrement le cas dans de nombreux pays en développement et émergents, où les premières dynamiques de transformation structurelle poussent les travailleurs des zones rurales vers les zones urbaines pour s'intégrer dans des secteurs de services «traditionnels» à faible productivité, tels que le commerce de détail, souvent en tant que travailleurs informels à leur propre compte ou occasionnels. Dans le même temps, la transformation structurelle peut avoir indirectement des répercussions sur les conditions de travail en favorisant la croissance de certaines activités économiques avec des retombées sur l'économie informelle (Srivastava, 2016).

Dans les pays développés, certains types de changement structurel peuvent induire une plus grande proportion de postes temporaires et à temps partiel, d'emplois informels et à faible productivité, ce qui nécessite une attention particulière. Par exemple, de nombreux pays développés voient l'emploi se déplacer de la fabrication aux services, où le travail à temps partiel est généralement plus répandu et

souvent accepté de manière involontaire, en raison du manque de possibilités d'emploi permanent et à plein temps. Parallèlement, le secteur des services s'appuie de plus en plus sur de nouvelles formes d'emploi, telles que le partage de postes, le travail sur appel et le travail indépendant économiquement dépendant. Tout en offrant potentiellement plus de flexibilité et d'autonomie que les emplois manufacturiers, ces formes émergentes d'emploi peuvent également être liées à la détérioration des conditions de travail globales, car elles sont souvent caractérisées par une incidence plus élevée de modes de travail non conventionnels, une intensité de travail plus élevée, des horaires excessifs et un accès limité ou inexistant à la protection sociale (BIT, 2016b).

Ces évolutions simultanées ont donné lieu à un débat sur la corrélation entre les mutations de l'emploi par secteur et les changements dans les caractéristiques et la qualité des emplois créés. Aussi, afin de comprendre si les évolutions projetées dans la composition sectorielle de l'emploi peuvent avoir des implications importantes pour les différentes formes d'emploi et les conditions de travail, il est nécessaire d'analyser d'abord s'il existe des différences systématiques dans l'incidence des formes d'emploi et des conditions de travail entre les secteurs.

Les formes vulnérables et informelles d'emploi sont prédominantes dans les secteurs en déclin (par exemple l'agriculture) comme dans les secteurs en croissance (par exemple les services marchands)

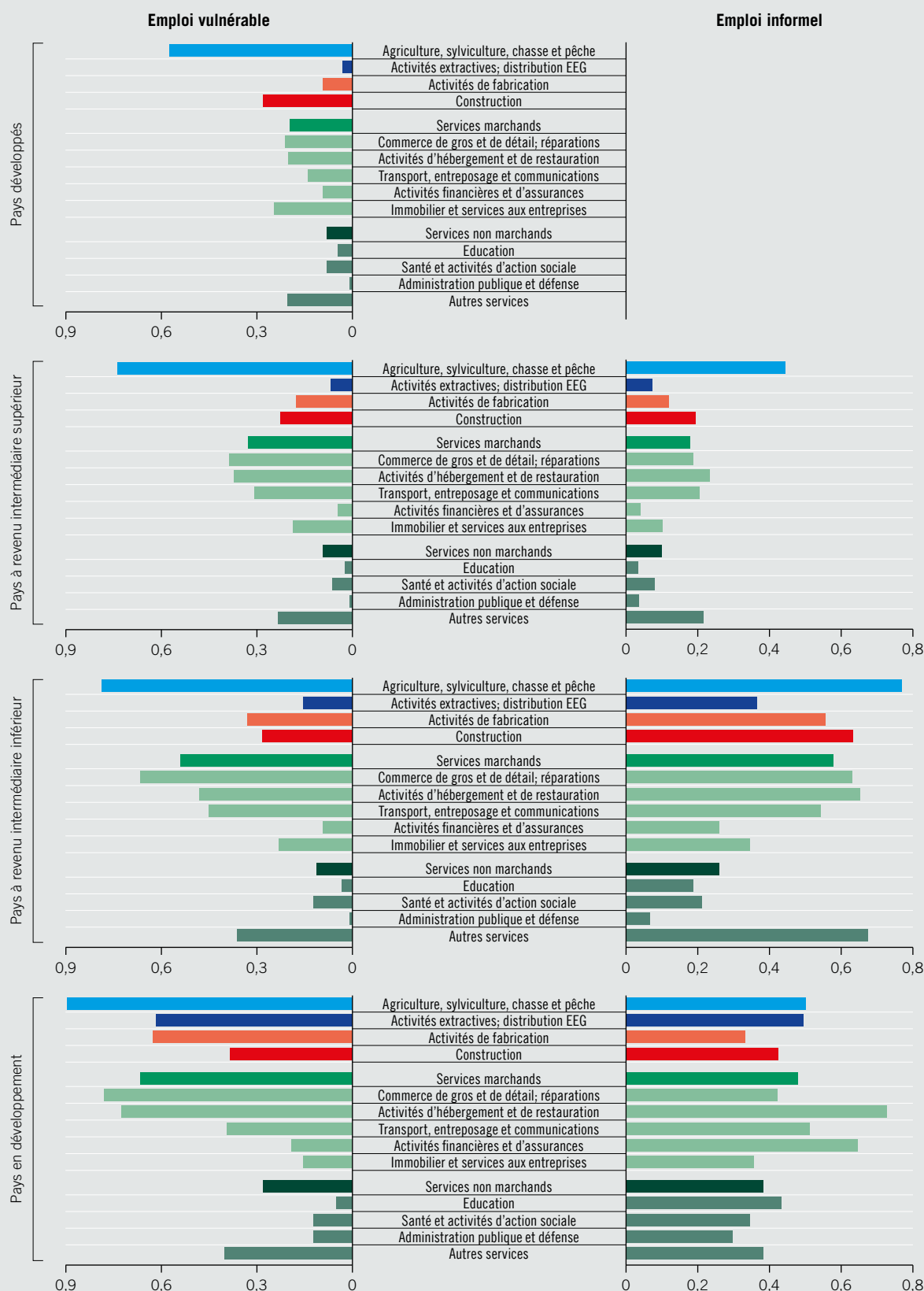
En général, l'incidence de l'emploi vulnérable est plus élevée dans le secteur agricole², où 60 à 90 pour cent des travailleurs se trouvent dans cette forme d'emploi (figure 3.3). L'emploi vulnérable est également relativement courant dans les services marchands, en particulier dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans ce secteur, l'incidence de l'emploi vulnérable est généralement plus élevée dans le commerce de gros et de détail, suivi par les services d'hébergement et de restauration, et par le transport, l'entrepôt et les communications. Ces secteurs se caractérisent par des niveaux élevés de fragmentation dus à la prédominance des entreprises franchisées et au recours à l'externalisation, pratiques qui créent un environnement favorable au développement de certaines formes d'emplois vulnérables, comme le travail indépendant économiquement dépendant (BIT, 2016b). Bien que ce schéma de répartition sectorielle des emplois vulnérables soit commun à tous les pays, l'écart entre les secteurs varie selon leur niveau de développement. Par exemple, dans les pays en développement, l'incidence de l'emploi vulnérable est élevée dans tous les secteurs, même dans l'industrie manufacturière.

Tous niveaux de développement confondus, l'emploi informel tend à être plus fréquent dans l'agriculture et la construction. En moyenne, dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'emploi informel dans ces deux secteurs représente plus de 40 pour cent de l'emploi total. Dans ces pays, l'incidence de l'emploi informel est également particulièrement élevée dans le secteur manufacturier et les services marchands. En Inde, par exemple, la part de l'emploi informel a augmenté dans presque toutes les industries manufacturières, en partie à cause des rigidités du marché du travail qui empêchent le secteur manufacturier moderne de créer des possibilités d'emploi (Moreno-Monroy, Pieters et Erumban, 2012). Dans le secteur des services marchands, l'emploi informel est particulièrement fréquent dans les activités d'hébergement et de restauration dans tous les groupes de revenus, et dans le commerce de gros et de détail dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Dans certains pays asiatiques, comme l'Indonésie, l'emploi informel est principalement alimenté par le secteur du commerce de gros et de détail, qui emploie surtout des femmes et constitue donc une source importante d'emplois vulnérables pour les travailleuses. Par conséquent, comme nous l'expliquons plus en détail dans la suite de ce chapitre, un transfert de l'emploi de l'agriculture vers ces services de distribution n'entraîne pas nécessairement une diminution de l'incidence de l'informalité.

2. L'Etude d'ensemble de 2015 sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux fournit un aperçu mondial des défis auxquels sont confrontés les travailleurs agricoles en matière de travail décent, y compris des informations communiquées par les Etats Membres de l'OIT sur l'économie rurale dans leur pays (BIT, 2015c).

Figure 3.3

Incidence de l'emploi vulnérable et informel par secteur et par groupe de revenu

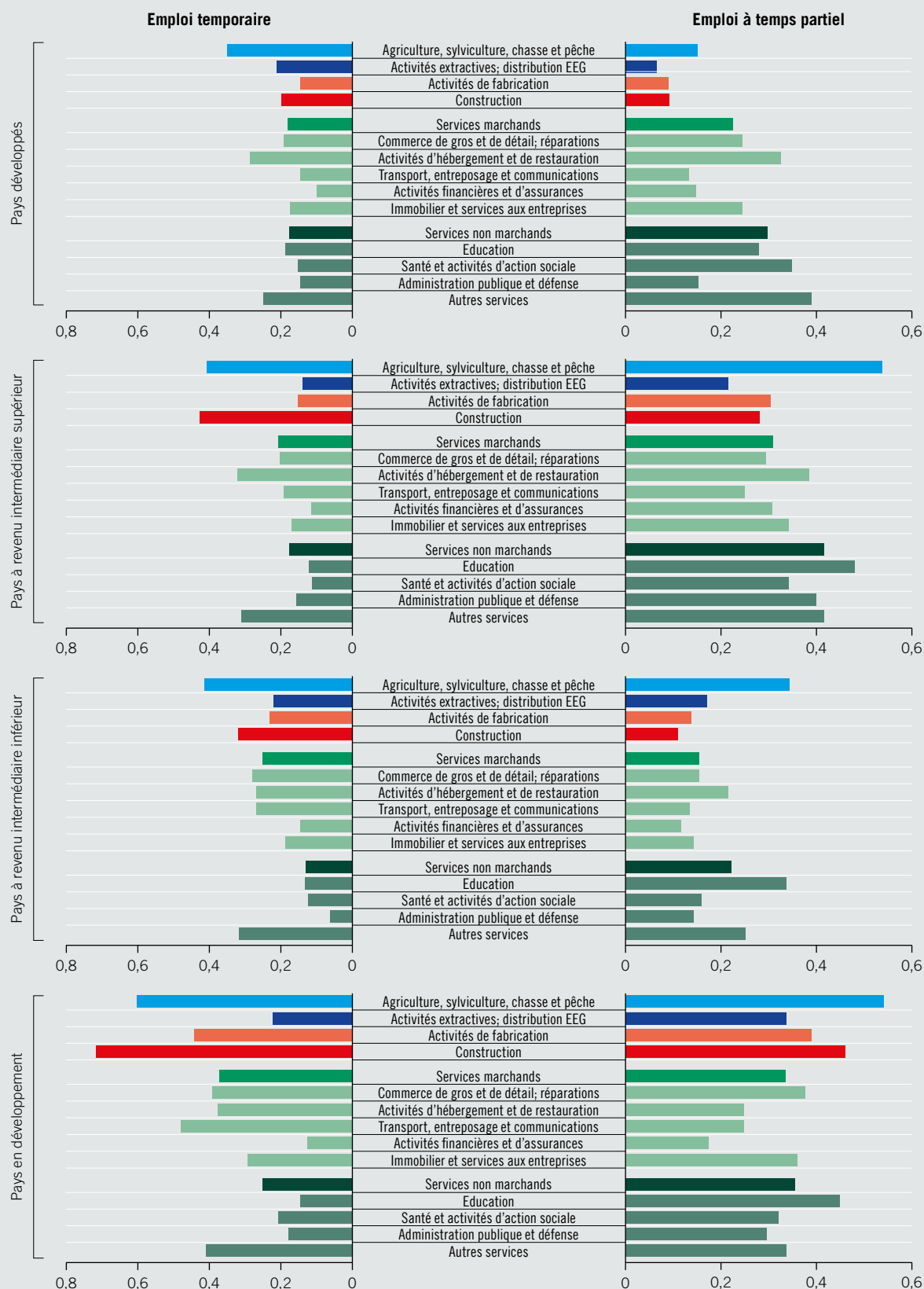


Notes: EEG = électricité, eau et gaz. L'incidence de chaque indicateur est le rapport entre le nombre de personnes dans cette forme d'emploi et l'emploi total dans chaque secteur. L'emploi informel comprend tous les travailleurs des entreprises non constituées en société qui produisent, au moins partiellement, pour le marché et qui ne sont pas enregistrés (c'est-à-dire les travailleurs du secteur informel) et les personnes employées en dehors du secteur informel qui ne sont pas couvertes par le droit national du travail (c'est-à-dire les salariés non affiliés aux régimes de sécurité sociale liés à l'emploi ou qui n'ont pas droit à certaines allocations, comme les congés annuels payés ou les congés de maladie payés). Une définition complète de l'emploi informel est disponible à l'adresse http://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_IFL_FR.pdf. Les pays inclus dans la moyenne de chaque groupe de revenu pour chaque mesure, ainsi que l'année à laquelle les données se rapportent, sont énumérés à l'annexe D.

Source: Département de statistique du BIT – Traitement des microdonnées.

Figure 3.4

Incidence de l'emploi temporaire et à temps partiel par secteur et par groupe de revenu



Notes: EEG = électricité, eau et gaz. L'incidence de l'emploi à temps partiel est le rapport entre le nombre de personnes travaillant à temps partiel et l'emploi total dans chaque secteur. Le taux d'incidence de l'emploi temporaire utilise le nombre total de salariés comme population de référence. Les pays inclus dans la moyenne de chaque groupe de revenu pour chaque mesure, ainsi que l'année à laquelle les données se rapportent, sont énumérés à l'annexe D.

Source: Département de statistique du BIT – Traitement des microdonnées.

L'incidence du travail temporaire est très élevée non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans la construction, secteur où le nombre d'emplois augmente dans les pays en développement et émergents

L'emploi temporaire est particulièrement fréquent dans l'agriculture et la construction dans les pays en développement et à revenu intermédiaire (figure 3.4). En outre, dans les pays en développement, l'incidence du travail temporaire est également relativement élevée dans le secteur manufacturier et les services marchands. Cette prévalence dans les services marchands est principalement due à la forte incidence des emplois temporaires dans les transports, l'entreposage et les communications, l'hébergement et la restauration ainsi que dans le commerce de gros et de détail. Dans les pays en développement, le travail temporaire est également courant dans d'autres services, principalement les activités des ménages en tant qu'employeurs, mais cette situation est contrebalancée par les services non marchands qui enregistrent une incidence plus faible d'emploi temporaire dans l'éducation, la santé et l'administration publique. Le travail temporaire est plus équitablement réparti entre les secteurs dans les pays à revenu élevé, où il représente entre 10 et 35 pour cent de l'emploi total.

Toutefois, il n'est pas facile d'interpréter cette variation dans la répartition sectorielle de l'emploi temporaire selon les niveaux de développement, étant donné que l'emploi temporaire implique différentes modalités de travail (c'est-à-dire non seulement les contrats à durée déterminée, mais aussi le travail intérimaire, saisonnier et occasionnel), dont l'incidence peut varier d'un pays à l'autre. Par exemple, dans certains pays asiatiques comme la Chine, le Viet Nam, le Bangladesh et les Philippines, l'expansion du secteur des services, conjuguée à la prolifération des chaînes d'approvisionnement mondiales et aux réformes qui libéralisent les marchés du travail, a entraîné une hausse du travail temporaire dans la région (BIT, 2016b).

Le travail à temps partiel devient courant dans l'agriculture et l'éducation, en particulier dans les pays en développement et émergents

Contrairement à l'emploi temporaire, le travail à temps partiel est plus équitablement réparti entre les secteurs, en particulier dans les pays en développement. Dans ces pays, c'est une modalité de travail commune dans tous les secteurs, mais il est particulièrement répandu dans l'agriculture et les services non marchands où il concerne, en moyenne, plus de 50 et 35 pour cent des travailleurs, respectivement (figure 3.4). L'incidence élevée dans les services non marchands est principalement imputable au secteur de l'éducation, où le travail à temps partiel représente 45 pour cent de tous les emplois. Bien que l'incidence globale de l'emploi à temps partiel diminue au fur et à mesure que le niveau de développement augmente, elle reste relativement élevée dans l'éducation, ainsi que dans le secteur agricole, pour tous les niveaux de développement. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comme de la tranche supérieure, l'emploi à temps partiel représente environ 40 pour cent de l'emploi total dans l'éducation et plus de 35 pour cent dans l'agriculture. Dans les pays développés, il est également relativement courant dans d'autres services non marchands, tels que la santé et les activités d'action sociale, ainsi que dans certains services marchands, comme les activités d'hébergement et de restauration.

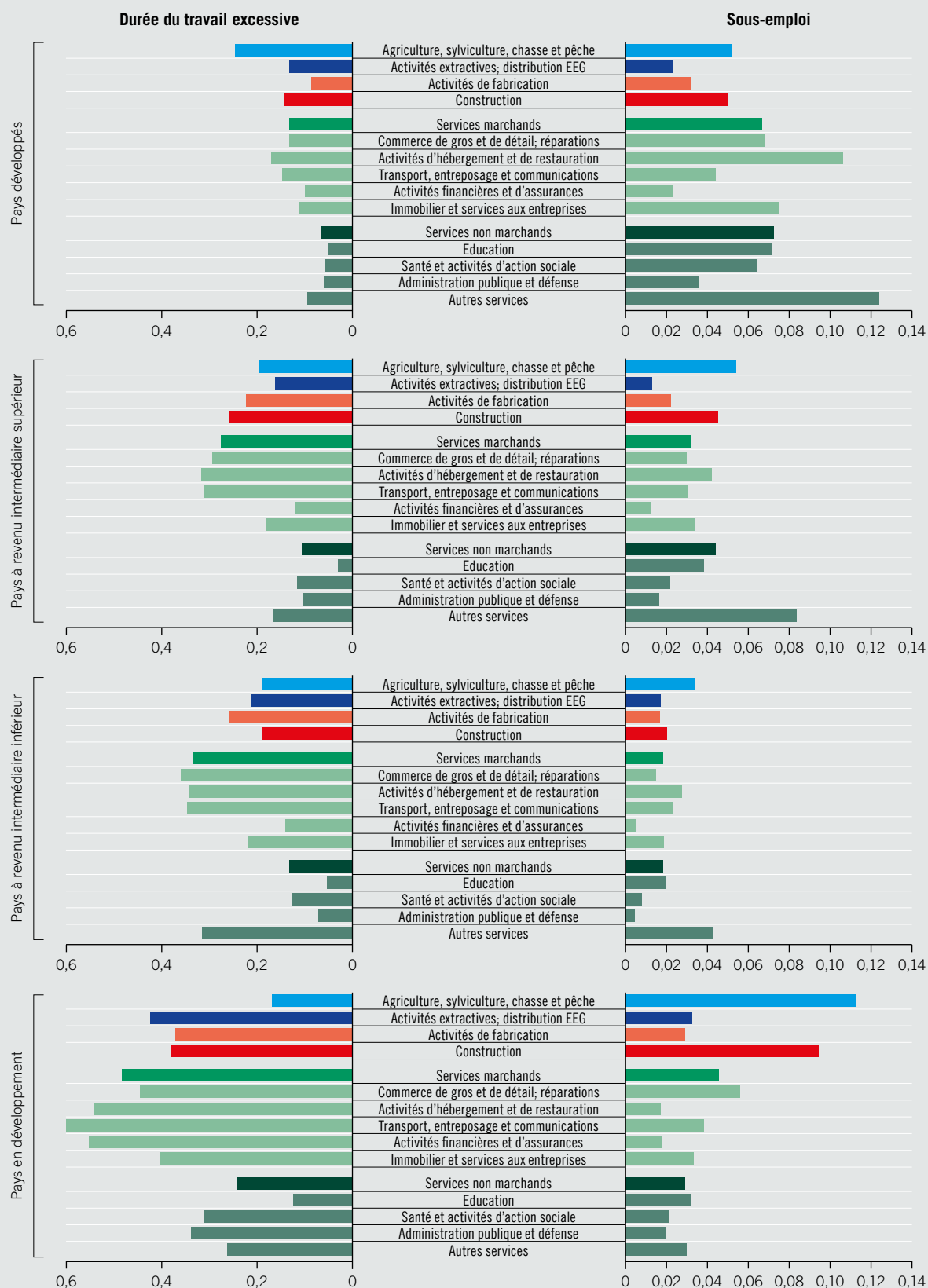
L'incidence des conditions de travail défavorables est plus élevée dans les secteurs où l'emploi vulnérable et temporaire est plus répandu

Une forte incidence d'emplois vulnérables, informels et à temps partiel implique très souvent de mauvaises conditions de travail. Il est donc intéressant d'analyser comment les conditions de travail varient d'un secteur à l'autre et, en particulier, de déterminer si certaines modalités d'emploi sont associées à des conditions de travail défavorables, telles que les horaires de travail excessifs et le sous-emploi lié à la durée du travail³.

3. Les travailleurs sont soumis à des horaires de travail excessifs lorsqu'ils travaillent plus de quarante-huit heures par semaine. Les travailleurs sont en sous-emploi lié à la durée du travail lorsqu'ils sont prêts à et disponibles pour augmenter leur temps de travail et travaillent moins d'un seuil d'heures déterminé. Pour des informations complémentaires, voir <http://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_TRU_FR.pdf>.

Figure 3.5

Incidence de certaines conditions de travail par secteur et par groupe de revenu



Notes: EEG = électricité, eau et gaz. L'incidence de chaque indicateur est le rapport entre le nombre de personnes soumises à chaque type de condition de travail et l'emploi total dans chaque secteur. Les pays inclus dans la moyenne de chaque groupe de revenu pour chaque mesure, ainsi que l'année à laquelle les données se rapportent, sont énumérés dans l'annexe D.

Source: Département de statistique du BIT – Traitement des microdonnées.

L'analyse montre qu'il existe effectivement des différences significatives dans la probabilité qu'une personne travaille un nombre excessif d'heures dans chaque secteur selon le niveau de développement⁴. Si, dans les pays en développement et émergents, la prévalence des emplois induisant une durée du travail excessive est la plus élevée dans les services marchands, la construction et l'industrie manufacturière, dans les pays développés, c'est le secteur agricole qui enregistre la proportion la plus élevée de travailleurs effectuant un nombre excessif d'heures de travail (figure 3.5). Dans les secteurs des services marchands des pays en développement et à revenu intermédiaire, la proportion de personnes travaillant plus de quarante-huit heures par semaine est particulièrement élevée dans les transports, l'entreposage et les communications, les activités d'hébergement et de restauration, le commerce de gros et de détail, mais elle est également importante dans l'immobilier et les services aux entreprises, ainsi que dans les activités financières, en particulier dans les pays en développement. Ces résultats semblent concorder avec les données disponibles sur l'incidence des différentes formes d'emploi entre les secteurs. Plus précisément, l'emploi vulnérable est beaucoup plus répandu dans les secteurs de l'agriculture et des services marchands, et les données montrent que les travailleurs vulnérables travaillent généralement plus d'heures que leurs homologues dans d'autres formes d'emploi (Fashoyin et coll., 2013).

L'incidence élevée du sous-emploi lié à la durée du travail dans certains secteurs fournit un bon indicateur de la qualité des emplois à temps partiel offerts et de l'efficacité du marché du travail du pays en ce qui concerne l'adéquation entre les préférences des travailleurs et les demandes des employeurs. Dans les pays à revenu intermédiaire et les pays développés, la proportion de travailleurs travaillant moins d'heures qu'ils ne le souhaiteraient est la plus élevée dans la catégorie des autres services, représentés principalement par le travail domestique (figure 3.5), et elle reste importante dans les secteurs de l'agriculture et de la construction dans les pays en développement. En outre, dans les pays développés, une forte proportion de travailleurs signalant une situation de sous-emploi lié à la durée du travail se trouve souvent dans le secteur des services, notamment dans les activités d'hébergement et de restauration. Ces tendances sectorielles sont fortement corrélées avec l'incidence de l'emploi temporaire. En effet, plusieurs études montrent que les travailleurs occasionnels ou les employés ayant un contrat à durée déterminée risquent plus de souffrir de sous-emploi lié à la durée du travail (voir, par exemple, Kjeldstad et Nymoen, 2010).

Outre le type de production de chaque secteur, de nombreuses autres caractéristiques propres au secteur, telles que la part de l'emploi féminin ou la taille moyenne des entreprises actives, peuvent jouer un rôle dans la détermination des conditions de travail et des types d'emploi au niveau sectoriel. Par exemple, une part croissante d'emploi formel dans les petites et moyennes entreprises (PME) est liée à la réduction de l'écart entre les taux de pauvreté des travailleurs et ceux des travailleuses (encadré 3.1).

Evolution projetée des conditions de travail compte tenu des tendances sectorielles de l'emploi

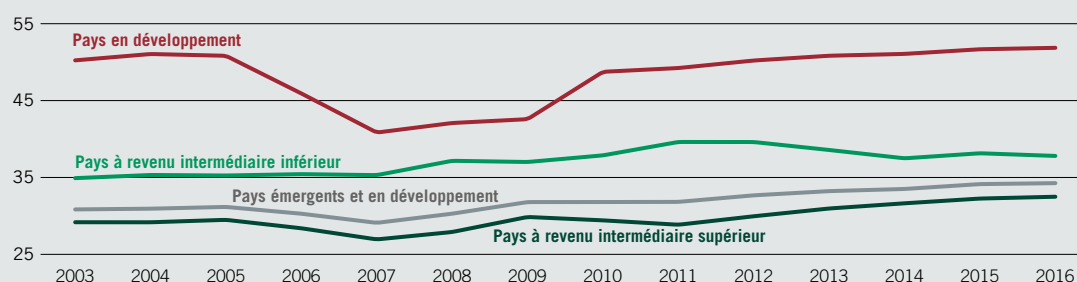
Compte tenu des fortes variations sectorielles dans les modalités d'emploi et les conditions de travail, il est important d'examiner comment les changements sectoriels projetés (voir figure 3.1) affecteraient la qualité globale de l'emploi dans un pays donné. La figure 3.8 montre dans quelle mesure la redistribution de l'emploi entre les secteurs contribuerait à l'évolution globale de l'incidence des différentes formes d'emploi entre 2017 et 2025, en supposant que celles-ci restent inchangées au sein de chaque secteur (voir encadré 3.2). Lorsque l'incidence d'une certaine forme d'emploi est plus importante dans un secteur où l'emploi est en baisse que dans un secteur où il est en hausse, l'incidence moyenne de cette forme d'emploi dans l'économie diminuera, ce qui est représenté par l'effet total dans la figure 3.8.

4. Voir l'étude d'ensemble 2017 sur le temps de travail pour des informations plus détaillées sur les tendances et les pratiques liées aux aménagements du temps de travail dans plusieurs pays (BIT, 2017g).

Les PME et les inégalités entre les sexes en matière de pauvreté au travail

Figure 3.6

Part de l'emploi dans les PME par groupe de revenu, 2003-2016 (pourcentage)



Note: La part de l'emploi dans les PME correspond à la part des employés à plein temps dans les PME comptant entre 5 et 99 employés dans le secteur privé formel. Les chiffres sont basés sur un échantillon de 115 pays émergents et en développement pour lesquels des estimations sont disponibles.

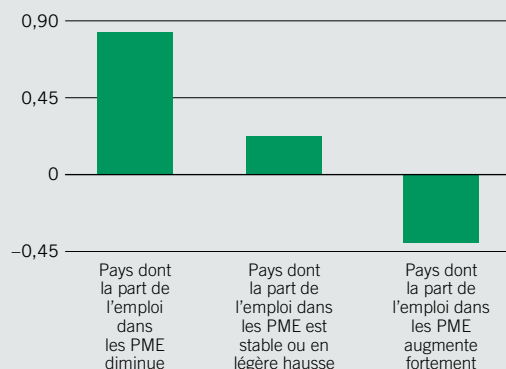
Sources: BIT, 2017f; Viegeln et coll., à paraître.

Au cours des dernières années, la part de l'emploi total dans les PME a augmenté, passant de 31,2 pour cent en 2003 à 34,8 pour cent en 2016 (BIT, 2017f), avec d'importantes différences entre les pays à différents stades de développement (figure 3.6). Dans son rapport 2017: *World Employment and Social Outlook 2017: Sustainable enterprises and jobs*, le BIT a montré que cette évolution est bénéfique pour les résultats des femmes sur le marché du travail. Cela s'explique par le fait que les PME formelles – celles qui comptent entre 5 et 99 employés – sont plus souvent gérées par une femme que les grandes entreprises. On constate également que les PME emploient plus de femmes dans leur main-d'œuvre permanente à plein temps que les grandes entreprises, du moins dans la plupart des régions du monde (*ibid.*). Dans le même temps, les PME sont souvent le point d'entrée des femmes dans le secteur formel de l'emploi, ce qui montre qu'une forte présence des PME contribuera à améliorer les résultats des femmes sur le marché du travail, réduisant ainsi les disparités entre les sexes. De nouvelles analyses indiquent en effet que les pays émergents et en développement qui enregistrent une part croissante de l'emploi formel dans les PME réussissent mieux à réduire les inégalités entre les sexes en matière de pauvreté au travail. Les résultats montrent notamment que, dans les pays où l'emploi dans les PME a été florissant entre 2003 et 2016, les taux de pauvreté des travailleuses ont baissé par rapport à ceux des travailleurs (figure 3.7). Ce résultat se confirme lorsque l'on procède à une analyse de régression plus formelle qui établit un lien entre l'écart entre les sexes en matière de pauvreté au travail et la part de l'emploi dans les PME. L'analyse vise à isoler les répercussions de la part de l'emploi dans les PME en tenant compte de plusieurs variables qui pourraient avoir des répercussions égales sur l'écart entre les sexes en matière de pauvreté au travail, telles que les différences culturelles ou socio-économiques entre pays, les tendances par région, les effets des

cycles économiques par pays, le niveau de développement économique d'un pays et la structure sectorielle de l'économie*. Selon l'analyse de régression, une augmentation de 1 point de pourcentage de la part de l'emploi dans les PME d'une année à l'autre peut être associée à une réduction moyenne de 0,03 point de pourcentage de la différence entre le taux de pauvreté au travail des femmes et celui des hommes.

Figure 3.7

Evolution moyenne des disparités entre les sexes dans la pauvreté au travail, 2003-2016 (points de pourcentage)



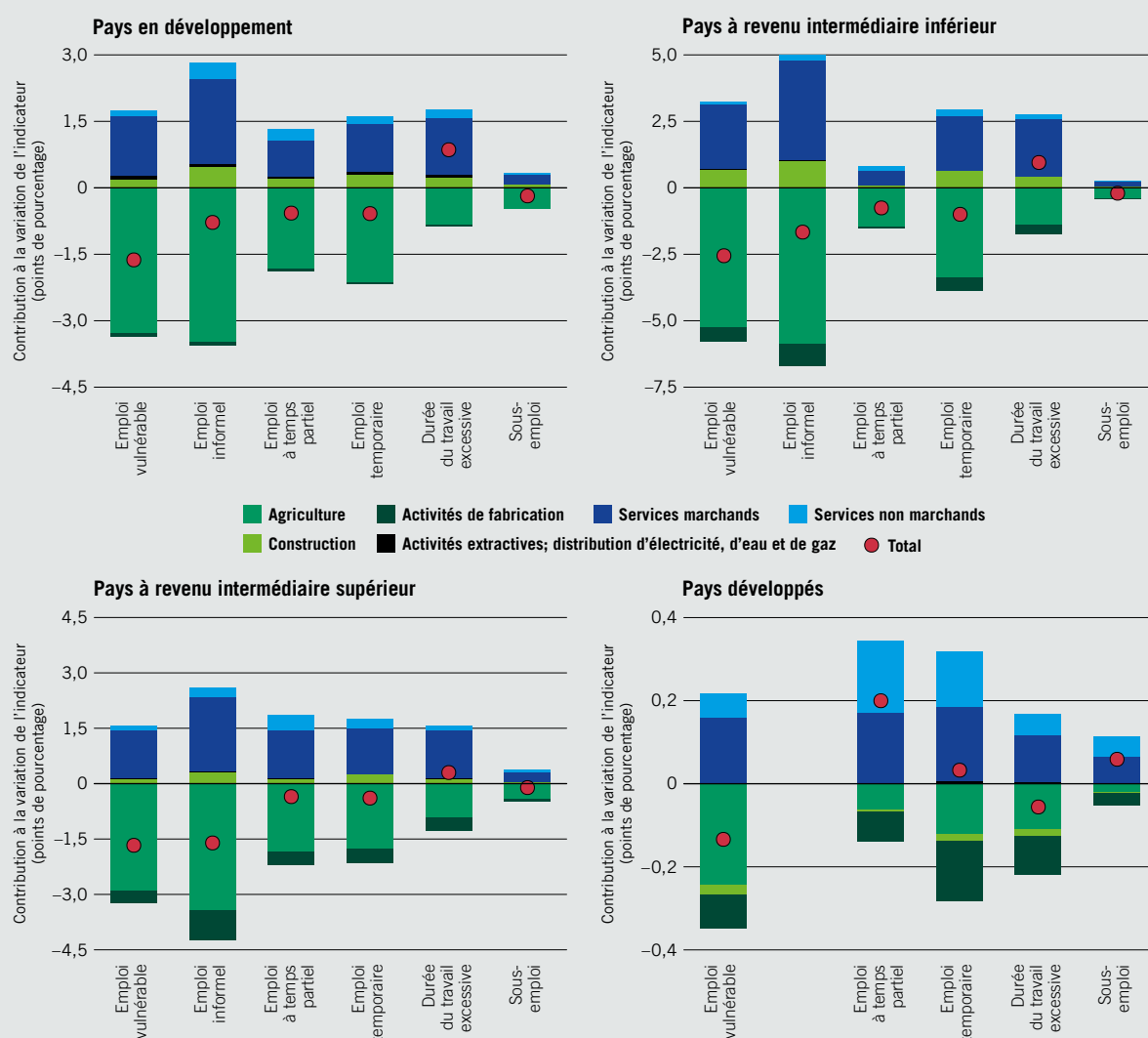
Note: Le graphique utilise des données pour 113 pays. L'écart de pauvreté au travail entre les sexes est la différence entre le taux de pauvreté au travail des femmes et celui des hommes, qui correspondent au pourcentage respectif de travailleuses et de travailleurs vivant avec moins de 3,10 dollars par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA). La part de l'emploi dans les PME correspond à la part des salariés à plein temps dans les PME du secteur privé formel.

Sources: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, BIT, novembre 2017; Viegeln et coll., à paraître.

* Les résultats sont basés sur une régression MCO avec des effets fixes par pays. La variable dépendante est la différence entre les taux de pauvreté au travail des femmes et ceux des hommes, et la principale variable explicative d'intérêt est la part de l'emploi dans les PME. Les variables de contrôle sont: la croissance du PIB, le logarithme du PIB par habitant, la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée totale et les effets fixes dans le temps propres à chaque région. Le coefficient est statistiquement significatif au niveau de 5 pour cent, sur la base d'erreurs types regroupées au niveau national.

Figure 3.8

Répercussions de l'évolution sectorielle de l'emploi sur les indicateurs de l'emploi, 2017-2025



Note: La figure présente l'évolution de l'incidence totale des indicateurs de l'emploi due à la redistribution de l'emploi entre les secteurs pour la période 2017-2025. La note méthodologique est présentée dans l'encadré 3.2.

Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017, et sur le traitement de microdonnées du Département de statistique du BIT.

La redistribution de l'emploi en dehors de l'agriculture devrait réduire l'incidence moyenne du travail vulnérable et de l'informalité

En raison de la forte incidence des emplois vulnérables et de l'informalité dans le secteur agricole, la redistribution projetée de l'emploi vers d'autres secteurs, en premier lieu vers les services marchands (voir figure 3.2), devrait réduire les taux d'emploi informel et vulnérable dans tous les groupes de revenus (figure 3.8). La part de l'emploi vulnérable pourrait en effet diminuer jusqu'à 3 points de pourcentage et celle de l'emploi informel jusqu'à 2 points de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en raison des changements structurels. Toutefois, la prévalence de l'emploi vulnérable et de l'informalité dans certains secteurs des services marchands signifie que les transferts d'emplois vers ces secteurs ont des répercussions plutôt limitées sur l'incidence globale de ces types d'emploi. Par exemple, dans les pays en développement, le taux d'informalité dans le secteur des activités d'hébergement et de restauration est, en moyenne, encore plus élevé que dans le secteur agricole, de sorte qu'une transformation structurelle de ce type augmenterait l'incidence de l'informalité dans l'ensemble de l'économie. En outre, l'incidence de l'emploi vulnérable et informel

Encadré 3.2

Estimation des répercussions de l'évolution sectorielle de l'emploi sur les conditions de travail

L'analyse présentée dans cette section estime les répercussions de la redistribution inter-sectorielle de l'emploi sur les indicateurs de l'emploi au moyen d'une décomposition des variations. Il est important de noter qu'une telle analyse ne fournit pas de prévisions de l'évolution globale projetée d'un indicateur, puisque l'incidence d'un indicateur donné au sein d'un secteur est supposée constante alors que de nombreux facteurs peuvent la modifier. Pour une décomposition des variations, la contribution d'un secteur à l'évolution de l'incidence d'un indicateur de l'emploi à l'échelle de l'économie I_T est fonction de l'incidence de l'indicateur dans le secteur I_s , de la part de l'emploi de ce secteur dans l'ensemble de l'économie S_s , et de l'écart de croissance de l'emploi entre le secteur g_s et l'économie globale g_T sur la période couverte par l'analyse (2017-2025). La variation totale de l'incidence est la somme des contributions pour tous les secteurs S , représentée par la formule suivante:

$$\Delta I_T = \sum_{s=1}^S I_s S_s \left(\frac{g_s - g_T}{1 + g_T} \right)$$

Les parts de l'emploi et l'écart de croissance projeté entre la croissance sectorielle et la croissance globale sont tous deux dérivés des Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017, pour 189 pays. L'incidence des indicateurs de l'emploi dans les secteurs est dérivée du traitement des microdonnées du Département de statistique du BIT. L'annexe D énumère les indicateurs et les pays disponibles. Les données manquantes pour les indicateurs de l'emploi sont imputées à la moyenne non pondérée du groupe de revenu. L'imputation moyenne limite l'impact des données imputées sur l'ensemble du groupe, tout en masquant l'effet de distorsion potentiel des très grands pays disposant de données disponibles.

dans l'agriculture ne diminuera pas en raison du processus prévu de transformation structurelle, à moins que de nouvelles mesures ne soient prises pour accroître la productivité agricole et améliorer les conditions de travail dans le secteur.

Le travail à temps partiel pourrait augmenter dans les pays développés en raison de la part croissante de l'emploi dans les services

L'analyse fournit un tableau similaire pour l'emploi à temps partiel et temporaire. Dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la redistribution sectorielle de l'emploi devrait se traduire par une incidence légèrement plus faible de ces types d'emploi, alors que, dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, l'impact est neutre. Dans les pays développés, en revanche, le transfert de l'emploi manufacturier vers les services marchands et non marchands pourrait se traduire par une augmentation de l'emploi à temps partiel, puisque son incidence est nettement plus élevée dans les secteurs des services (voir [figure 3.4](#)).

Les horaires de travail excessifs et le sous-emploi lié à la durée du travail sont des indicateurs directs de la qualité de l'emploi. Dans le premier cas, les changements sectoriels sont susceptibles d'accroître leur incidence dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, étant donné que l'incidence de la durée excessive de travail est souvent plus élevée dans les secteurs des services marchands que dans le secteur agricole. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, et plus encore dans les pays développés, la réduction de l'emploi dans le secteur manufacturier, qui est également sujet à des horaires de travail excessifs (voir [figure 3.5](#)), neutralise cette tendance. Enfin, l'incidence du sous-emploi lié à la durée du travail est généralement assez faible, ce qui signifie que les répercussions des changements sectoriels sont limitées dans tous les groupes de revenu. Néanmoins, le sous-emploi lié au temps de travail devrait augmenter quelque peu dans les pays développés, étant donné que son incidence dans les services marchands est plus élevée que dans l'agriculture et les activités de fabrication.

La transformation structurelle à elle seule ne garantit pas l'amélioration des conditions d'emploi

Il est largement admis que la voie traditionnelle de la transformation structurelle, selon laquelle l'emploi passe d'abord de l'agriculture à la fabrication à faible valeur ajoutée, avant de se déplacer vers des activités manufacturières et des services plus sophistiqués à mesure que les pays atteignent des stades plus avancés de développement, est susceptible de réduire l'incidence de l'emploi vulnérable et informel tout en améliorant les conditions générales de travail. Toutefois, la vague actuelle de transformation structurelle diffère nettement des expériences passées, en particulier du fait qu'elle n'implique pas une croissance significative de l'emploi dans l'industrie et qu'elle se caractérise en grande partie par une redistribution de l'agriculture vers les services. L'analyse ci-dessus montre que cette «désindustrialisation prématurée» se poursuivra probablement dans un avenir proche, ce qui entraînera une réduction de l'emploi informel et vulnérable plus lente que par le passé.

Dans le même temps, le type de transformation structurelle projeté n'augure rien de bon pour une amélioration significative des conditions de travail moyennes, qui restent difficiles dans certains services marchands vers lesquels la majeure partie de l'emploi agricole devrait se réorienter. Dans les pays émergents et en développement, les migrants internes ne trouvent souvent pas d'emplois de qualité dans les entreprises formelles et doivent se lancer dans une activité informelle de faible qualité pour leur propre compte dans le secteur des services. Dans l'ensemble, cela se traduit par la nécessité de prendre des mesures énergiques pour encourager les entreprises à intégrer le secteur formel et pour stimuler la qualité de l'emploi et la croissance de la productivité dans le secteur des services, conditions importantes pour que la transformation structurelle donne des résultats en matière de travail décent.

4 Le vieillissement de la population et les défis qu'il va poser au marché du travail

A mesure que la croissance de la population active ralentit, le nombre de retraités par actif devrait nettement augmenter

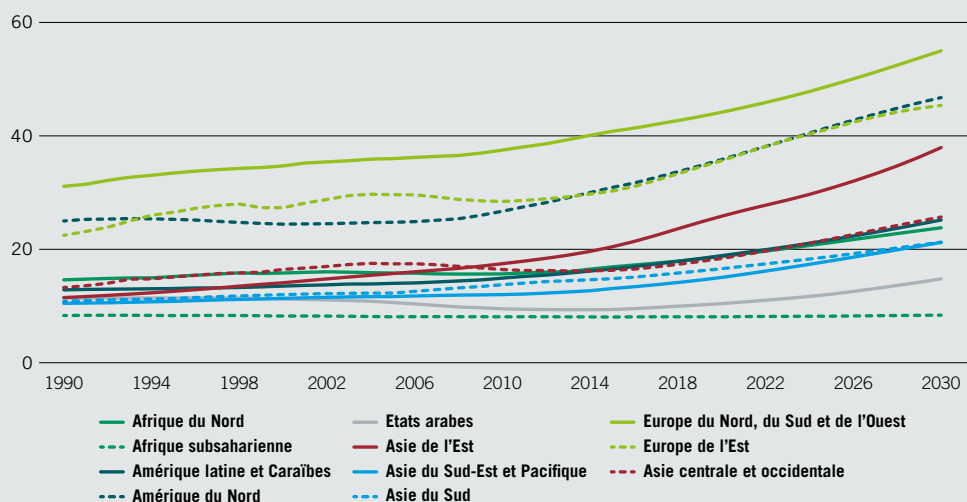
La population mondiale devrait augmenter de plus de 13 pour cent d'ici à 2030, et de 14 pour cent au cours des vingt années suivantes, pour dépasser 9,7 milliards d'habitants en 2050. Bien que cette hausse anticipée semble impressionnante, elle reste en deçà du rythme de croissance démographique observé au cours des dernières décennies. Ainsi, on estime que la population mondiale a augmenté de plus de 65 pour cent (soit 3,1 milliards de personnes) entre 1980 et 2017, contre environ 35 pour cent (soit 2,2 milliards) attendus d'ici à 2050. La conséquence la plus immédiate du ralentissement de la croissance démographique mondiale est que la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population totale enregistrera une nette hausse au cours des prochaines décennies. A l'échelle mondiale, les personnes âgées de 65 ans et plus devraient représenter 11,7 pour cent de la population totale en 2030 et 15,8 pour cent en 2050, contre 9,3 pour cent en 2017.

Il en résulte que le ratio de dépendance économique des personnes âgées – c'est-à-dire le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus en pourcentage de la population active totale – augmentera dans de nombreuses régions du monde (figure 4.1). Ce défi annoncé est particulièrement marqué pour l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie de l'Est. Par exemple, d'ici à 2030, le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus dans la région de l'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest équivaldra à 55 pour cent de sa population active, contre 42 pour cent en 2017. La question des ratios élevés de dépendance économique des personnes âgées ne se pose pas seulement dans les régions à revenu élevé, mais aussi dans les principaux marchés émergents, tels que la Chine et la Fédération de Russie, où la population active devrait chuter, tandis que la population âgée devrait augmenter rapidement. Néanmoins, certaines régions, comme l'Afrique et l'Asie du Sud, ont encore de très larges populations jeunes arrivant sur le marché du travail. Leur principal défi à moyen terme consistera à créer suffisamment d'opportunités de travail décent pour les nouveaux entrants.

De nombreux pays renforcent les incitations à travailler à un âge plus avancé pour atténuer les problèmes liés au vieillissement de la population, et pour continuer de tirer parti de l'expérience et des compétences que possèdent les générations plus âgées. Cependant, il est important de garder à l'esprit que, pour une grande partie des personnes âgées, en particulier dans les pays émergents et en développement, le fait de continuer à travailler après l'âge de la retraite n'est pas un choix, mais le seul moyen d'échapper à la pauvreté, car elles ne sont souvent pas couvertes par un régime de pension ou de protection sociale. C'est particulièrement le cas dans de nombreux pays à faible revenu, où moins de 20 pour cent des personnes âgées ayant dépassé l'âge légal de la retraite perçoivent une pension (BIT, 2017h).

Figure 4.1

Ratio de dépendance économique des personnes âgées, 1990-2030 (pourcentage)



Note: Le ratio de dépendance économique des personnes âgées correspond au ratio entre la population âgée (de plus de 65 ans) et la population active.

Sources: ILOSTAT, Estimations et projections du BIT relatives à la main-d'œuvre, 2017; perspectives de la population mondiale (Nations Unies, 2017).

En l'absence de leviers politiques anticipant ces évolutions démographiques, le vieillissement rapide de la population pourrait conduire à des chocs négatifs tant économiques que sociaux. Le vieillissement de la population a en effet été considéré comme un facteur important dans les diverses tentatives de surmonter la stagnation séculaire au cours des dernières décennies (Ferrero, Gross et Neri, 2017; Cervellati, Sunde et Zimmermann, 2017; Gagnon, Johannsen et Lopez-Salido, 2016; Carvalho, Ferrero et Nechio, 2016). Il peut peser sur l'économie de trois manières: i) le ralentissement de la croissance de la population active; ii) l'évolution des modes d'épargne et de consommation; et iii) les pressions exercées sur les dépenses sociales publiques (voir encadré 4.1).

L'âge moyen des actifs devrait augmenter progressivement, ce qui aura d'importantes répercussions sur le marché du travail

Une autre conséquence importante du vieillissement de la population est que l'âge moyen des actifs devrait augmenter progressivement. Au niveau mondial, il devrait passer de près de 40 ans en 2017 à un peu plus de 41 ans en 2030. L'augmentation devrait être plus marquée en Asie et dans le Pacifique, où l'âge moyen de la main-d'œuvre devrait passer de 40,3 à 42,3 ans d'ici à 2030, ainsi qu'en Europe et en Asie centrale, où il devrait atteindre 42,6 ans, contre 41,4 en 2017. D'autres régions, notamment les Etats arabes et l'Amérique du Nord, enregistreront également une hausse relativement rapide de l'âge moyen de la population active (figure 4.2).

A première vue, l'augmentation prévue de l'âge moyen de la population active peut sembler modeste et marginale quant à son incidence sur la dynamique du marché du travail. Pourtant, le vieillissement croissant de la main-d'œuvre peut en soi avoir un certain nombre de répercussions sur les marchés du travail, qui vont au-delà du problème de la durabilité dû au nombre croissant de retraités. Premièrement, l'âge moyen plus élevé de la population active reflète en partie le fait que les travailleurs âgés (55-64 ans) représenteront une part croissante des personnes employées ou à la recherche d'un emploi. Leur situation sur le marché du travail diffère souvent de celle des travailleurs d'âge très actif (25-54 ans) et jeunes (15-24 ans). Les travailleurs âgés risquent par exemple généralement moins d'être au chômage que les jeunes, mais, quand c'est le cas, il leur faut en moyenne plus de

Les conséquences du vieillissement de la population sur l'économie

Une moindre augmentation de la population en âge de travailler pourrait entraîner une baisse de la croissance par habitant

Un ralentissement de la croissance de la population active amoindrit l'indispensable croissance du capital national, et donc de l'investissement, qui est nécessaire pour stabiliser le ratio capital-travail. Cela peut freiner la hausse de la productivité du travail et, au premier chef, de la productivité totale des facteurs (FMI, 2017a; Maestas, Mullen et Powell, 2016)*. Toutefois, les récentes évolutions dans le domaine de l'automatisation remettent en question le postulat du ratio fixe entre capital et travail, car elles ont placé les technologies de remplacement et de valorisation de la main-d'œuvre au premier plan pour régler les problèmes de pénurie de main-d'œuvre et trouver des solutions à la productivité (Frey et Osborne, 2017; Autor, Levy et Murnane, 2003). D'autre part, dans une étude transnationale, Acemoglu et Restrepo (2017) démontrent qu'il existe une faible relation négative entre le vieillissement de la population et le PIB par habitant, indiquant le rôle de l'évolution technologique dans la réponse aux changements démographiques: par exemple, les pays confrontés à un vieillissement rapide ont récemment ouvert la voie à l'adoption des technologies d'automatisation – en particulier les robots industriels. Néanmoins, pour une part décroissante de la population en âge de travailler, un relèvement de la productivité du travail est nécessaire pour stabiliser la croissance par habitant, compte tenu notamment de la faible croissance actuelle de cette productivité (Nations Unies, 2018).

L'épargne-retraite a une influence majeure sur les marchés financiers

L'allongement de l'espérance de vie nécessite une accumulation d'avoirs de retraite par personne plus importante que pour les générations précédentes. Ce facteur, combiné au déséquilibre relatif entre les retraités actuels et futurs, implique que les placements d'épargne sur les marchés financiers par la génération active actuelle sont supérieurs aux retraitements effectués par les retraités. Si cette épargne était d'un montant comparable aux investissements en capital fixe, l'équilibre actuel du marché financier, de même que la source des futures prestations de retraite, pourrait être assuré.

Cependant, la demande actuelle d'investissements fixes est très faible (voir encadré 1.1), alors que des données indiquent que les retraités qui ne sont pas considérés comme pauvres continuent d'épargner (Börsch-Supan, 2003). Par conséquent, l'épargne-retraite en période de vieillissement de la population exerce une pression à la baisse sur les taux d'intérêt réels lorsqu'elle ne correspond pas à la demande d'investissement.

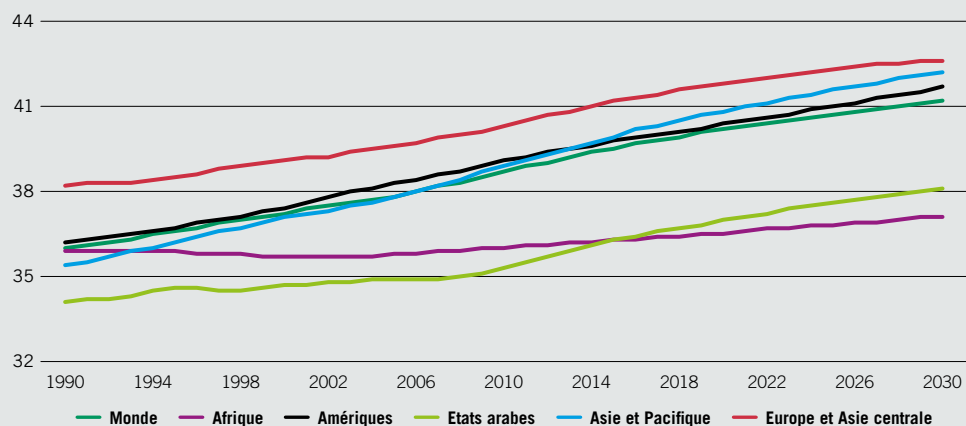
Les finances publiques doivent s'adapter au vieillissement de la population

Le vieillissement de la population nécessite un transfert important des dépenses publiques vers les soins de santé et le paiement des retraites. Les dépenses publiques (pour les retraites et la santé) devraient ainsi augmenter de 5 points de pourcentage du PIB dans les pays plus développés d'ici à 2050 et de 9 points d'ici à 2100, en supposant qu'aucune mesure de compensation ne soit mise en place (Clements et coll., 2015). La Commission européenne prévoit également une évolution des dépenses publiques de 2,5 à 6,8 points de pourcentage du PIB dans l'UE, où le défi démographique est particulièrement alarmant (CE, 2015). La hausse des dépenses publiques de santé sur la période 2015-2050 équivaut aujourd'hui à 57 pour cent du PIB (Clements et coll., 2015). Le ratio de dépendance économique des personnes âgées (figure 4.1) indique que les pouvoirs publics auront une lourde responsabilité budgétaire pour aider une population plus âgée, tâche à laquelle de nombreux gouvernements ne sont actuellement pas préparés en raison du déficit important et généralisé des systèmes de retraite et des contraintes budgétaires existantes. Cette réorientation et cette augmentation prononcées des dépenses devraient entraîner des rééquilibrages budgétaires dans d'autres secteurs importants de dépenses/investissements, ce qui aura des conséquences économiques et sociales supplémentaires si de nouvelles sources de financement ne sont pas trouvées. Les chiffres sont alarmants au vu de la crise actuelle de la dette publique dans de nombreux pays développés et du problème croissant de réduction des ratios dette/PIB dans un contexte de taux de croissance plus faibles (Arellano, Atkeson et Wright, 2016; Ghosh et coll., 2013).

* Le vieillissement de la population active dans la zone euro pourrait réduire la croissance de la productivité totale des facteurs d'environ 0,2 point de pourcentage par an entre 2014 et 2035.

Figure 4.2

Age moyen de la population active, 1990-2030 (années)



Note: L'âge moyen de la population active est calculé selon la formule:
$$\frac{\sum (\text{Age_band} \times \text{Average_Age}_i \times \text{LF}_i)}{\sum (\text{Age_band} \times \text{LF}_i)}$$
, qui additionne l'âge moyen de chaque tranche d'âge de 5 ans (à savoir 15-19, 20-24, 25-29, 30-34, 35-39, 40-44, 45-49, 50-54, 55-59, 60-64, 65 et plus) en tenant compte de la part de la population active représentée par chaque tranche. Pour les tranches 15-19, 60-64 et plus de 65 ans, l'âge moyen dans six pays (l'Afrique du Sud, le Brésil, les Etats-Unis, l'Inde, le Royaume-Uni et la République-Unie de Tanzanie), avec des tranches plus détaillées que celles susmentionnées, est utilisé. Pour les autres tranches d'âge, une distribution uniforme des taux d'activité entre les âges est utilisée, de sorte que l'âge moyen de chaque tranche correspond au point médian entre les deux âges à l'extrémité de la tranche.

Source: ILOSTAT, Estimations et projections du BIT relatives à la main-d'œuvre, 2017.

temps pour retrouver un travail (Heywood et Siebert, 2009). Cela risque de les décourager et de les faire quitter le marché du travail. En outre, la participation des travailleurs âgés à l'éducation formelle et, plus important encore, à la formation en cours d'emploi s'avère nettement inférieure à celle des travailleurs plus jeunes, principalement parce que les employeurs sont plus réticents à engager des coûts de formation pour les travailleurs supposés rester moins longtemps dans leur entreprise (*ibid.*). Cela réduit encore plus la probabilité que les travailleurs âgés changent de profession ou de secteur d'activité (Hurd, 1996), ce qui pose des problèmes dans le contexte des processus constants de transformation structurelle (voir chapitre 3). Si ces différences d'employabilité et de développement des compétences liées à l'âge persistent dans un avenir proche, l'augmentation de l'âge moyen des actifs pourrait entraîner un ralentissement des ajustements du marché du travail qui suivent les chocs économiques (Dixon, 2003). Dans le même temps, le vieillissement croissant de la main-d'œuvre signifie que les compétences et le capital humain disponibles deviendront obsolètes face à l'innovation constante, ce qui pourrait nuire à la croissance de la productivité. Cet effet négatif pourrait n'être que partiellement compensé par l'effet positif que des niveaux plus élevés d'expérience de travail peuvent avoir sur la productivité (Disney, 1996).

Enfin, une évaluation plus complète des répercussions du vieillissement de la population active doit tenir compte du fait que, dans la mesure où les travailleurs âgés sont moins mobiles entre secteurs et moins capables de s'adapter aux nouvelles exigences en matière de compétences, l'âge croissant des actifs pourrait se traduire par une augmentation du nombre de travailleurs âgés contraints de quitter le marché du travail avant d'atteindre l'âge légal de la retraite parce qu'ils ne sont pas en mesure de trouver des possibilités d'emploi convenables. Cela risque d'exercer une pression supplémentaire sur les systèmes de retraite qui, comme nous le verrons dans la section suivante, sont déjà confrontés à de graves problèmes de viabilité financière et sociale dans plusieurs pays. Par conséquent, le vieillissement de la population active exige des efforts accrus pour maintenir et mettre à jour les compétences des travailleurs âgés, afin qu'ils soient en mesure de changer de secteur et de profession lorsque les changements structurels modifient la composition des emplois sur le marché du travail. A cet égard, il est particulièrement important que les pays prennent rapidement des mesures pour favoriser

l'employabilité des travailleurs tout au long de leur vie professionnelle, en vue d'élargir leurs possibilités d'emploi à un âge plus avancé. En outre, il est possible de surveiller et d'améliorer les conditions de travail dans de nombreux secteurs (voir chapitre 3) afin de réduire la probabilité que les travailleurs âgés de ces secteurs quittent le marché du travail en raison de problèmes de santé physique et mentale liés au travail ou d'un mauvais équilibre entre travail et vie personnelle.

Ces dynamiques posent le double défi de tenir les retraités à l'écart de la pauvreté et des inégalités, tout en favorisant des résultats de travail décent pour les actifs

Quand la population arrive à la retraite, ses moyens de subsistance proviennent principalement du revenu de pension, du soutien familial, des transferts publics et des avoirs financiers et immobiliers. Ces principales sources de revenus, et en particulier les revenus de pension et les transferts publics, sont de plus en plus liées aux conditions macroéconomiques et à la volatilité des marchés financiers, ce qui fait peser une menace accrue d'inégalité et de pauvreté sur les personnes âgées. Par exemple, une baisse des revenus réels du travail, conjuguée à la réduction des filets de protection sociale, contribue à fragiliser les revenus pour les vieux jours en diminuant la capacité d'épargner pour la retraite et les prestations des systèmes de retraite en cours de réforme. De nombreux systèmes de retraite sont aujourd'hui confrontés au défi de la réforme et du maintien d'un régime qui soit adéquat et viable pour couvrir à la fois les retraités actuels et futurs. La garantie d'un accès adéquat à la couverture des régimes de retraite constitue aujourd'hui un problème de taille, qui risque d'être encore exacerbé compte tenu du vieillissement rapide de la population décrit plus haut. En effet, à l'échelle mondiale, près d'un tiers des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite n'ont pas droit à une pension (BIT, 2017h) et 52 pour cent de celles qui y ont accès disposent d'une couverture insuffisante (BIT, 2014). En outre, seulement un peu plus de la moitié des personnes ayant dépassé l'âge légal de la retraite (51,5 pour cent) perçoivent une pension de vieillesse (c'est-à-dire des prestations monétaires périodiques), et cette proportion tombe à 45,6 pour cent si l'on exclut la Chine (*ibid.*).

Par ailleurs, il est important de garder à l'esprit que le revenu des personnes âgées est étroitement lié aux inégalités existantes en matière de revenus du travail et d'accès aux régimes de retraite. Globalement, environ 85 pour cent de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) est couverte par des régimes de retraite contributifs ou non et est donc potentiellement éligible à une pension de vieillesse après avoir atteint l'âge de la retraite (BIT, 2017h). La couverture légale du système des retraites est toutefois nettement plus faible dans certaines régions, comme les Etats arabes et l'Afrique subsaharienne, où elle concerne environ 50 pour cent de la population en âge de travailler. En outre, ceux qui occupent des emplois de qualité médiocre, dont les revenus sont moins élevés et dont la carrière professionnelle est plus courte ou interrompue, risquent inévitablement d'être désavantagés lorsqu'il s'agit de cumuler des droits à pension au sein d'un système contributif. Ce désavantage est particulièrement grave pour les femmes, car elles ont souvent des carrières raccourcies ou interrompues du fait qu'elles assument une part disproportionnée des responsabilités familiales tout en risquant davantage d'occuper un emploi précaire et informel. Ces disparités sur le marché du travail pour les femmes ont des répercussions significatives à la fois sur leurs salaires et sur leur accès au système des retraites (BIT, 2017c; BIT, 2017h). Dans l'ensemble, les disparités actuelles sur le marché du travail et l'accès inégal à la sécurité sociale risquent d'exacerber les inégalités entre les personnes âgées, non seulement en termes de revenus, mais aussi d'accès aux soins de santé et au logement (OCDE, 2017).

Si le défi le plus pressant que pose le vieillissement de la population est d'assurer un revenu suffisant aux personnes âgées, la population active est également touchée par ces problèmes. En théorie, une diminution de la population en âge de travailler pourrait entraîner une pénurie de main-d'œuvre et devrait, en moyenne, faire augmenter le prix du travail, et donc les salaires, surtout lorsque la productivité du travail est complétée par des robots. Cependant, tous les secteurs n'enregistreront pas de forts gains de productivité lorsqu'ils seront confrontés à une prime aux compétences technologiques susceptible d'accroître les inégalités dans certains secteurs. En outre, l'évolution des modes de consommation qui accompagne le vieillissement de la population entraînera également une redistribution sectorielle de la main-d'œuvre, notamment vers le secteur des soins de santé (voir chapitre 3), ce qui nécessitera des mesures politiques visant à garantir que les travailleurs possèdent les compétences requises pour tirer parti des nouvelles possibilités d'emploi (*encadré 4.2*).

Garantir une vie active décente et réduire les inégalités est essentiel pour relever les défis du vieillissement de la population

Pour garantir une vie décente jusqu'à la vieillesse, un important panachage de mesures sera nécessaire pour non seulement relever les défis du vieillissement de la population grâce à une couverture adéquate des régimes de pension et à la fourniture de soins de longue durée (voir encadré 4.2), mais aussi pour s'attaquer aux facteurs très structurels qui ont fait de la pauvreté et des inégalités des personnes âgées une réalité de plus en plus tangible. De manière générale, cela peut passer par un cadre stratégique global qui veille à ce que les conditions de vie soient décentes à tous les stades de la vie en luttant contre les déficits du travail décent, en formalisant l'économie informelle, en garantissant une protection sociale et une viabilité budgétaire adéquates et en réduisant les inégalités (BIT, 2013b).

Plus important encore, le fait de garantir des conditions de travail décentes aujourd'hui ouvrira la voie à des conditions de vie décentes durant la vieillesse. Les politiques relatives au salaire minimum, par exemple, auront des effets à long terme sur la réduction de la pauvreté et des inégalités chez les personnes âgées en s'attaquant aujourd'hui aux problèmes de la pauvreté et de la discrimination fondée sur le sexe. Des salaires plus élevés seront un facteur important dans l'amélioration des résultats en matière d'emploi et la réduction des inégalités futures en termes de revenus. Étant donné que la pauvreté des personnes âgées est intrinsèquement liée aux inégalités existantes sur le marché du travail, cibler les travailleurs ayant des conditions de travail et des revenus inférieurs sera un élément essentiel pour garantir une couverture inclusive et adéquate par les systèmes de retraites. Premièrement, la transition des travailleurs de l'économie informelle à l'économie formelle sera essentielle pour assurer la sécurité du revenu et la protection sociale des groupes vulnérables. Deuxièmement, la réduction des inégalités entre les sexes sur le marché du travail aura des effets bénéfiques importants sur la prévention de la pauvreté des femmes âgées. Par exemple, les politiques qui accordent des crédits de pension pendant le congé parental et qui facilitent une répartition plus équitable des responsabilités en matière de soins entre les hommes et les femmes porteront leurs fruits à long terme en réduisant les écarts sur le marché du travail et dans la protection sociale (BIT, 2014). En outre, la transformation des systèmes de pension existants en socle de protection sociale universelle garantie conduirait à une couverture inclusive de toutes les personnes âgées et à la sécurité des revenus (BIT, 2017h).

Enfin, le fait de doter une population active vieillissante des capacités nécessaires pour suivre le rythme de l'innovation et de la transformation sur le marché du travail constituera un défi et une grande opportunité pour l'avenir du travail. Les mesures de formation tout au long de la vie joueront un rôle important en aidant à promouvoir l'employabilité des travailleurs à tous les âges et à réduire le risque de détachement du marché du travail et de retraite anticipée, ce qui accroîtrait la pression sur les systèmes de retraite. Par exemple, des efforts ciblés visant à encourager la participation des travailleurs âgés aux programmes de formation et d'actualisation des compétences bénéficieraient à une part croissante de la main-d'œuvre vieillissante.

Stimuler le secteur des soins pour l'avenir du travail (décent)

En raison de la tendance mondiale au vieillissement de la population, les besoins en soins de longue durée devraient augmenter rapidement. Au fil du temps et dans le monde entier, ces soins ont été dispensés principalement par des parents, surtout des femmes, qui ont fourni une part démesurée des soins essentiels non rémunérés aux enfants et aux adultes. Pourtant, dans un monde du travail en mutation, où les jeunes femmes rejoignent de plus en plus la population active (BIT, 2017c), où les taux de fécondité diminuent, où l'espérance de vie s'allonge et le taux de dépendance des personnes âgées augmente, la question pertinente est de savoir qui fournira ces soins à l'avenir. En fait, plus de la moitié des personnes âgées n'ont en effet pas accès aux soins de longue durée (SLD) en raison du manque de travailleurs qualifiés dans ce domaine (BIT, 2017h).

Même si de nouvelles technologies liées à la santé devraient jouer un rôle essentiel pour s'adapter aux futures demandes de soins, le monde aura encore besoin de soins quotidiens pour les enfants et les personnes âgées, ce qui devrait rester un emploi «humain». Cependant, avec un plus grand nombre d'adultes valides sur le marché du travail, il y a moins de membres de la famille disponibles pour assurer ce travail de soins. Etant donné qu'un nombre croissant de personnes âgées vivent seules, de plus en plus de familles se tournent vers les services de soins publics ou privés, notamment vers le travail fourni par les travailleurs domestiques, pour combler les lacunes dans l'offre de soins. En effet, la santé à domicile et les soins personnels sont parmi les domaines qui connaissent la croissance la plus rapide sur le marché du travail. Selon le Bureau des statistiques du travail des États-Unis, les professions du secteur des soins à domicile devraient créer plus d'emplois que n'importe quelle autre profession, avec 633 100 nouveaux emplois attendus d'ici à 2024.

Ce changement structurel vers un accroissement du travail de soins offre une occasion inexploitée pour l'avenir du travail mais d'importants défis restent à relever pour tenter d'en tirer parti pour un avenir du travail décent. Premièrement, le travail de soins est rarement valorisé et est généralement invisible. Ce n'est qu'en 2013 que le travail de soins non rémunéré a été officiellement reconnu dans le cadre d'une nouvelle classification des formes de travail adoptée par la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail. Par ailleurs, les professions de

soins souffrent historiquement d'une réglementation inadéquate et sont souvent soumises à des conditions de travail médiocres en termes de rémunération et de durée excessive du travail. Et, étant donné la nature invisible du travail de soins, ces travailleurs ne disposent généralement pas des protections de base, comme les congés de maladie, qui sont accordées à d'autres types de travailleurs. Deuxièmement, les femmes, en particulier celles issues des communautés migrantes et minoritaires, portent souvent la plus lourde charge dans la fourniture de soins non rémunérés. A bien des égards, ces femmes subventionnent les soins publics au détriment de leur emploi, de leur temps et de leur bien-être. Enfin, les demandes disproportionnées de soins faites aux femmes sont souvent en contradiction avec leurs préférences et leur désir de travailler dans un emploi rémunéré (Gallup et BIT, 2017). En fait, à l'échelle mondiale, le déficit de soins est actuellement comblé par des «bénévoles» non rémunérés, estimés à 57 millions de personnes, dont un grand nombre sont des femmes qui ont renoncé aux possibilités d'emploi formel pour dispenser ces soins (BIT, 2017h). Le déficit en matière de soins et les mauvaises conditions d'emploi au sein de l'activité sont donc une source importante d'inquiétude pour l'avenir du travail et du bien-être social. Après tout, l'économie des soins est le pilier social de chaque vie humaine dans le monde.

Par conséquent, s'attaquer à ce problème aura des répercussions sur les résultats sur le marché du travail pour les femmes, un travail décent pour tous et des soins de qualité à long terme pour une population dont les besoins augmentent. Ces objectifs ne peuvent être atteints qu'à travers une approche multidimensionnelle afin de surmonter la discrimination fondée sur le sexe qui sous-estime le travail des femmes, rémunéré ou non. Cette question est inextricablement liée au défi que représente la prise en charge du déficit croissant de soins dans le monde. En outre, pour être efficaces, les réponses politiques doivent s'attaquer aux causes profondes de la ségrégation entre les sexes et diversifier les possibilités d'emploi pour les femmes et les hommes, en assouplissant les restrictions liées aux rôles sexospécifiques sur le lieu de travail. Des mesures doivent également être prises pour s'assurer que le travail de soins lui-même est décent. Ce processus commence, entre autres mesures, par la mise en place de salaires minima et de protections sociales pour tous, en particulier pour les prestataires de soins, ce qui contribuera à garantir que tous reçoivent un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Annexe A. Classification des pays et territoires par région et niveau de revenu

Afrique

Afrique du Nord

Algérie
Égypte
Libye
Maroc
Sahara occidental
Soudan
Tunisie

Afrique subsaharienne

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
République centrafricaine
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République démocratique
du Congo
Réunion
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan du Sud
Swaziland
Tanzanie, République-
Unie de
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

Amériques

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
(anciennement)
Argentine
Bahamas
Barbade
Belize
Bolivie, Etat plurinational de
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
République dominicaine
El Salvador
Equateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Iles Vierges américaines
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
Porto Rico
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-
et-les Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela, République
bolivarienne du

Amérique du Nord

Canada
Etats-Unis

Asie et Pacifique

Asie de l'Est

Chine
Corée, République de
Corée, République populaire
démocratique de
Hong-kong, Chine
Japon
Macao, Chine
Mongolie
Taiwan, Chine

Asie du Sud-Est et Pacifique

Australie
Brunéi Darussalam
Cambodge
Fidji
Guam
Iles Marshall
Iles Salomon
Indonésie
Kiribati
République démocratique
populaire lao
Malaisie
Micronésie, Etats fédérés de
Myanmar
Nauru
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Palau
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Polynésie française
Samoa
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam

Asie du Sud

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Inde
Iran, République islamique d'
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

Etats arabes

Arabie saoudite
Bahreïn
Emirats arabes unis
Iraq
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Territoire palestinien occupé
Qatar
République arabe syrienne
Yémen

Europe et Asie centrale

Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest

Albanie
Allemagne
Andorre
Autriche
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Ex-République yougoslave
de Macédoine
Finlande
France
Grèce
Iles Anglo-Normandes
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Saint-Marin
Serbie
Slovénie
Suède
Suisse

Europe de l'Est

Bélarus
Bulgarie
Hongrie
Moldova, République de
Pologne
Roumanie
Russie, Fédération de
Slovaquie
République tchèque
Ukraine

Asie centrale et de l'Ouest

Arménie
Azerbaïdjan
Chypre
Géorgie
Israël
Kazakhstan
Kirghizistan
Ouzbékistan
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie

Pays développés

Allemagne
Andorre
Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
(anciennement)
Arabie saoudite
Australie
Autriche
Bahamas
Bahreïn
Barbade
Belgique
Brunéi Darussalam
Canada
Chili
Corée, République de
Chypre
Danemark
Emirats arabes unis
Espagne
Estonie
Etats-Unis
Finlande
France
Grèce
Groenland
Guam
Guinée équatoriale
Guyane française
Hong-kong, Chine
Hongrie
Iles Anglo-Normandes
Iles Vierges américaines
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Koweït
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Macao, Chine
Malte
Martinique
Monaco
Norvège
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Oman
Pays-Bas
Pologne
Polynésie française
Porto Rico
Portugal
Qatar
Réunion
Royaume-Uni
Russie, Fédération de
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Marin
Seychelles
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Taïwan, Chine
République tchèque
Trinité-et-Tobago
Uruguay

Pays émergents (revenu intermédiaire de la tranche supérieure)

Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Argentine
Azerbaïdjan
Biélorus
Belize
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Bulgarie
Chine
Colombie
Costa Rica
Croatie
Cuba
République dominicaine
Equateur
Ex-République yougoslave
de Macédoine
Fidji
Gabon
Grenade
Iles Marshall
Iran, République islamique d'
Iraq
Jamaïque
Kazakhstan
Liban
Libye
Malaisie
Maldives
Maurice
Mexique
Mongolie
Monténégro
Namibie
Palau
Panama
Paraguay
Pérou
Roumanie
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Serbie
Suriname
Thaïlande
Tonga
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Tuvalu
Venezuela, République
bolivarienne du

Pays émergents (revenu intermédiaire de la tranche inférieure)

Arménie
Bangladesh
Bhoutan
Bolivie, Etat plurinational de
Cabo Verde
Cameroun
Congo
Côte d'Ivoire
Egypte
El Salvador
Géorgie
Ghana
Guatemala
Guyana
Honduras
Iles Salomon
Inde
Indonésie
Jordanie
Kenya
Kiribati
Kirghizistan
République démocratique
populaire lao
Lesotho
Maroc
Mauritanie
Micronésie, Etats fédérés de
Moldova, République de
Myanmar
Nauru
Nicaragua
Nigéria
Ouzbékistan
Pakistan
Territoire palestinien occupé
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Sahara occidental
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Soudan
Sri Lanka
Swaziland
République arabe syrienne
Tadjikistan
Timor-Leste
Ukraine
Vanuatu
Viet Nam
Yémen
Zambie

Pays en développement

Afghanistan
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
République centrafricaine
Comores
Corée, République populaire
démocratique de
Erythrée
Ethiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Haïti
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mozambique
Népal
Niger
Ouganda
République démocratique
du Congo
Rwanda
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan du Sud
Tanzanie, République-
Unie de
Tchad
Togo
Zimbabwe

Annexe B. Estimations et projections du marché du travail

Toutes les estimations mondiales et régionales relatives au marché du travail fournies dans ce rapport *Emploi et questions sociales dans le monde* sont issues des Modèles économétriques des tendances (TEM) de novembre 2017 du BIT. Le BIT a élaboré des modèles économétriques qui sont actualisés régulièrement et qui servent à produire des estimations des indicateurs du marché du travail pour les pays et les années pour lesquels les données nationales ne sont pas disponibles. Le BIT peut ainsi disposer d'estimations mondiales et régionales des indicateurs clés du marché du travail et des tendances qui s'y rapportent.

Les Modèles économétriques des tendances permettent de produire des estimations et d'établir des projections – ventilées par âge et par sexe le cas échéant – sur le chômage, l'emploi et la situation dans la profession. Le modèle fournit une série complète de données pour 189 pays. Les données nationales peuvent ensuite être agrégées pour établir des estimations régionales et mondiales d'indicateurs du marché du travail tels que le taux de chômage et le ratio emploi-population.

Avant d'exploiter les Modèles économétriques des tendances, les spécialistes de l'information sur le marché du travail du Département de la recherche, en coopération avec ILOSTAT et les spécialistes des bureaux extérieurs de l'OIT, évaluent les données nationales existantes et ne sélectionnent que les observations jugées suffisamment comparables d'un pays à l'autre, en se fondant sur les critères suivants: i) le type de source de données; ii) la couverture géographique; et iii) la couverture par tranche d'âge.

En ce qui concerne le premier critère, les données doivent être issues d'une enquête sur la main-d'œuvre ou d'un recensement pour être intégrées dans le modèle. Les enquêtes nationales sur la main-d'œuvre sont généralement similaires d'un pays à l'autre et leurs données sont plus facilement comparables que celles qui proviennent d'autres sources. Une préférence stricte est donc accordée aux données provenant de ces enquêtes dans le processus de sélection. Toutefois, de nombreux pays en développement n'étant pas en mesure de mener ce type d'enquêtes, ils communiquent des informations issues de recensements de la population. Certaines de ces données sont intégrées dans le modèle, du fait de la nécessité de concilier les impératifs contradictoires que sont la comparabilité et la couverture.

Pour ce qui est de la couverture géographique, seuls les indicateurs du marché du travail représentatifs à l'échelle nationale (c'est-à-dire non excessivement limités géographiquement) sont intégrés. Les observations qui ne correspondent qu'à des zones urbaines ou qu'à des zones rurales ne sont pas prises en compte, car il existe généralement de grandes disparités entre marché du travail rural et marché du travail urbain, et que l'utilisation de données partielles ne serait pas cohérente avec des données de référence comme le PIB.

Le troisième critère est que les tranches d'âge couvertes par les données observées doivent être suffisamment comparables d'un pays à l'autre. Les pays transmettent des données pour diverses tranches d'âge, et la tranche d'âge sélectionnée peut avoir une incidence sur la valeur observée d'un indicateur du marché du travail donné.

Outre les informations fournies par les pays, les modèles économétriques se fondent sur les sources de référence suivantes:

- Les perspectives de la population mondiale (World Population Prospects), révision de 2017, des Nations Unies, pour les estimations et les projections de population;
- ILO Labour Force Estimates and Projections (LFEP), révision de 2017, pour les estimations et les projections du BIT relatives à la main-d'œuvre;
- Les données du FMI et de la Banque mondiale sur le PIB (PIB par habitant en PPA et taux de croissance du PIB) issues des bases de données Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale) et Perspectives de l'économie mondiale (FMI), octobre 2017;
- Les estimations sur la pauvreté provenant de la base de données PovcalNet de la Banque mondiale.

Estimations des indicateurs du marché du travail

Les Modèles économétriques des tendances produisent des estimations de taux de chômage pour les pays et les années pour lesquels on ne dispose pas de données nationales. Des régressions multivariées sont calculées séparément pour différentes régions du monde en effectuant une régression du taux de chômage, ventilé par âge et par sexe (jeunes hommes, jeunes femmes, adultes hommes,

adultes femmes), sur le taux de croissance du PIB. Les régressions sont pondérées afin de corriger les distorsions résultant du fait que les pays qui communiquent des taux de chômage différent (sur des points statistiquement importants) de ceux qui ne le font pas¹.

Une estimation provisoire est donnée pour 2017, en utilisant les informations trimestrielles et mensuelles disponibles au moment de la rédaction du présent rapport (novembre 2017). Le modèle estime également la situation dans la profession en utilisant des techniques similaires pour imputer les valeurs manquantes pour un pays. Outre le taux de croissance du PIB, les variables utilisées comme variables explicatives sont la part de la valeur ajoutée des trois grands secteurs dans le PIB, le PIB par habitant et le pourcentage de la population vivant en zone urbaine. D'autres modèles économétriques sont utilisés pour produire des estimations mondiales et régionales de la pauvreté au travail et de l'emploi par catégorie de revenus (Kapsos et Bourmpoula, 2013).

Projections des indicateurs du marché du travail

Les projections de taux de chômage sont établies sur la base de la relation passée entre taux de chômage et croissance du PIB au cours de la pire période de crise ou de récession survenue dans chaque pays entre 1991 et 2005, et au cours de la période de reprise correspondante². Pour ce faire, les termes d'interaction des variables muettes de la crise et de la reprise avec la croissance du PIB ont été introduits dans des régressions à effets fixes sur données de panel³. Plus précisément, on a opéré une régression du taux de chômage logistiquement transformé sur un ensemble de covariables, dont le taux de chômage décalé, le taux de croissance du PIB, le taux de croissance du PIB décalé et une série de covariables consistant en l'interaction de la variable muette de la crise et de la variable muette de l'année de reprise avec chacune des autres variables.

Des régressions sur données de panel séparées ont été appliquées à trois groupes de pays constitués sur la base des éléments suivants:

- 1) proximité géographique et similitudes économiques ou institutionnelles;
- 2) niveaux de revenu⁴;
- 3) degré de dépendance vis-à-vis des exportations (mesuré par la part des exportations dans le PIB)⁵.

La logique qui sous-tend ces regroupements est la suivante: les pays appartenant à une même zone géographique ou présentant des caractéristiques économiques ou institutionnelles similaires ont tendance à être touchés de la même manière par la crise et à avoir recours à des mécanismes analogues pour en atténuer les effets sur leur marché du travail. En outre, les pays d'une même zone géographique entretiennent souvent des liens financiers et commerciaux étroits, si bien que la crise risque de se propager d'une économie aux économies voisines (par exemple les perspectives de l'économie et de l'emploi du Canada sont étroitement liées à celles des États-Unis). Les pays de même niveau de revenu possèdent également le plus souvent des institutions du marché du travail similaires (des mesures de protection sociale par exemple) et des capacités analogues de mise en œuvre d'une

1. Par exemple, si, dans une région donnée, on utilise la moyenne simple du taux de chômage des pays qui fournissent des données pour estimer le taux de chômage de cette région, et que le taux de chômage des pays qui ne fournissent pas de données est très différent, on obtient un résultat biaisé si l'on n'applique pas de mécanisme de correction. La méthode des «moindres carrés pondérés» utilisée dans les Modèles économétriques des tendances corrige cet éventuel problème.

2. La période de crise s'étend de l'année au cours de laquelle le pays a enregistré la plus forte baisse du taux de croissance du PIB à «l'année charnière» au cours de laquelle la croissance a atteint son plus bas niveau depuis le déclenchement de la crise, avant de commencer à repartir à la hausse pour retrouver son niveau d'avant la crise. La période de reprise s'étend de «l'année charnière» à l'année au cours de laquelle la croissance a retrouvé son niveau d'avant la crise.

3. Afin de faire une projection de chômage sur la période de reprise, les variables muettes de la période de crise et de l'année de reprise sont corrigées sur la base de la définition suivante: un pays a été considéré comme «actuellement en crise» si la chute de croissance du PIB après 2007 était supérieure à 75 pour cent de la valeur absolue de l'écart type de la croissance du PIB au cours de la période 1991-2008, ou supérieure à 3 points de pourcentage.

4. Les groupes de revenu correspondent à la classification de la Banque mondiale en quatre catégories, en fonction du revenu national brut (RNB) par habitant de 2008 (calculé selon la méthode Atlas): moins de 975 dollars E.-U. pour les pays à faible revenu; de 976 à 3855 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; de 3856 à 11905 dollars pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; et plus de 11906 dollars pour les pays à revenu élevé.

5. La classification des pays par degré de dépendance aux exportations est la suivante: très fortement dépendant (exportations ≥ 70 pour cent du PIB); fortement dépendant (exportations < 70 pour cent mais ≥ 50 pour cent du PIB); moyennement dépendant (exportations < 50 pour cent mais ≥ 20 pour cent du PIB); et peu dépendant (exportations < 20 pour cent du PIB).

politique de relance budgétaire et d'autres mesures destinées à neutraliser les effets de la crise. Enfin, la baisse des exportations ayant été le principal canal de transmission de la crise des pays développés aux pays en développement, les pays ont été regroupés selon leur degré d'exposition à ce vecteur, mesuré par la part des exportations dans le PIB. L'effet de la crise sur les marchés du travail par le canal des exportations dépend aussi du type d'exportations concernées (les secteurs de l'économie touchés), de la part de la valeur ajoutée nationale dans les exportations et de l'importance relative de la consommation intérieure (par exemple des pays possédant un vaste marché intérieur comme l'Inde et l'Indonésie se sont avérés moins vulnérables que des pays tels que Singapour et la Thaïlande). Ces caractéristiques sont prises en compte au moyen d'effets fixes dans les régressions.

En plus de ces régressions sur données de panel, des régressions ont été effectuées au niveau national pour les pays pour lesquels on disposait de suffisamment de données. Les régressions par pays selon la méthode des moindres carrés ordinaires ont intégré les mêmes variables que les régressions sur données de panel.

Afin de tenir compte de l'incertitude entourant les perspectives de croissance du PIB, ainsi que de la difficulté de mesurer le rapport entre PIB et taux de chômage pour l'ensemble des pays, dix régressions linéaires (similaires) à effets mixtes sur plusieurs niveaux (modèles à coefficient et point d'intersection à l'origine variables) sont utilisées. La principale composante qui change d'une version à l'autre est la structure de retard des variables indépendantes. La supériorité possible de ces modèles tient au fait que la structure de panel est pleinement exploitée (par exemple degrés de liberté accrus), mais aussi qu'ils permettent de calculer des coefficients pour chaque unité (pays), en tenant compte de l'hétérogénéité non observée au niveau des groupes et en corrigeant ce qui est considéré comme une faiblesse du modèle à effets aléatoires, à savoir que les variables indépendantes ne sont pas corrélées avec le terme des effets aléatoires.

Globalement, la projection finale a été établie en calculant la moyenne simple des estimations obtenues à partir des régressions des trois groupes et également des régressions au niveau national pour les pays pour lesquels on disposait de suffisamment de données. Pour certains pays (40 sur 189), la moyenne d'un autre ensemble de combinaisons de prévisions a été établie sur la base d'une évaluation critique afin de représenter de façon plus réaliste les tendances récentes observées dans les prévisions économiques de chaque pays.

Modèle de projection à court terme

Pour 41 pays, les premières estimations du chômage pour 2017 et les projections pour 2018 et 2019 se fondent sur les résultats d'un modèle de projection à court terme par pays. Le BIT tient à jour une base de données sur les flux de chômage mensuels et trimestriels qui contient des informations sur les flux d'entrée et de sortie, calculées à partir des données sur le chômage en fonction de la durée, en suivant les méthodologies proposées par Shimer (2012) et par Elsby, Hobijn et Sahin (2013). Une multitude de modèles sont générés pour calculer soit directement le taux de chômage, soit les flux d'entrée et de sortie au moyen des techniques ARIMA (modèle mixte intégré autorégressif et de moyennes mobiles) et VARX (autorégression vectorielle à variable exogène) et de méthodes de combinaison des prévisions. Le modèle de projection à court terme repose sur plusieurs variables explicatives, parmi lesquelles l'incertitude des recruteurs (Ernst et Viegelahn, 2014), l'incertitude liée à la politique économique (Baker, Bloom et Davis, 2015), les prévisions macroéconomiques d'Oxford Economics et du baromètre ManpowerGroup des perspectives d'emploi. Tous les modèles sont établis à l'horizon de huit trimestres avec une pseudo-évaluation des prévisions hors échantillon commençant au 1^{er} trimestre 2009, et cinq modèles sont choisis selon une pondération de la moyenne et l'erreur de prévision maximale. La moyenne des prévisions des cinq premiers modèles est ensuite établie.

Estimations et projections de l'emploi par activité économique

En plus des indicateurs du marché du travail mentionnés plus haut, ce rapport présente des estimations et des projections sur la répartition de la population active occupée par secteur d'activité économique. Ces estimations et projections utilisent comme source principale les données d'ILOSTAT sur l'«emploi par sexe et activité économique» disponibles, complétées par des données sur l'emploi sectoriel provenant de l'OCDE. Les données sur la valeur ajoutée par activité proviennent de la base de données de

la Division de la statistique des Nations Unies, système de comptabilité nationale – principaux agrégats des comptes nationaux (UNSD SNAAMA, décembre 2016). Elles ont été complétées par celles de l'Economist Intelligence Unit (EIU). Les variables démographiques utilisées dans le modèle proviennent des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) et des Perspectives de l'urbanisation mondiale des Nations Unies, ainsi que des Estimations et projections de main-d'œuvre du BIT. Les autres sources de données pour les variables explicatives sont les Perspectives de l'économie mondiale du FMI, les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et les Statistiques financières internationales du FMI. Sont prises en compte les variables explicatives suivantes: PIB par habitant, production par travailleur, investissement, exportations de biens, importations de biens, dépenses de consommation finale des administrations publiques, formation brute de capital, commerce des services, indice du taux de change effectif réel, valeur ajoutée par secteur, rapport femmes-hommes dans la population active âgée de 30 à 64 ans, part de la population urbaine dans la population totale, part des moins de 15 ans et des plus de 65 ans dans la population totale, part des salariés dans l'emploi total. Les estimations et les projections sont établies selon une méthodologie en trois étapes: i) effectuer des régressions sur plusieurs combinaisons de variables explicatives possibles; ii) sélectionner les combinaisons pour lesquelles la qualité d'ajustement est la meilleure; et iii) exécuter une procédure de «bootstrap» sur ces paramètres et calculer pour chaque région géographique et chaque secteur l'erreur quadratique moyenne (EQM). A ce stade, l'EQM est produite non seulement pour ces combinaisons, mais aussi pour la prévision moyenne de toutes les combinaisons retenues, la moyenne des trois meilleures et des cinq meilleures. On choisit ensuite pour chaque secteur ou profession et pour chaque région l'estimateur qui présente l'EQM la plus faible en vue de procéder aux estimations finales. Enfin, certains ajustements sont apportés aux estimations afin de faire en sorte que la somme des parts dans toutes les catégories soit égale à 100 et que la somme des hommes et des femmes travaillant dans un secteur donné soit égale au nombre estimé pour les deux sexes.

Les secteurs pour lesquels des estimations sont établies proviennent d'une classification propre au BIT qui permet d'assurer la plus grande cohérence possible entre les révisions 3 et 4 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). Les secteurs A, B, C, F, G, I, K, O, P et Q correspondent à la CITI Rév. 4. En outre, les secteurs agrégés suivants sont définis:

- *Distribution d'électricité, de gaz et d'eau* est composé des secteurs D et E
- *Transport, entreposage et communication* est composé des secteurs H et J
- *Activités immobilières et de services aux entreprises* est composé des secteurs L, M et N
- *Autres activités de services* est composé des secteurs R, S et T.

Indice des troubles sociaux

L'indice des troubles sociaux sert à mesurer le climat social dans les différents pays. Il est établi à partir des données rassemblées par le projet Global Database of Events, Language, and Tone (GDELT) sur des événements survenus dans le monde et classés dans la catégorie «actions de protestation» (code 14 dans la base de données). De nombreux types d'actions de protestation sont répertoriés, tels que les manifestations de rue, les émeutes, les rassemblements, les boycottages, les barrages routiers et les grèves. Ces actions ne sont pas forcément violentes mais témoignent toujours d'un mécontentement à l'égard de la situation sociale, politique ou économique du pays.

L'indice, dont l'échelle varie de 0 à 100, est calculé par une transformation logarithmique de la part des actions de protestation dans le nombre total d'événements survenus au cours d'une année dans un pays et compilés par le projet GDELT. L'indice est de 100 lorsque les actions de protestation représentent plus de 15 pour cent des événements.

Les troubles sociaux sont une notion relative. Une valeur égale dans deux pays ne traduit pas un climat social identique en raison des différences inhérentes à la culture, à l'histoire et aux méthodes de production de l'information de chaque pays. L'indice des troubles sociaux permet de faire des comparaisons internationales et de repérer les pays ou les régions en proie à l'agitation sociale. Il est toutefois erroné sur le plan conceptuel d'affirmer par exemple qu'un pays connaît 10 pour cent de troubles de plus qu'un autre.

Annexe C. Evolution des estimations et projections: comparaison des Modèles économétriques des tendances 2017 et 2016

Comme dans les précédentes éditions des Modèles économétriques des tendances, les niveaux et les taux de chômage mondiaux et régionaux ont été révisés afin de tenir compte des nouvelles informations sur le chômage ainsi que des révisions des données rétrospectives et des projections de population active et de croissance économique.

Tableau C1

Comparaison des niveaux et des taux de chômage mondiaux, novembre 2016 et novembre 2017

	2005	2010	2015	2016	2017p	2018p
Chômeurs (millions)						
Nov. 2016 (estimations précédentes)	188,7	195,0	194,5	197,7	201,1	203,8
Nov. 2017 (estimations révisées)	180,2	184,8	184,6	190,1	192,7	192,3
Différence	-8,5	-10,2	-9,9	-7,6	-8,4	-11,5
Taux de chômage (pourcentage)						
Nov. 2016 (estimations précédentes)	6,2	6,1	5,7	5,7	5,8	5,8
Nov. 2017 (estimations révisées)	6,0	5,8	5,5	5,5	5,6	5,5
Différence (points de pourcentage)	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2016, et Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

L'écart entre les estimations et projections de chômage des Modèles économétriques des tendances de novembre 2017 et de novembre 2016 est dû à trois grands facteurs: 1) les révisions rétrospectives des taux de chômage; 2) les révisions des estimations de main-d'œuvre; et 3) les révisions des prévisions. La figure C1 indique la contribution de chacun de ces facteurs à la révision des chiffres du chômage au niveau mondial et pour chaque groupe de revenu.

Révision rétrospective des taux de chômage: La révision du nombre de chômeurs résulte principalement des réévaluations rétrospectives des données pour les raisons suivantes:

Application systématique de la définition du chômage du BIT à tous les pays: Afin d'assurer la comparabilité internationale des données, le BIT a entrepris un grand travail de collecte et d'analyse des microdonnées issues des enquêtes sur la main-d'œuvre pour obtenir une mesure fiable des taux de chômage, notamment par l'application stricte de la définition établie par la Conférence internationale des statisticiens du travail¹. Ce travail a entraîné d'importantes révisions des taux de chômage déclarés pour 16 pays². Ces changements ont fait baisser les effectifs mondiaux de chômeurs de 6,4 millions, essentiellement dans les pays émergents.

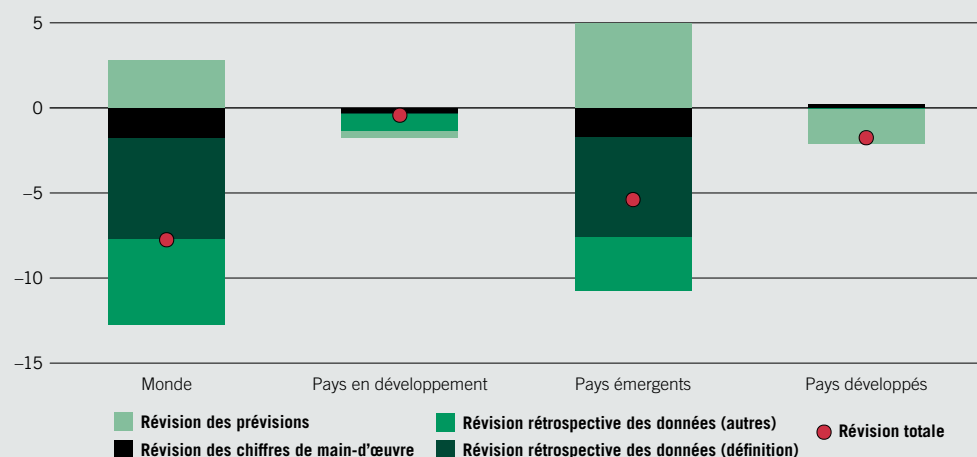
Introduction de nouvelles données sur les taux de chômage provenant des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre: Les Modèles économétriques des tendances de novembre 2017 intègrent 196 observations communiquées supplémentaires (dont 103 correspondent à 2016) par rapport aux modèles de novembre 2016, notamment des informations sur le taux de chômage dans quatre pays (Angola, Guinée, Togo et Turkménistan) qui faisait jusque-là l'objet d'une estimation. Ces changements ont fait baisser le niveau du chômage mondial de 3,5 millions. En outre, l'estimation du chômage mondial tient désormais compte du Soudan du Sud, ce qui ajoute 0,6 million au nombre de chômeurs dans le monde.

1. Selon la Résolution I adoptée par la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail, une personne est au chômage si elle remplit trois critères au cours de la période de référence: i) elle n'est pas en emploi, ii) elle recherche un emploi et iii) elle est disponible pour occuper un poste de travail.

2. A savoir Angola, Etat plurinational de Bolivie, El Salvador, Ghana, Honduras, Indonésie, Lesotho, Mali, Mongolie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Samoa et Sierra Leone.

Figure C1

Décomposition de la révision du chômage, 2017



Source: Calculs du BIT basés sur les Modèles économétriques des tendances, novembre 2016, et les Modèles économétriques des tendances, novembre 2017.

Suppression de données incohérentes: 42 résultats de taux de chômage ont été supprimés des modèles en raison d'incohérences telles que des ruptures dans les séries chronologiques, le plus souvent dues au manque de microdonnées disponibles. C'est le cas notamment pour la République dominicaine (1991-2004), Maurice (1992-2000) et le Pérou (1992-93).

Révision des estimations de main-d'œuvre: Les Modèles économétriques des tendances de novembre 2017 se fondent sur la dernière mise à jour (octobre 2017) du taux d'activité calculé par le modèle d'estimations et de projections de main-d'œuvre (Labour Force Estimates and Projections – LFEP) du BIT, à partir de la révision de 2017 de la base de données des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) des Nations Unies. Dans les Modèles de novembre 2016, la main-d'œuvre mondiale avait été révisée à la baisse à hauteur de 1,6 million en moyenne annuelle sur la période 1991-2019 et de 3,3 millions en moyenne annuelle sur la période 2015-2019. Dans le modèle de 2017, les chiffres révisés de la main-d'œuvre ont réduit de 1,7 million l'effectif des chômeurs.

Révision des prévisions: L'intégration de nouvelles données de meilleure qualité, comme indiqué plus haut, a entraîné une modification des prévisions de taux de chômage. Le chômage mondial a été revu à la hausse avec 2,7 millions de chômeurs de plus, ce qui signifie que la trajectoire du chômage pour les années 2016 et 2017 avait été sous-estimée dans la précédente édition des Modèles économétriques des tendances. Il est important de noter que les prévisions ont été révisées à la baisse dans les pays développés et en développement, mais à la hausse dans les pays émergents.

Annexe D. Pays, sources et périodes pris en compte pour l'analyse des conditions d'emploi au niveau sectoriel

Pays/territoire	Source	Période	Emploi vulnérable	Emploi informel	Emploi temporaire	Emploi à temps partiel	Durée du travail excessive	Sous-emploi
Développés								
Autriche	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Belgique	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Brunéi Darussalam	Labour Force Survey	2014	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Chili	Encuesta Nacional de Empleo	2017M7	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Chypre	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Danemark	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Espagne	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Estonie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Finlande	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
France	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Grèce	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Hongrie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Irlande	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Islande	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Italie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Lettonie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Lituanie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Luxembourg	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Malte	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Norvège	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Pays-Bas	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Pologne	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Portugal	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Royaume-Uni	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Slovaquie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Slovénie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Suède	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Suisse	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
République tchèque	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Uruguay	Encuesta Continua de Hogares	2016T4	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Revenu intermédiaire tranche supérieure								
Afrique du Sud	Quarterly Labour Force Survey	2017T2	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Albanie	Labour Force Survey	2013T4	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Argentine	Encuesta Permanente de Hogares	2017T1	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Botswana	Core Welfare Indicators Survey	2009	✓	✗	✓	✓	✓	✗
Brésil	Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios	2017T2	✓	✗	✗	✓	✓	✓
Bulgarie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Colombie	Gran Encuesta Integrada de Hogares	2017M7	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Croatie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Rép. dominicaine	Encuesta de Fuerza de Trabajo	2015T4	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Equateur	Encuesta Nacional de Empleo y Desempleo	2017T3	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mexique	Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo	2017T2	✓	✗	✓	✓	✓	✗
Namibie	Labour Force Survey	2016	✓	✓	✓	✓	✓	✗

Pays/territoire	Source	Période	Emploi vulnérable	Emploi informel	Emploi temporaire	Emploi à temps partiel	Durée du travail excessive	Sous-emploi
Revenu intermédiaire tranche supérieure (suite)								
Panama	Encuesta de Mercado Laboral	2016	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Pérou	Encuesta Nacional de Hogares	2016	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Roumanie	Enquête européenne sur les forces de travail	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Russie, Fédération de	Labour Force Survey	2015T4	✓	✗	✓	✓	✓	✗
Samoa	Labour Force Survey	2012	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Serbie	Labour Force Survey	2017T2	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Thaïlande	Labour Force Survey	2015T4	✓	✗	✗	✓	✓	✓
Turquie	Labour Force Survey	2015	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Revenu intermédiaire tranche inférieure								
Angola	Inquerito de Indicadores Básicos do Bem-Estar	2011	✓	✓	✓	✗	✗	✗
Arménie	Labour Force Survey	2015T4	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bangladesh	Labour Force Survey	2013	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bolivie, Etat plur. de	Encuesta de Hogares	2015	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Cambodge	Labour Force Survey	2012	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Cameroun	Enquête camerounaise auprès des ménages	2007	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Côte d'Ivoire	Enquête nationale sur la situation de l'emploi et le secteur informel	2016	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Egypte	Labour Force Survey	2016	✓	✓	✓	✓	✓	✓
El Salvador	Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples	2016	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ghana	Living Standards Survey	2013	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Guatemala	Encuesta Nacional de Empleo e Ingresos	2017T1	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Honduras	Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples	2016	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Inde	National Sample Survey	2012	✓	✓	✗	✓	✗	✗
Indonésie	Labour Force Survey	2017T1	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Kenya	Labour Force Survey	1999	✓	✗	✗	✗	✓	✗
Rép. démocratique populaire lao	Labour Force Survey	2010	✓	✗	✗	✓	✓	✓
Moldova, République de	Labour Force Survey	2017T2	✓	✗	✗	✓	✓	✓
Mongolie	Labour Force Survey	2016T4	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Myanmar	Labour Force Survey	2015	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Nicaragua	Encuesta de Medición de Nivel de Vida	2014	✓	✗	✗	✓	✓	✗
Pakistan	Labour Force Survey	2015T2	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Territoire palestinien occupé	Labour Force Survey	2015	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Philippines	Labour Force Survey	2017T1	✓	✗	✓	✓	✓	✗
Sri Lanka	Labour Force Survey	2013	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Timor-Leste	Labour Force Survey	2013	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tunisie	Enquête nationale sur la population et l'emploi	2013	✓	✗	✗	✗	✗	✗
Viet Nam	Labour Force Survey	2014T4	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Yémen	Labour Force Survey	2014T4	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Pays/territoire	Source	Période	Emploi vulnérable	Emploi informel	Emploi temporaire	Emploi à temps partiel	Durée du travail excessive	Sous-emploi
En développement								
Burkina Faso	Enquête multisectorielle continue	2014	✓	✗	✓	✓	✓	✗
Gambie	Labour Force Survey	2012	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Libéria	Labour Force Survey	2010	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Madagascar	Labour Force Survey	2012	✓	✗	✓	✓	✓	✗
Mali	Enquête modulaire et permanente auprès des ménages	2015	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Népal	Labour Force Survey	2008	✓	✓	✗	✓	✓	✓
Niger	Enquête nationale sur les conditions de vie des ménages et l'agriculture	2011	✓	✓	✓	✗	✓	✓
Ouganda	Labour Force Survey	2012	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Rwanda	Integrated Household Living Conditions Survey	2014	✓	✗	✓	✗	✓	✓
Sénégal	Enquête nationale sur l'emploi	2015	✓	✓	✓	✗	✓	✗
Sierra Leone	Labour Force Survey	2014	✓	✗	✓	✓	✓	✓
Tanzanie, République-Unie de	Labour Force Survey	2014	✓	✓	✓	✓	✓	✗
Togo	Questionnaire unifié des Indicateurs de base du bien-être	2011	✗	✗	✗	✓	✓	✗
Zimbabwe	Labour Force Survey	2011	✓	✗	✓	✓	✗	✓

Note: T indique le trimestre et M le mois où l'enquête a été réalisée.

Annexe E. Statistiques sur l'emploi et les questions sociales par région, selon la classification de l'OIT

Toutes les données par pays et par région présentées dans ce rapport sont accessibles via le portail interactif sur l'emploi et les questions sociales dans le monde à l'adresse <www.ilo.org/wesodata>.

Tableau E1

Taux de chômage et chômage total: tendances et projections 2007-2019

Pays/région	Taux de chômage, 2007-2019 (pourcentage)				Chômeurs, 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Monde		5,6	5,5	5,5	192,7	192,3	193,6
Pays en développement		5,3	5,3	5,3	15,6	16,1	16,6
Pays émergents		5,6	5,5	5,5	143,0	143,4	144,6
Pays développés		5,7	5,5	5,4	34,1	32,8	32,4
Afrique du Nord		11,7	11,5	11,4	8,7	8,7	8,7
Afrique subsaharienne		7,2	7,2	7,3	29,1	30,2	31,3
Amérique latine et Caraïbes		8,2	7,9	7,7	25,5	24,8	24,4
Amérique du Nord		4,7	4,5	4,6	8,5	8,3	8,5
Asie de l'Est		4,5	4,5	4,6	41,8	41,8	42,0
Asie du Sud-Est et Pacifique		3,4	3,4	3,5	11,7	12,0	12,4
Asie du Sud		4,1	4,1	4,1	29,5	29,7	30,2
Etats arabes		8,5	8,3	8,4	4,7	4,8	4,9
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		8,5	8,0	7,8	18,6	17,7	17,0
Europe de l'Est		5,5	5,3	5,1	8,1	7,6	7,3
Asie centrale et de l'Ouest		8,6	8,6	8,6	6,7	6,7	6,8

Note: Voir l'annexe A pour la classification des pays par région géographique et niveau de revenu.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

Tableau E2

Taux d'emploi vulnérable et emploi vulnérable total: tendances et projections 2007-2019

Pays/région	Taux d'emploi vulnérable, 2007-2019 (pourcentage)				Emploi vulnérable, 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Monde		42,5	42,6	42,7	1391,3	1409,0	1426,4
Pays en développement		76,5	76,4	76,4	211,8	218,5	225,3
Pays émergents		46,2	46,2	46,3	1122,8	1134,0	1144,8
Pays développés		10,0	9,9	9,9	56,7	56,5	56,3
Afrique du Nord		30,4	30,4	30,3	19,8	20,2	20,6
Afrique subsaharienne		72,1	72,1	72,2	270,7	279,3	288,2
Amérique latine et Caraïbes		32,2	32,1	32,1	91,5	93,1	94,4
Amérique du Nord		6,8	6,7	6,7	11,8	11,8	11,7
Asie de l'Est		31,2	31,1	31,0	276,6	275,1	273,5
Asie du Sud-Est et Pacifique		46,2	46,1	46,0	154,5	156,1	157,6
Asie du Sud		72,1	72,0	71,9	498,7	505,7	512,6
Etats arabes		17,8	17,8	17,8	9,1	9,3	9,5
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		11,3	11,2	11,1	22,7	22,7	22,6
Europe de l'Est		10,6	10,6	10,6	14,6	14,5	14,4
Asie centrale et de l'Ouest		30,1	29,7	29,5	21,2	21,3	21,4

Note: Voir l'annexe A pour la classification des pays par région géographique et niveau de revenu.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

Tableau E3

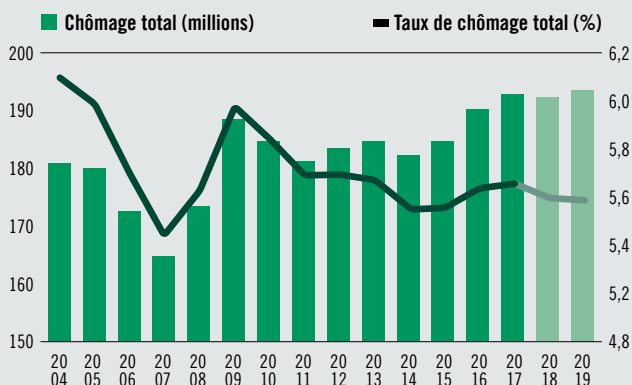
Taux de pauvreté au travail et nombre de travailleurs pauvres: tendances et projections 2007-2019

Pays/région	Taux de pauvreté au travail, 2007-2019 (pourcentage)				Travailleurs en situation de pauvreté extrême et modérée, 2017-2019 (millions)		
	2007-2016	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Total pays émergents et en développement		27,2	26,2	25,3	731,1	712,6	695,2
Pays en développement		68,6	67,5	66,3	186,8	189,5	192,1
Pays émergents		22,5	21,5	20,5	544,2	523,1	503,1
Afrique du Nord		25,1	24,6	24,1	16,4	16,4	16,4
Afrique subsaharienne		60,8	60,0	59,0	228,4	232,2	235,7
Amérique latine et Caraïbes		8,7	8,5	8,1	24,9	24,5	23,8
Asie de l'Est		9,7	8,7	7,9	86,1	77,3	69,9
Asie du Sud-Est et Pacifique		19,6	18,4	17,4	65,6	62,5	59,6
Asie du Sud		42,7	40,6	38,7	295,5	285,5	275,9
Etats arabes		20,5	20,5	20,1	10,5	10,7	10,8
Europe de l'Est		0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Asie centrale et de l'Ouest		5,5	5,1	4,6	3,9	3,6	3,3

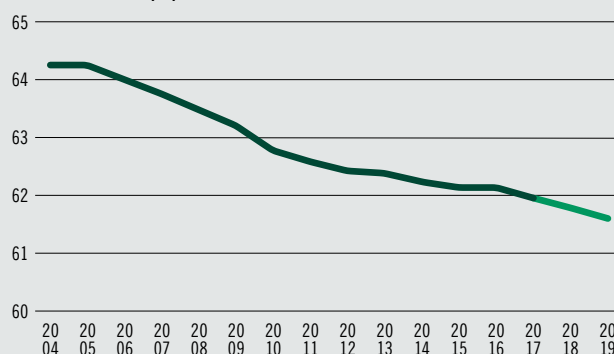
Note: Voir l'annexe A pour la classification des pays par région géographique et niveau de revenu. Le taux de pauvreté au travail correspond à la part de la population employée en situation de pauvreté extrême ou modérée, c'est-à-dire avec un revenu ou une consommation par tête inférieur à 3,10 dollars PPA par jour.

Source: Modèles économétriques des tendances du BIT, novembre 2017.

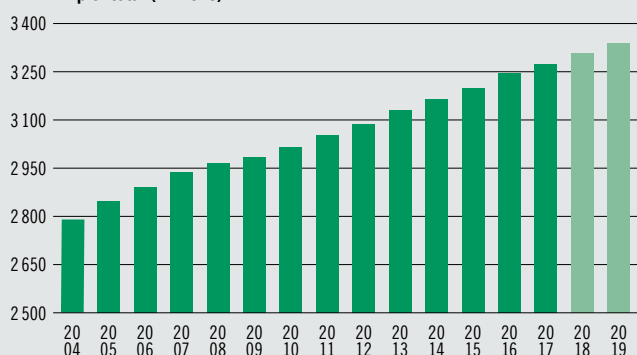
Monde



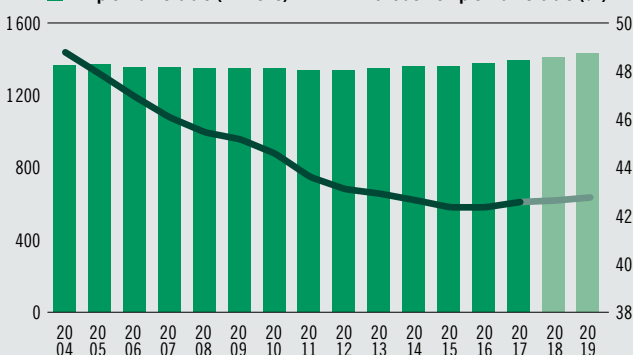
Taux d'activité (%)



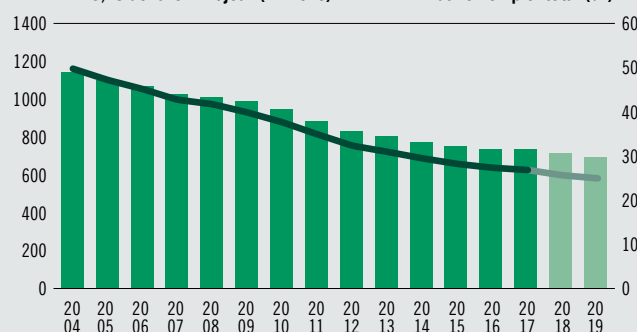
Emploi total (millions)



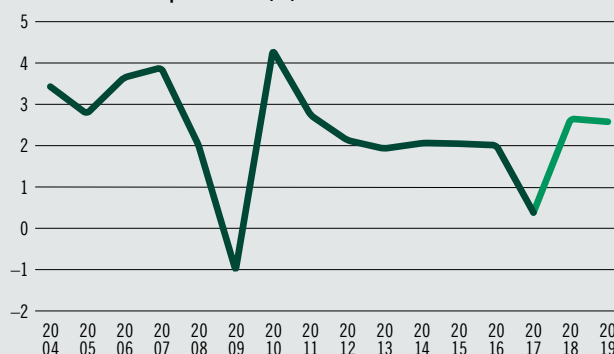
Emploi vulnérable (millions)



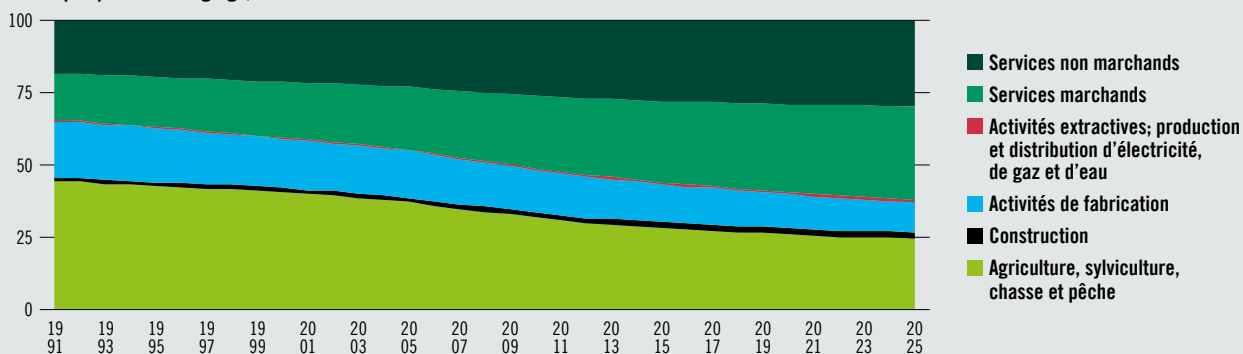
Travailleurs pauvres: <3,10 dollars PPA/jour (millions)



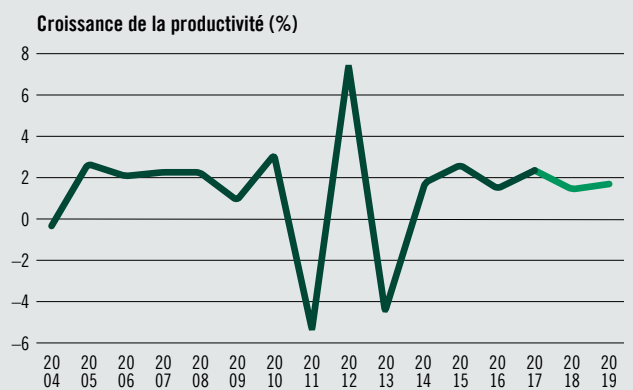
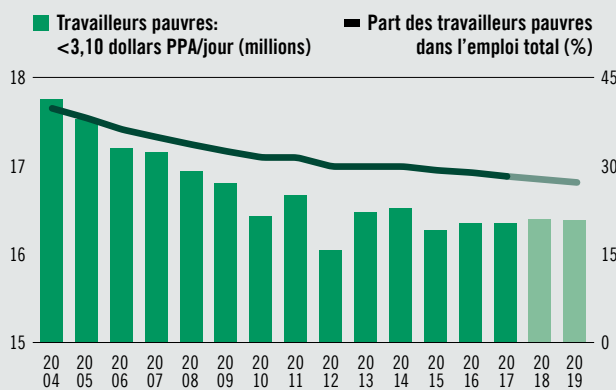
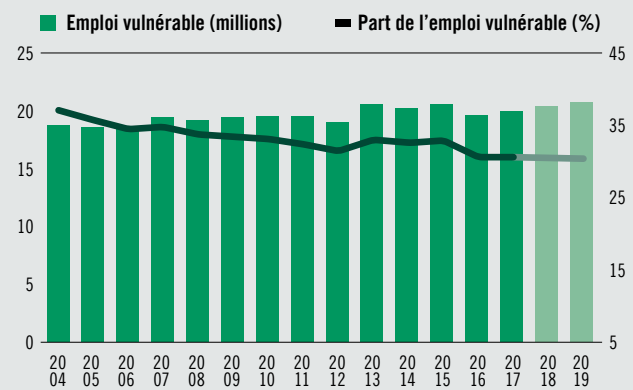
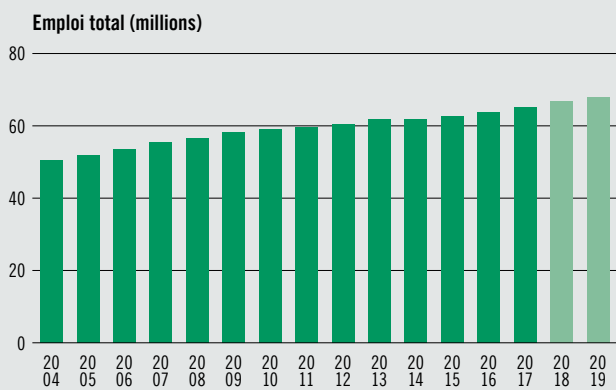
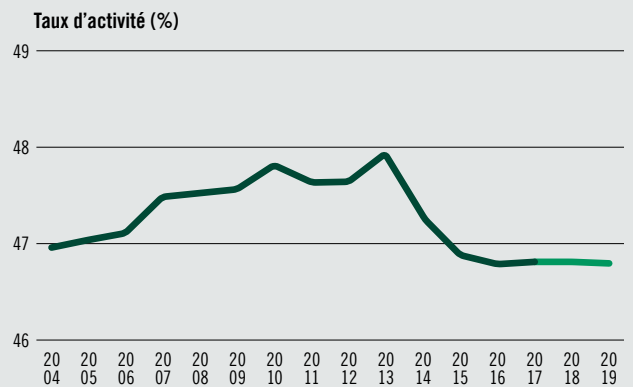
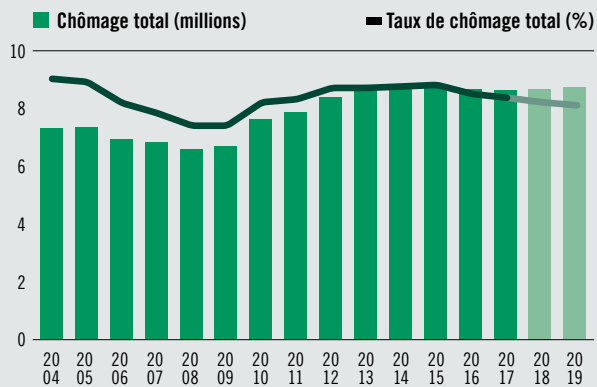
Croissance de la productivité (%)



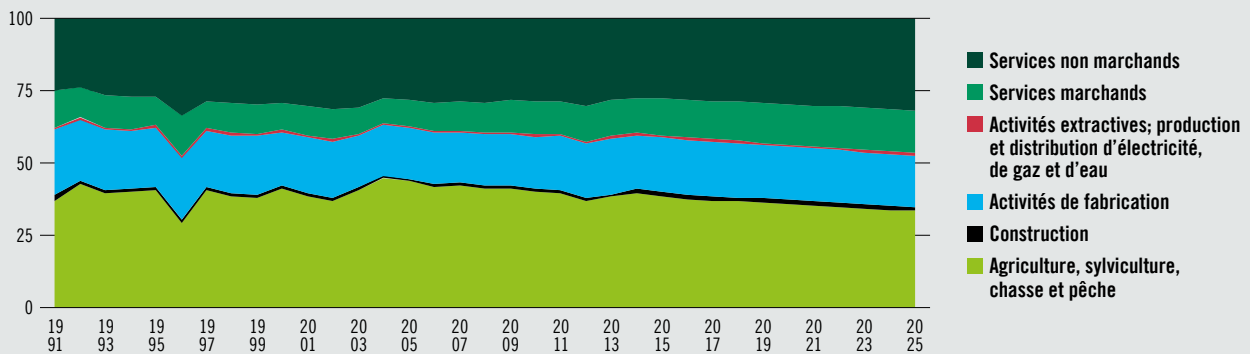
Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)



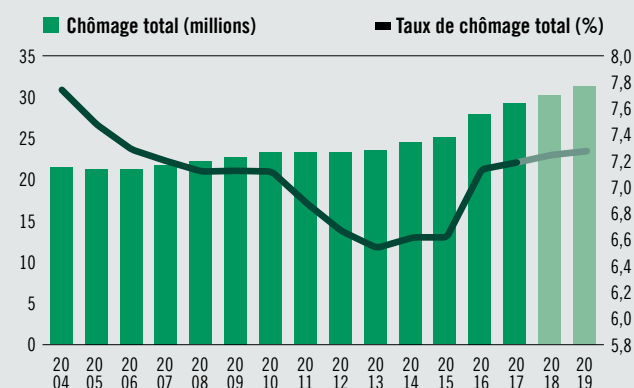
Afrique du Nord



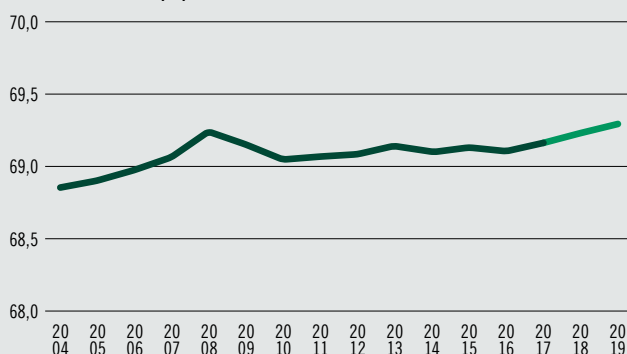
Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)



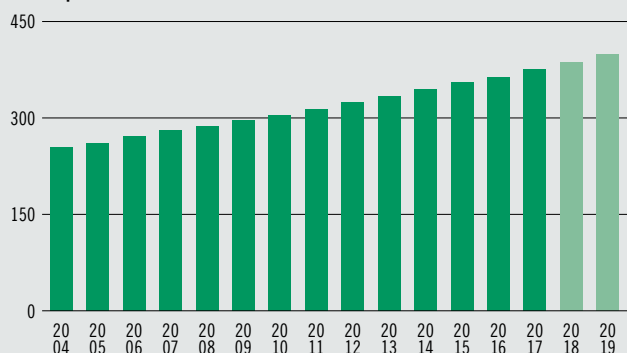
Afrique subsaharienne



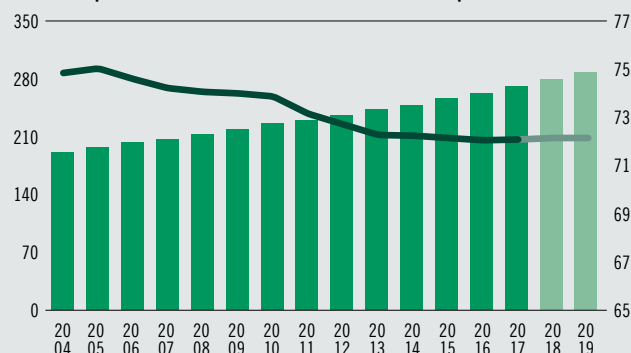
Taux d'activité (%)



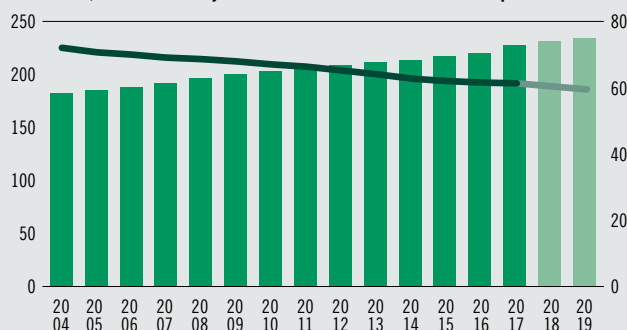
Emploi total (millions)



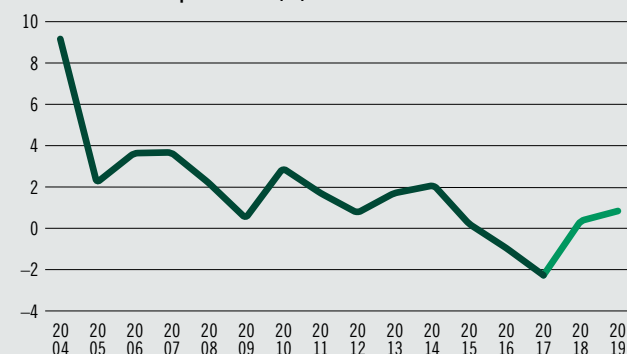
Emploi vulnérable (millions)



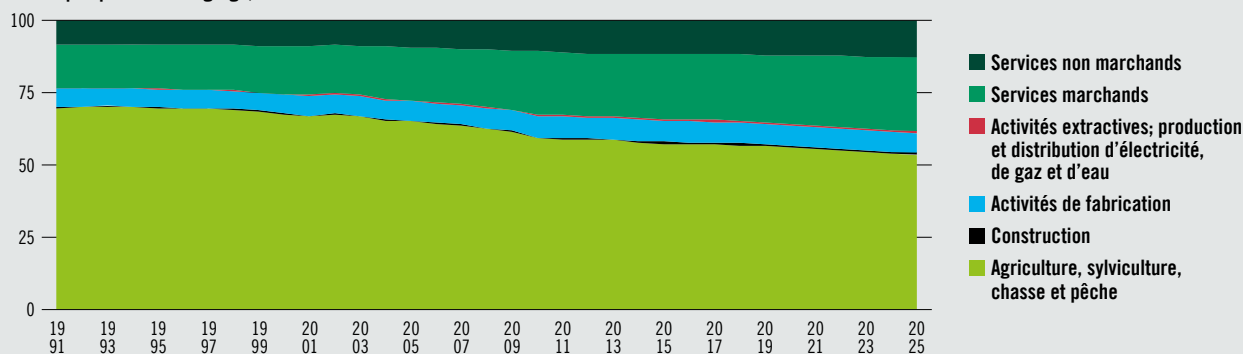
Travailleurs pauvres: <3,10 dollars PPA/jour (millions)



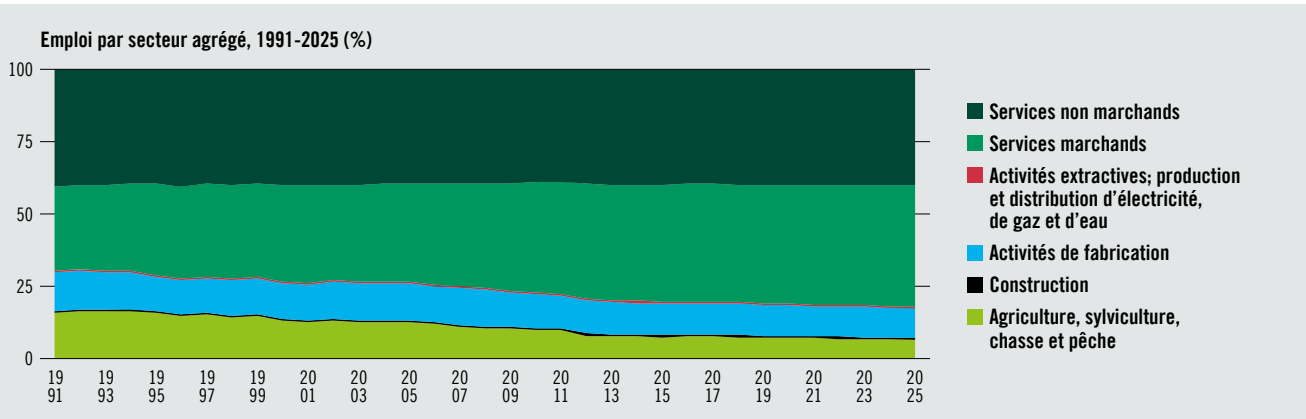
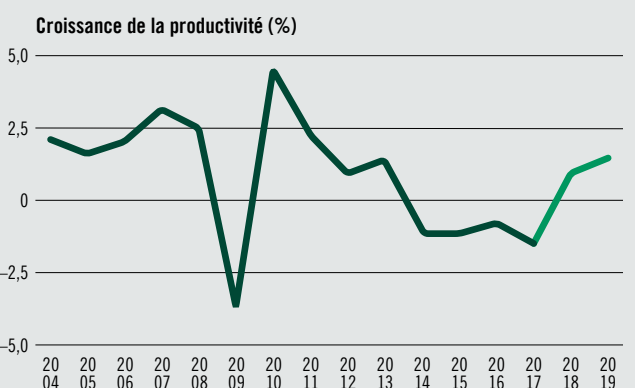
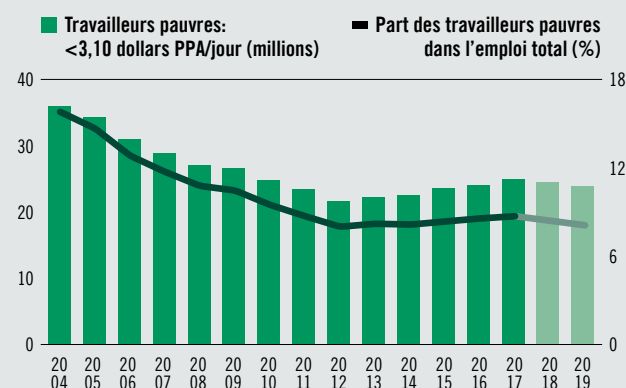
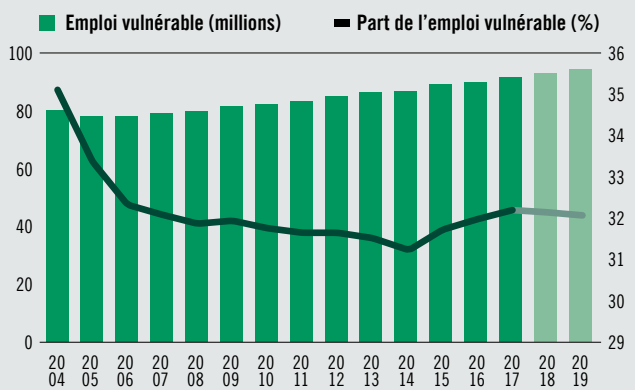
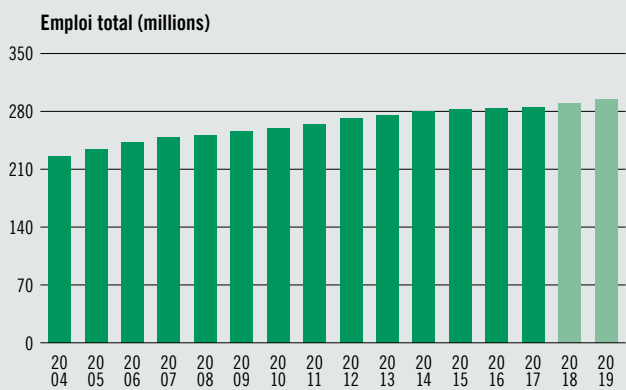
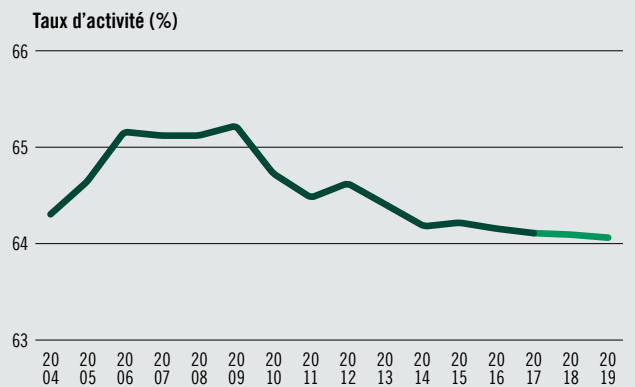
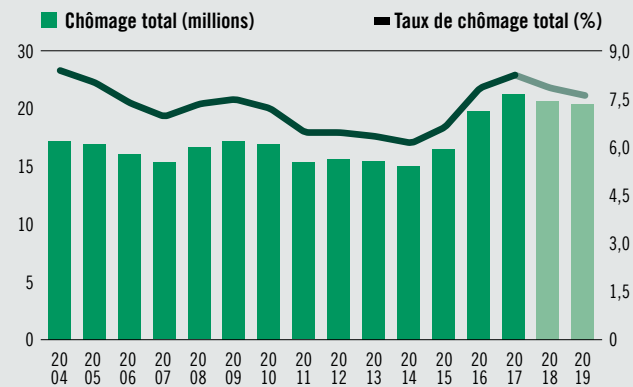
Croissance de la productivité (%)



Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)

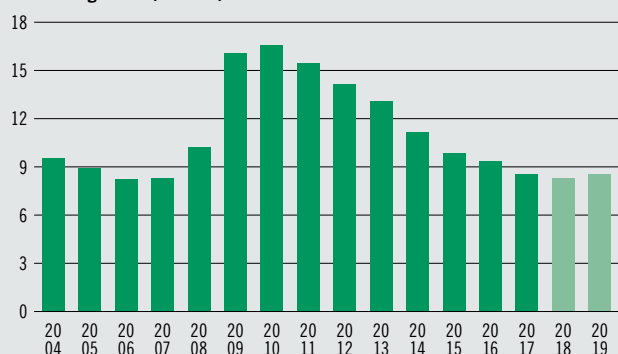


Amérique latine et Caraïbes

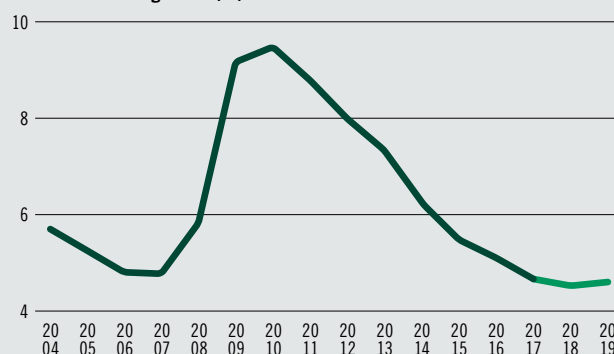


Amérique du Nord

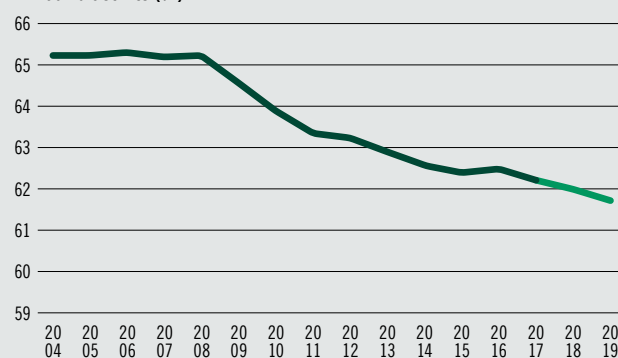
Chômage total (millions)



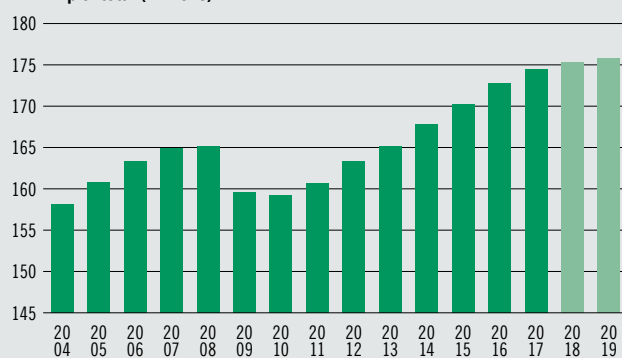
Taux de chômage total (%)



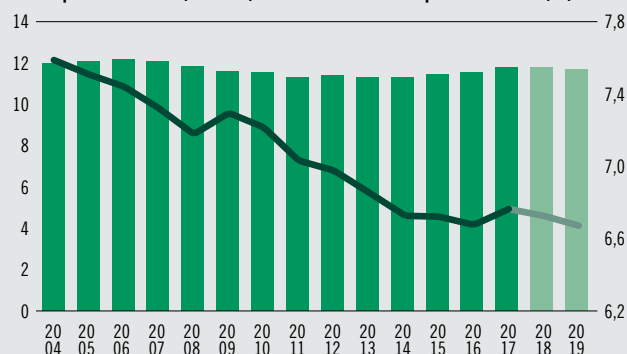
Taux d'activité (%)



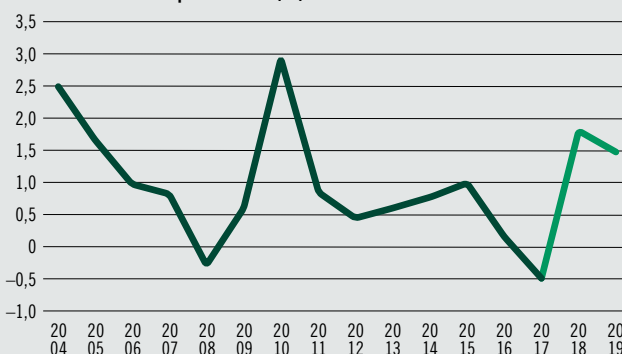
Emploi total (millions)



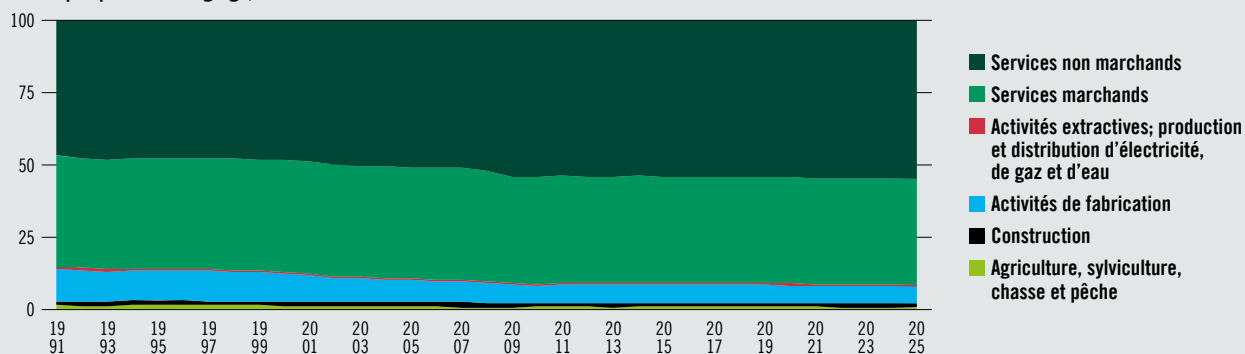
■ Emploi vulnérable (millions) ■ Part de l'emploi vulnérable (%)



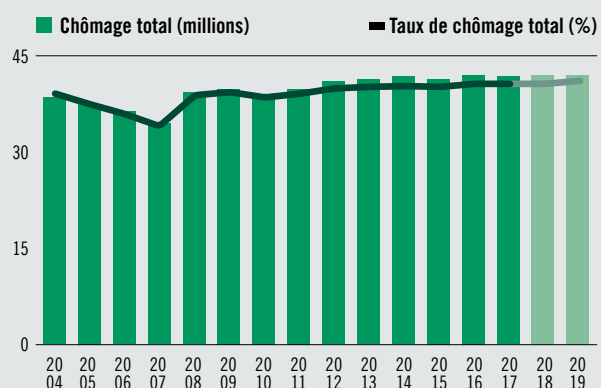
Croissance de la productivité (%)



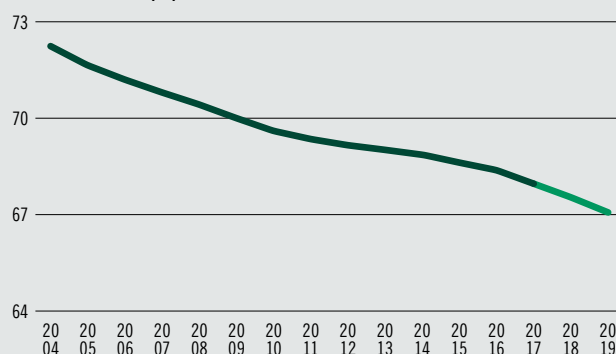
Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)



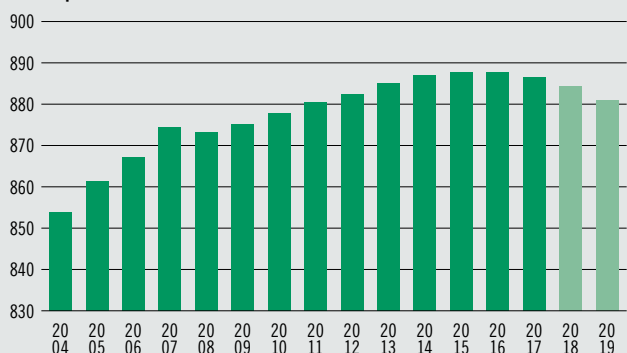
Asie de l'Est



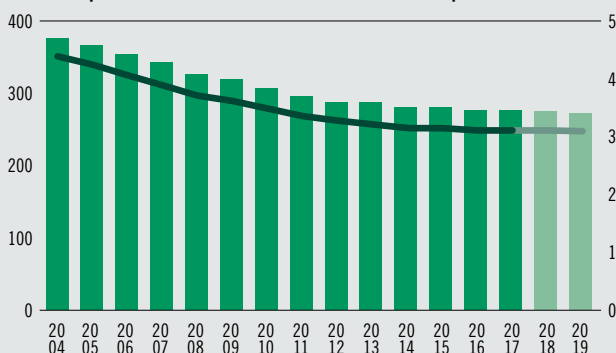
Taux d'activité (%)



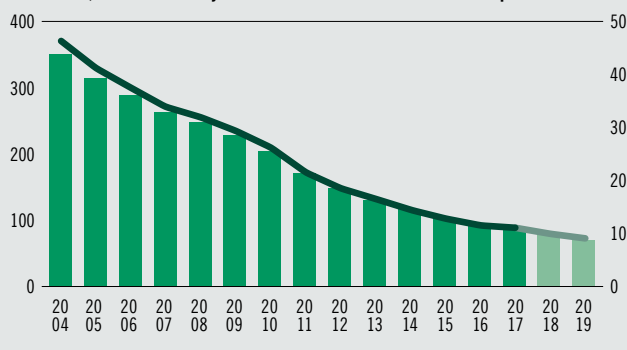
Emploi total (millions)



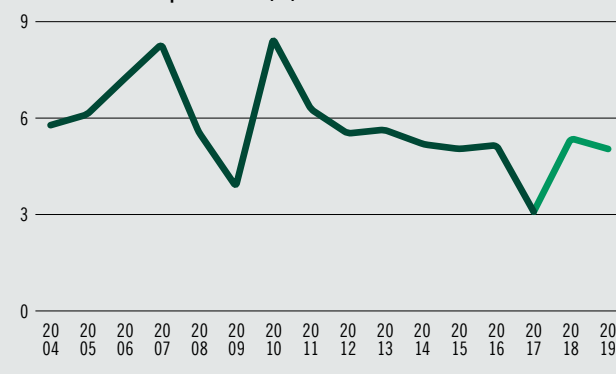
Emploi vulnérable (millions)



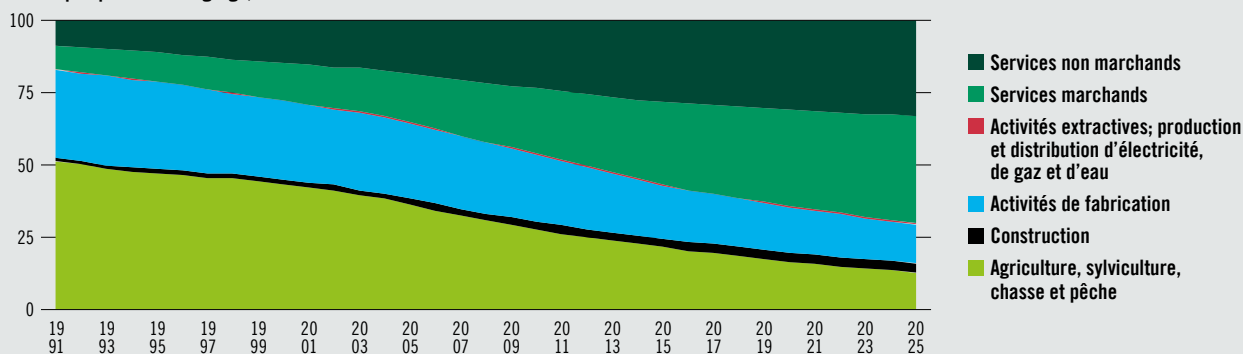
Travailleurs pauvres: <3,10 dollars PPA/jour (millions)



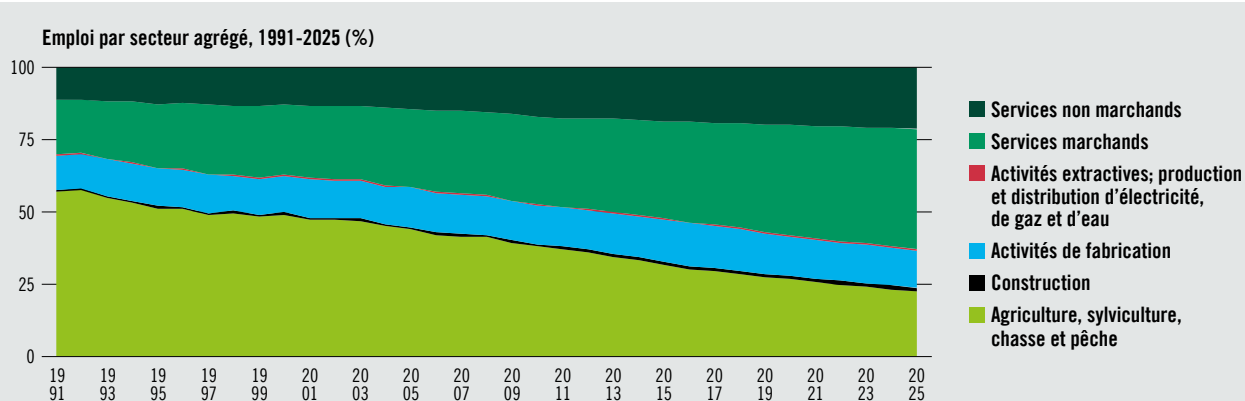
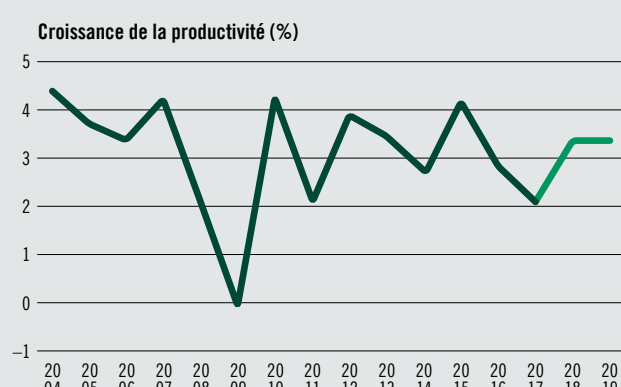
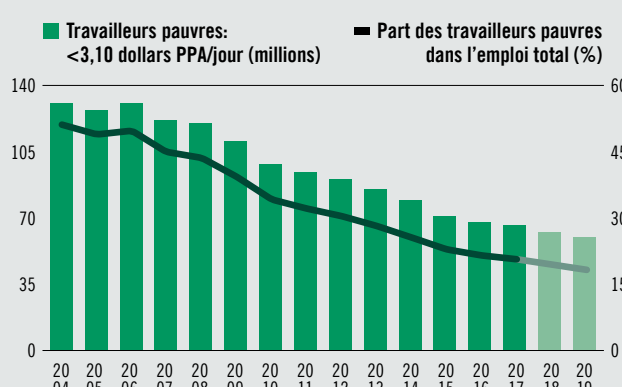
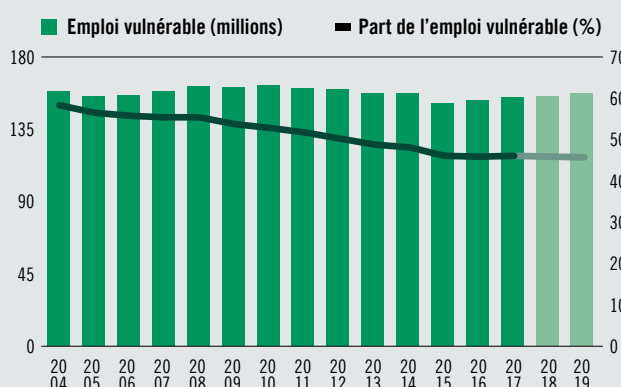
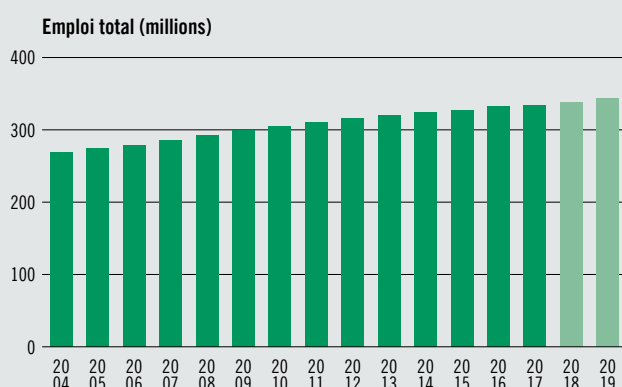
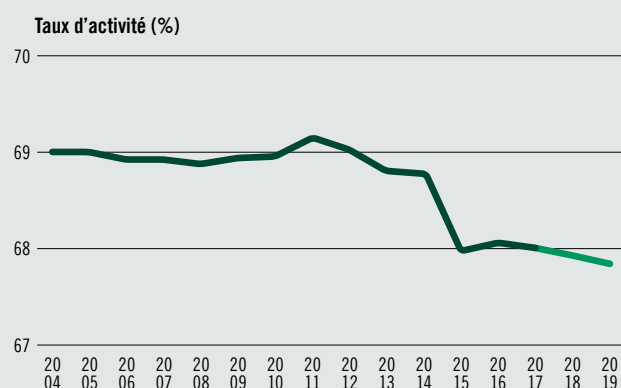
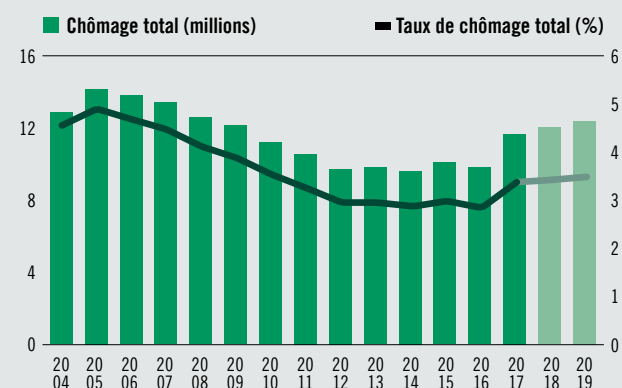
Croissance de la productivité (%)



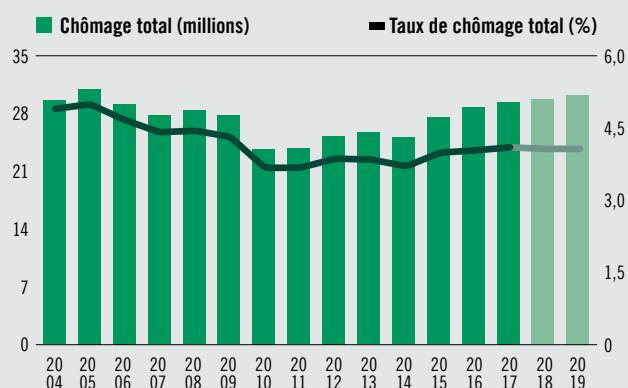
Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)



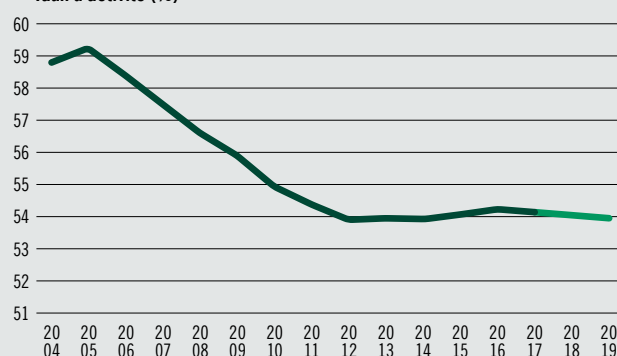
Asie du Sud-Est et Pacifique



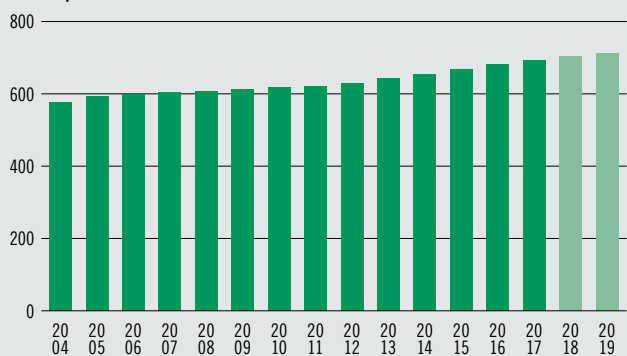
Asie du Sud



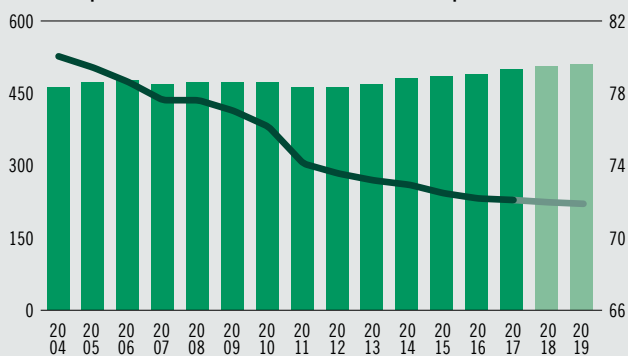
Taux d'activité (%)



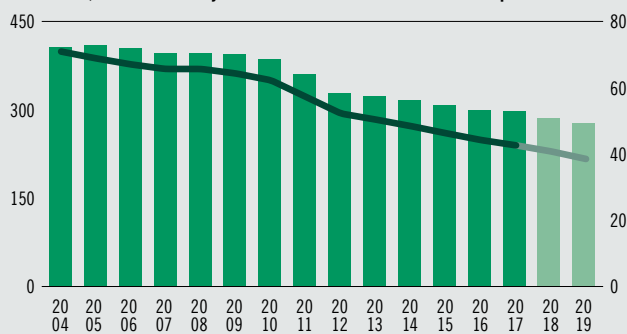
Emploi total (millions)



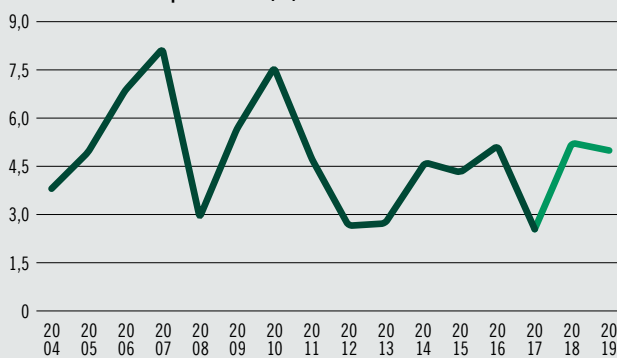
Emploi vulnérable (millions) et Part de l'emploi vulnérable (%)



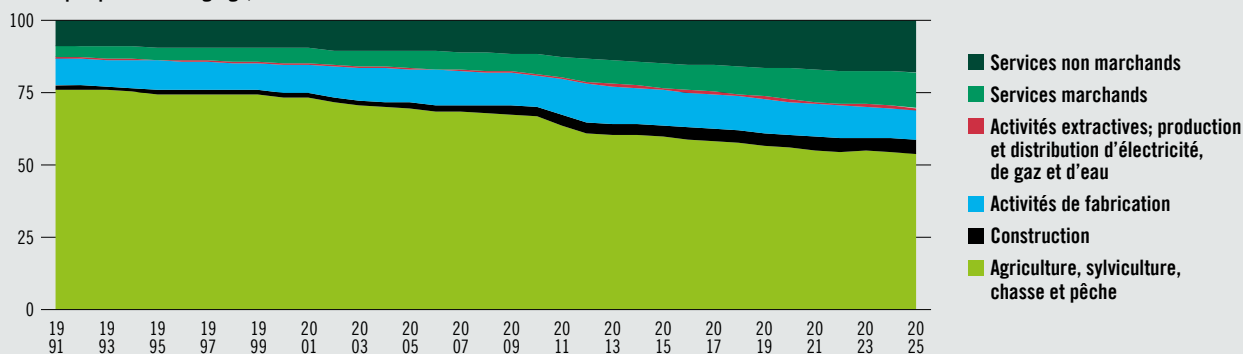
Travailleurs pauvres: <3,10 dollars PPA/jour (millions) et Part des travailleurs pauvres dans l'emploi total (%)



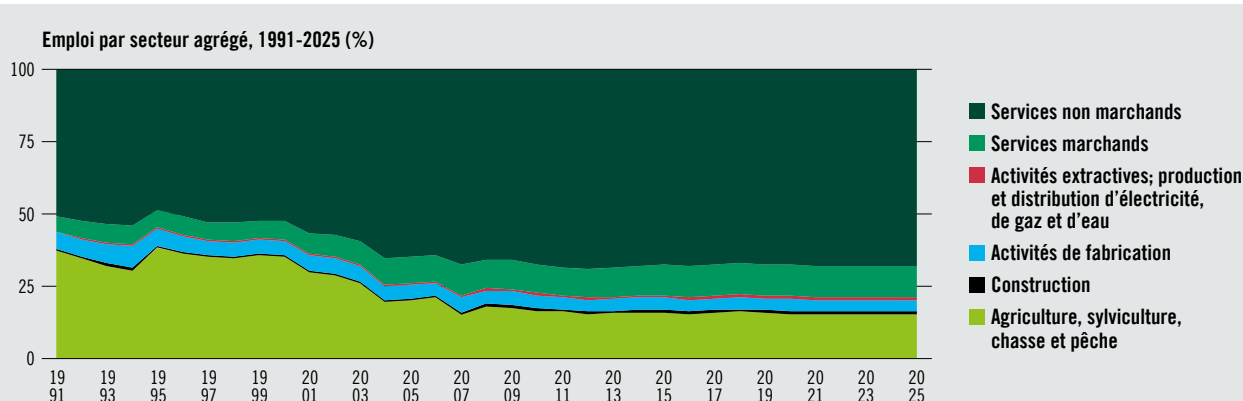
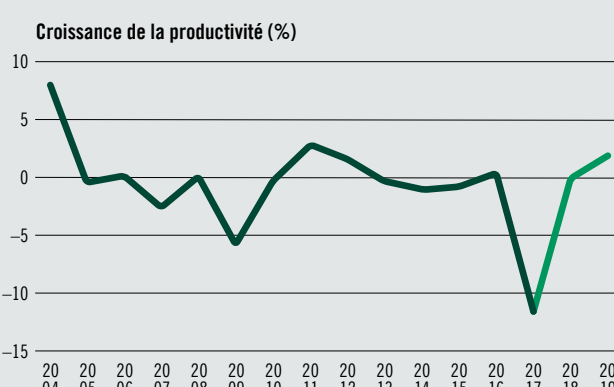
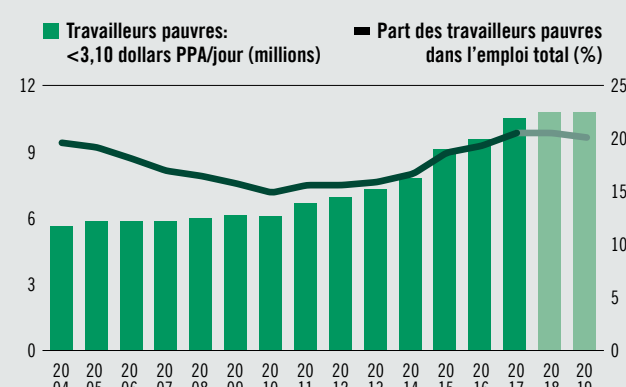
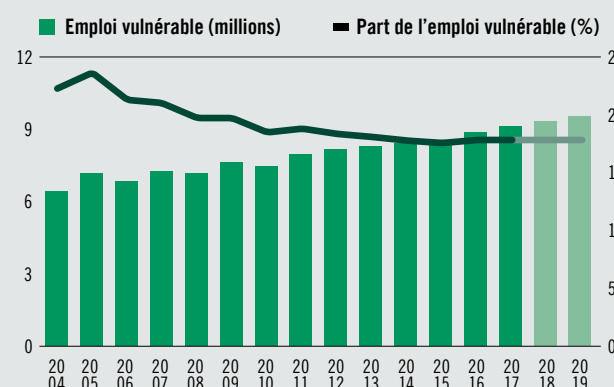
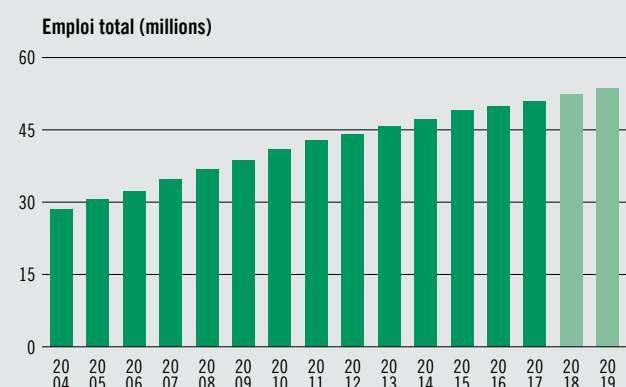
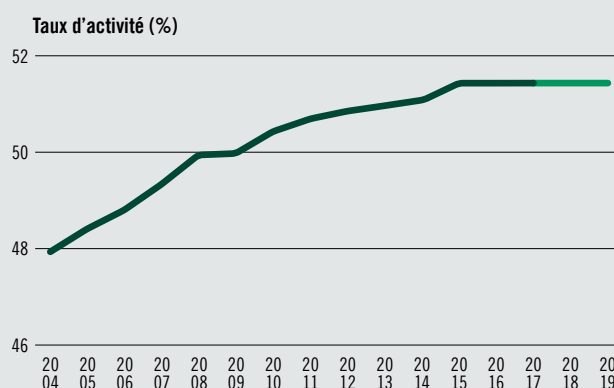
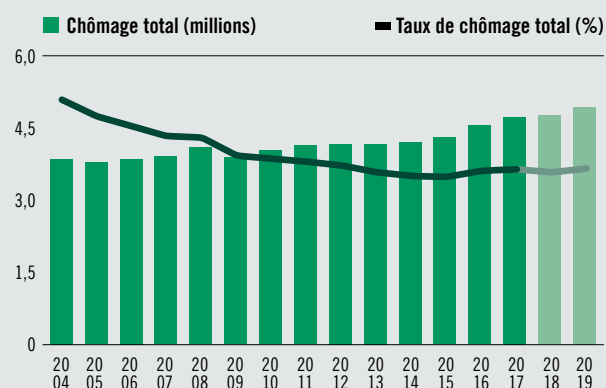
Croissance de la productivité (%)



Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)

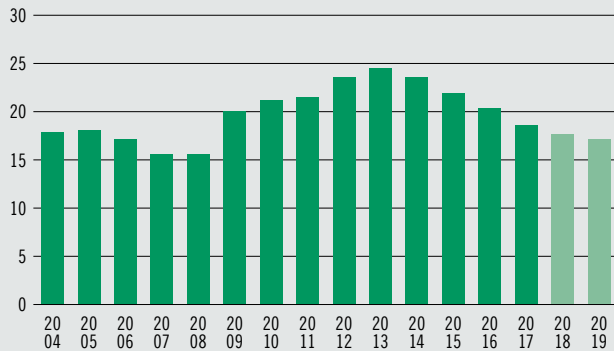


Etats arabes

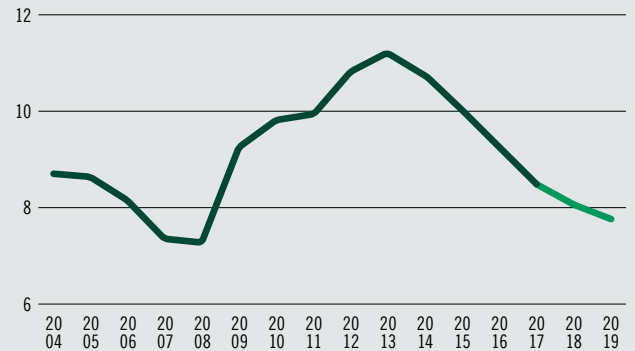


Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest

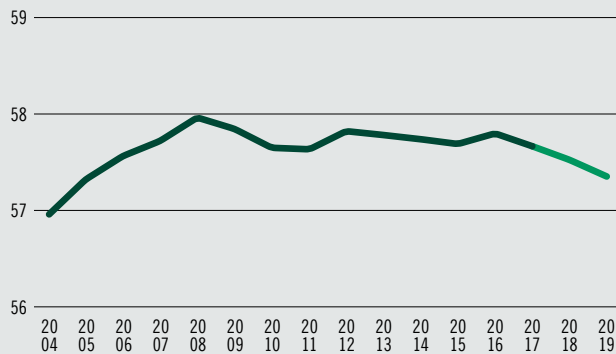
Chômage total (millions)



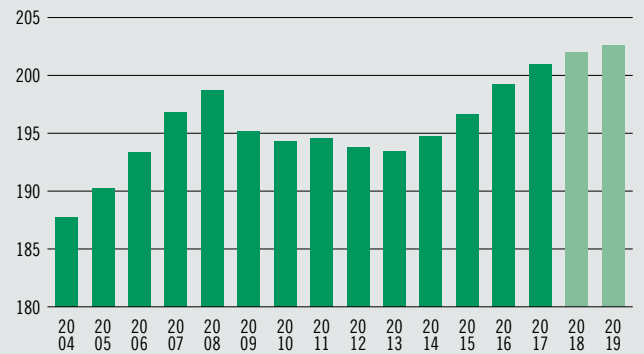
Taux de chômage total (%)



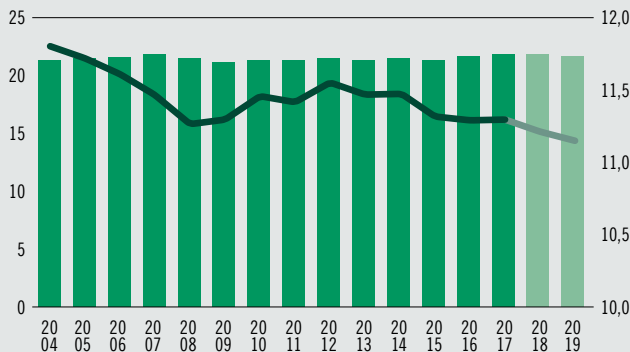
Taux d'activité (%)



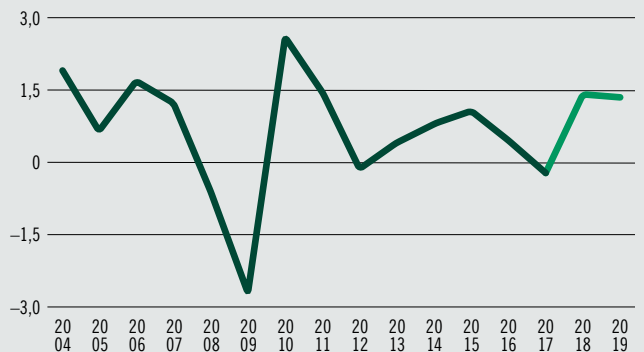
Emploi total (millions)



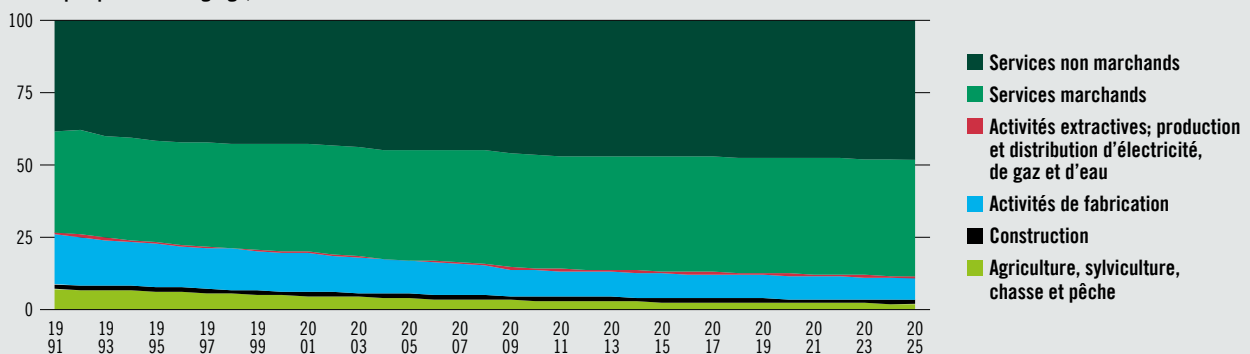
■ Emploi vulnérable (millions) ■ Part de l'emploi vulnérable (%)



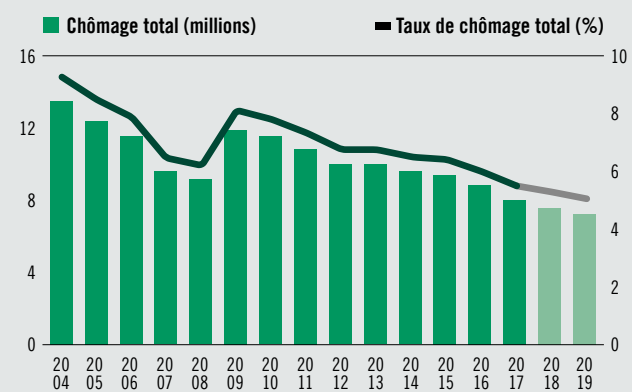
Croissance de la productivité (%)



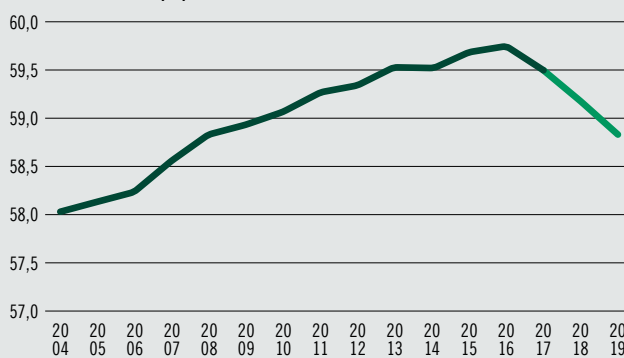
Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)



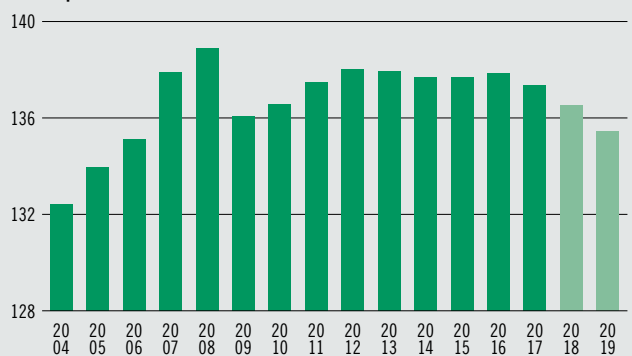
Europe de l'Est



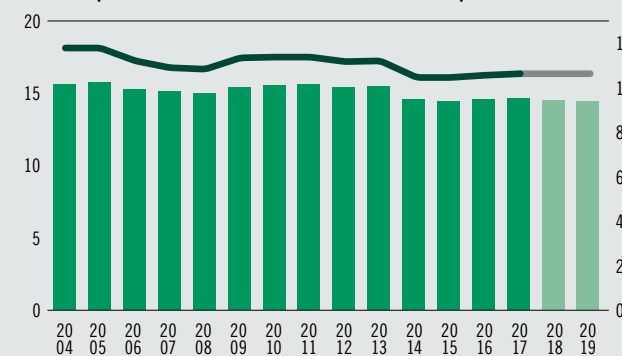
Taux d'activité (%)



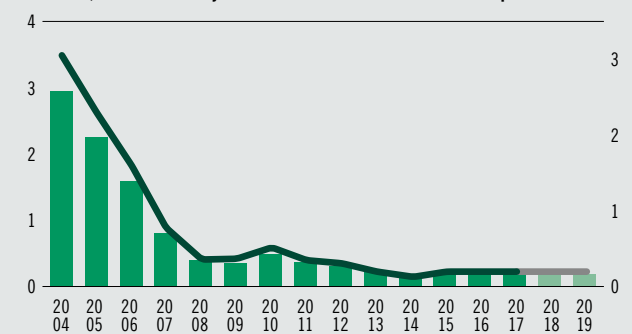
Emploi total (millions)



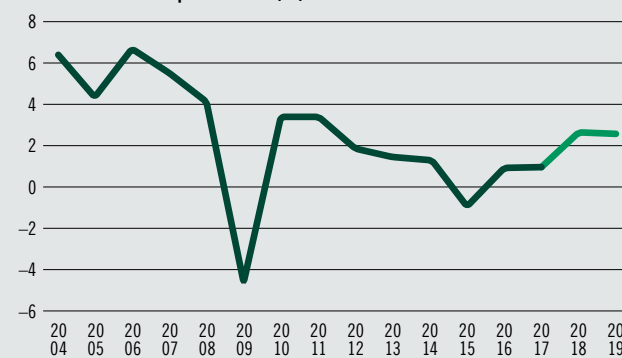
Emploi vulnérable (millions)



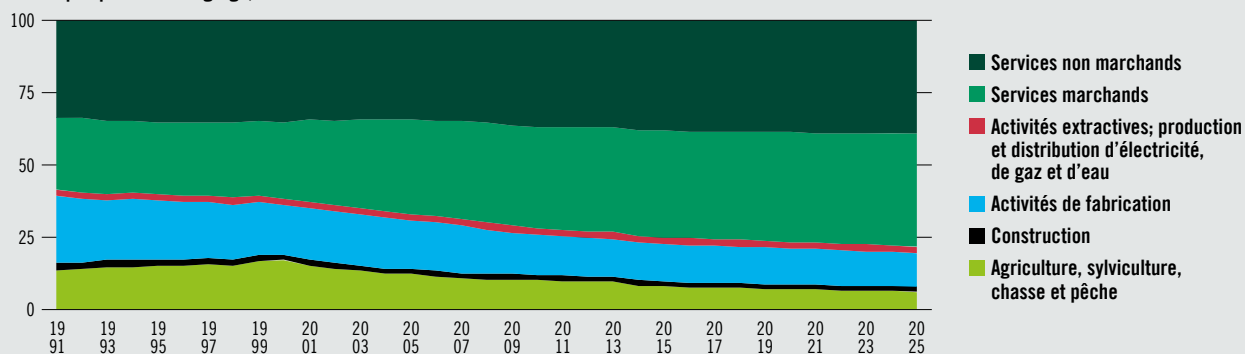
Travailleurs pauvres: <3,10 dollars PPA/jour (millions)



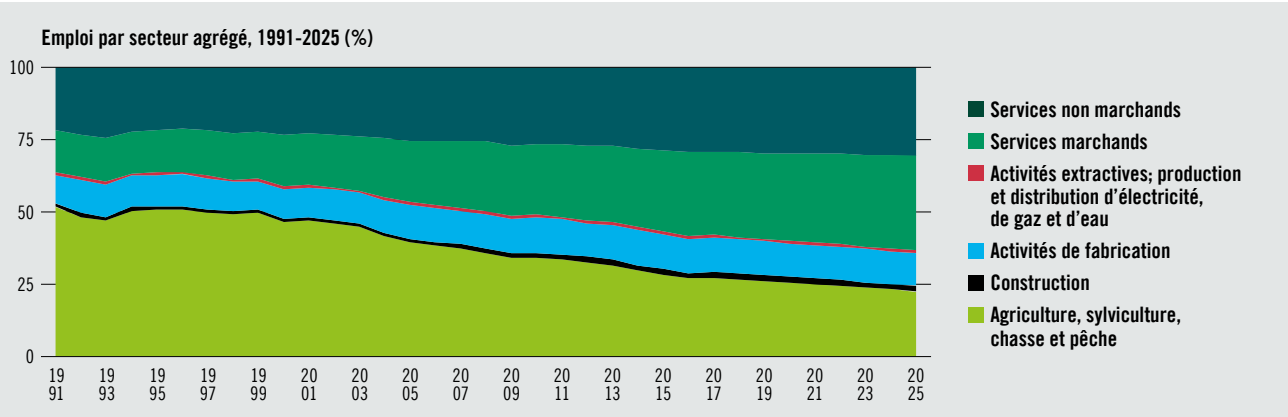
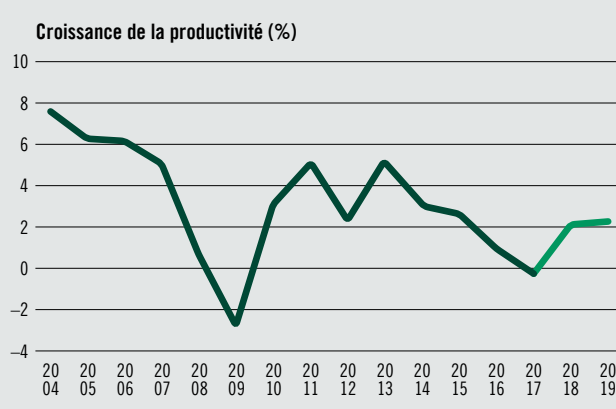
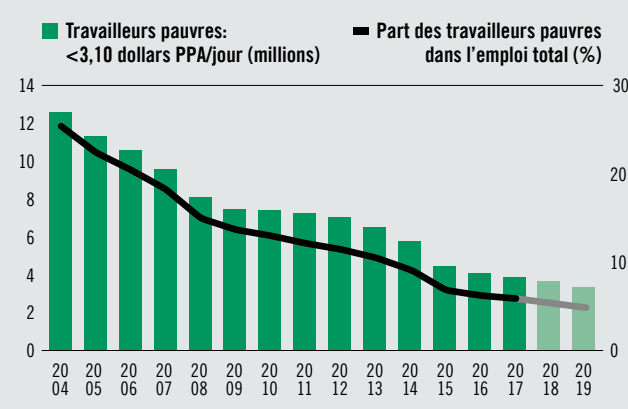
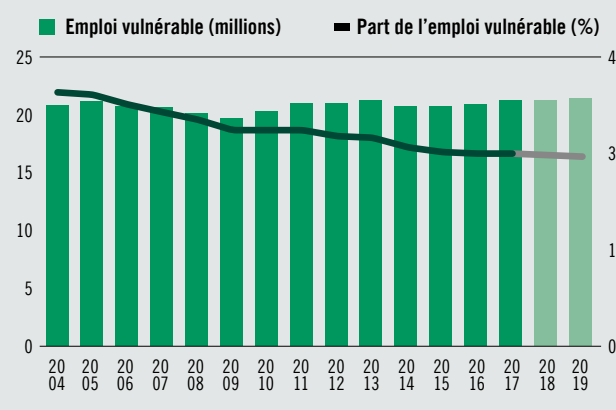
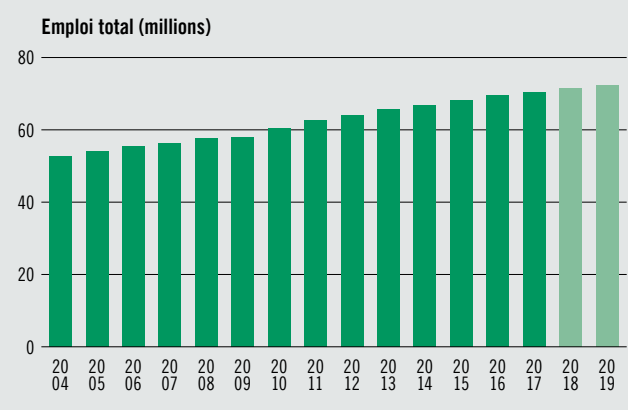
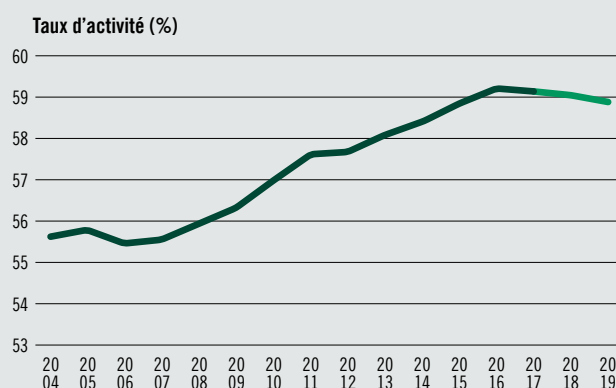
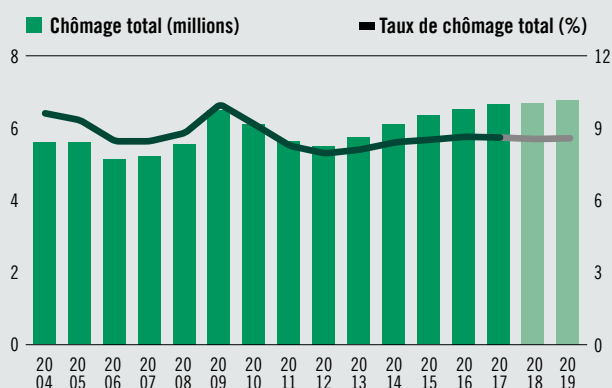
Croissance de la productivité (%)



Emploi par secteur agrégé, 1991-2025 (%)



Asie centrale et de l'Ouest



Références

- Acemoglu, D.; Restrepo, P. (2017): «Secular stagnation? The effect of aging on economic growth in the age of automation», *American Economic Review*, vol. 107, n° 5, pp. 174-179.
- Arellano, C.; Atkeson, A.; Wright, M. (2016): «External and public debt crises», dans l'ouvrage publié sous la direction de A. Parker et M. Woodford: *NBER Macroeconomics Annual*, vol. 30, n° 1, pp. 191-244 (Chicago, University of Chicago Press).
- Autor, D. H.; Levy, F.; Murnane, R. J. (2003): «The skill content of recent technological change: An empirical exploration», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 4, pp. 1279-1333.
- Bah, E. (2009): «Structural transformation in developed and developing countries», *Proceedings of the German Development Economics Conference, Francfort*, n° 42.
- Baker, S.; Bloom, N.; Davis, S. (2015): *Measuring economic policy uncertainty*, Working Paper 21633, NBER Working Paper Series (Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research). Disponible à l'adresse <www.policyuncertainty.com/media/BakerBloomDavis.pdf> [consulté le 9 déc. 2016].
- BIT (Bureau international du Travail) (2013a): *Global Employment Trends 2013: Recovering from a second jobs dip* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Tendances mondiales de l'emploi 2013: surmonter la nouvelle crise de l'emploi» est disponible à l'adresse <www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_202298.pdf>.
- (2013b): *L'emploi et la protection sociale face à la nouvelle donne démographique*, rapport IV, Conférence internationale du Travail, 102^e session, Genève, 2013 (Genève).
- (2014): *Social protection for older persons: Key policy trends and statistics*, Social Protection Policy Papers (Genève). Un résumé en français sous le titre «La protection sociale pour les personnes âgées» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_310214.pdf>.
- (2015a): *World Employment and Social Outlook: Trends 2015* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde – Tendances pour 2015» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2015/WCMS_337071/lang--fr/index.htm>.
- (2015b): *World Employment and Social Outlook 2015: The changing nature of jobs* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Emploi et questions sociales dans le monde: des modalités d'emploi en pleine mutation» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_368645.pdf>.
- (2015c): *Donner une voix aux travailleurs ruraux*, Etude d'ensemble sur les instruments relatifs au droit d'association et aux organisations de travailleurs ruraux, rapport III (partie 1B), Conférence internationale du Travail, 104^e session, Genève, 2015 (Genève).
- (2016a): *Les femmes au travail – Tendances 2016* (Genève).
- (2016b): *Non-standard employment around the world. Understanding challenges, shaping prospects* (Genève). Un résumé en français sous le titre «L'emploi atypique dans le monde: identifier les défis, ouvrir des perspectives. Vue d'ensemble» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_534516/lang--fr/index.htm>.

- (2017a): *World Employment and Social Outlook: Trends 2017* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2017» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2017/WCMS_540900/lang--fr/index.htm>.
- (2017b): *Global Employment Trends for Youth 2017: Paths to a better working future* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-employment-trends/WCMS_598676/lang--en/index.htm>.
- (2017c): *World Employment and Social Outlook 2017: Trends for women 2017* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances de l'emploi des femmes 2017» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/trends-for-women2017/WCMS_557079/lang--fr/index.htm>.
- (2017d): *Panorama Laboral 2017: América Latina y el Caribe* (Lima, Bureau régional de l'OIT).
- (2017e): *Work permits and employment of Syrian refugees in Jordan (Towards formalising the work of Syrian refugees)* (Beyrouth, Bureau régional de l'OIT).
- (2017f): *World Employment and Social Outlook 2017: Sustainable enterprises and jobs: Formal enterprises and decent work* (Genève). Un résumé en français sous le titre «Emploi et questions sociales dans le monde 2017 – Entreprises et emplois durables: des entreprises formelles et un travail décent» est disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_580120.pdf>.
- (2017g): *Formulaire de rapport pour l'Etude d'ensemble concernant les instruments relatifs au temps de travail* (Genève).
- (2017h): *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019: protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable* (Genève).
- (2017i): *Rapport mondial sur les salaires 2016/2017: les inégalités salariales au travail* (Genève).
- (A paraître): *Women and men in the informal economy: A statistical picture*. Troisième édition (Genève).
- ; OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2014): *Promoting better labour market outcomes for youth*, rapport sur l'emploi des jeunes et l'apprentissage rédigé pour la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G20, Melbourne, 10-11 sept.
- Börsch-Supan, A. (2003): «Labor market effects of population aging», *Labour*, vol. 17, n° 1, pp. 5-44.
- Byiers, B.; Berliner, T.; Guadagno, F.; Takeuchi, L. R. (2015): *Working for economic transformation*, ODI Dimension Paper No. 3 (Londres, Overseas Development Institute).
- Carvalho, C.; Ferrero, A.; Nechio, F. (2016): «Demographics and real interest rates: Inspecting the mechanism», *European Economic Review*, vol. 88, pp. 208-226.
- CE (Commission européenne) (2015): *The 2015 Ageing Report: Economic and budgetary projections for the 28 EU Member States (2013-2060)*, European Economy Series, n° 3 (Bruxelles).
- (2017): *Labour Market and Wage Developments in Europe: Annual review 2017* (Luxembourg, Direction générale de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Inclusion).
- Cervellati, M.; Sunde, U.; Zimmermann, K. F. (2017): «Demographic dynamics and long-run development: Insights for the secular stagnation debate», *Journal of Population Economics*, vol. 30, n° 2, pp. 401-432.
- Clements, B. J.; Dybczak, K.; Gaspar, V.; Gupta, S.; Soto, M. (2015): *The fiscal consequences of shrinking populations*, IMF Staff Discussion Note No. 15/21 (Washington, DC, Fonds monétaire international).
- Disney, R. (1996): *Can we afford to grow older? A perspective on the economics of aging* (Cambridge, MA, MIT Press).
- Dixon, S. (2003): «Implications of population ageing for the labour market», *Labour Market Trends*, vol. 111, n° 2, pp. 67-76.
- Elsby, M.; Hobijn, B.; Sahin, A. (2013): «Unemployment dynamics in the OECD», *Review of Economics and Statistics*, vol. 95, n° 2, pp. 530-548.

- Ernst, E.; Viegelahm, C. (2014): *Hiring uncertainty: A new labour market indicator*. Disponible à l'adresse <<http://www.policyuncertainty.com/media/HiringUncertainty.pdf>> [consulté le 9 déc. 2016].
- Fashoyin, T.; Tiraboschi, M.; Sargeant, M.; Ori, M. (2013): *Vulnerable workers and precarious working* (Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing).
- Ferrero, G.; Gross, M.; Neri, S. (2017): *On secular stagnation and low interest rates: Demography matters*, ECB Working Paper Series No. 2088 (Francfort, Banque centrale européenne).
- FMI (Fonds monétaire international) (2011): *Perspectives de l'économie mondiale, septembre 2011: croissance au ralenti, risques en hausse* (Washington, DC).
- (2017a): *World Economic Outlook 2017: Seeking sustainable growth: Short-term recovery, long-term challenges*. Avant-propos, résumé analytique et chap. 1 en français: «Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2017: viser une croissance durable. Reprise à court terme et enjeux à long terme» (Washington, DC).
- (2017b): «Recent wage dynamics in advanced economies: Drivers and implications», *World Economic Outlook, October 2017: Seeking sustainable growth: Short-term recovery, long-term challenges* (Washington, DC), chap. 2, pp. 73-112.
- Frey, C. B.; Osborne, M. (2017): *The great escape: How workforce automation is the answer to Japan's secular stagnation*. Disponible à l'adresse <https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/news-items/Nikkei_Frey_Osborne_030116.pdf> [consulté le 14 nov. 2017].
- Gagnon, E.; Johannsen, B. K.; Lopez-Salido, J. (2016): *Understanding the new normal: The role of demographics*, FEDS Working Paper No. 2016-080 (Washington, DC, Federal Reserve Board).
- Gallup; BIT (2017): *Towards a better future for women and work: Voices of women and men* (Genève et Washington, DC).
- Ghosh, A. R.; Kim, J. I.; Mendoza, E. G.; Ostry, J. D.; Qureshi, M. S. (2013): «Fiscal fatigue, fiscal space and debt sustainability in advanced economies», *The Economic Journal*, vol. 123, n° 566, pp. F4-F30.
- Heywood, J. S.; Siebert, S. W. (2009): *Understanding the labour market for older workers: A survey*, IZA Discussion Paper No. 4033 (Bonn, Institut d'étude sur le travail). Disponible à l'adresse <<https://ssrn.com/abstract=1351196>> [consulté le 12 déc. 2017].
- Hurd, M. D. (1996): «The effect of labor market rigidities on the labor force behaviour of older workers», dans l'ouvrage publié sous la direction de D. Wise: *Advances in the economics of aging* (Chicago, University of Chicago Press), pp. 11-60.
- Hurley, J.; Fernández-Macias, E.; Storrie, D. (2013): *Employment polarisation and job quality in the crisis: European Jobs Monitor 2013* (Dublin, Eurofound).
- Kapsos, S.; Bourmpoula, E. (2013): *Employment and economic class in the developing world*, ILO Research Paper No. 6 (Genève, BIT). Disponible à l'adresse <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_216451.pdf> [consulté le 20 nov. 2017].
- Kjeldstad, R.; Nymoen, E. H. (2010): «Underemployment in a gender segregated labour market», *Economic and Industrial Democracy*, vol. 33, n° 2, pp. 207-224.
- Maestas, N.; Mullen, K. J.; Powell, D. (2016): *The effect of population aging on economic growth, the labor force and productivity*, NBER Working Paper No. 22452 (Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research).
- McMillan, M. S.; Rodrik, D. (2011): *Globalization, structural change and productivity growth*, NBER Working Paper No. 17143 (Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research).
- ; —; Sepúlveda, C. (dir. de publication) (2017): *Structural change, fundamentals, and growth: A framework and case studies* (Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires).
- Moreno-Monroy, A. I.; Pieters, J.; Erumban, A. A. (2012): *Subcontracting and the size and composition of the informal sector: Evidence from Indian manufacturing*, IZA Discussion Paper No. 6785 (Bonn, Institute for the Study of Labor).
- Nations Unies (2017): *World Population Prospects: Key findings and advance tables: 2017 Revision*, Département des affaires économiques et sociales (New York).

- (2018): *World Economic Situation and Prospects 2018* (New York).
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2015): *Tous concernés: pourquoi moins d'inégalité profite à tous* (Paris). Disponible à l'adresse <<http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>> [consulté le 1^{er} déc. 2017].
- (2017): *Preventing ageing unequally* (Paris). Disponible à l'adresse <http://dx.doi.org/10.1787/9789264279087-en> [consulté le 5 déc. 2016].
- Ray, A. S. (2015): «The enigma of the “Indian model” of development», dans l'ouvrage publié sous la direction de A. Calcagno, S. Dullien, A. Márquez-Velázquez, N. Maystre et J. Priewe: *Rethinking development strategies after the financial crisis, Volume II: Country studies and international comparisons* (Genève et Berlin, CNUCED et Fachhochschule für Technik und Wirtschaft), pp. 31-40.
- Rodrik, D. (2016): «Premature deindustrialization», *Journal of Economic Growth*, vol. 21, n° 1, pp. 1-33.
- Shimer, R. (2012): «Reassessing the ins and outs of unemployment», *Review of Economic Dynamics*, vol. 15, n° 2, pp. 127-148.
- Srivastava, R. (2016): *Structural change and non-standard forms of employment in India*, Conditions of Work and Employment Series No. 68 (Genève, BIT).
- Timmer, P.; McMillan, M.; Badiane, O.; Rodrik, D.; Binswanger-Mkhize, H.; Wouterse, F. (2012): *Patterns of growth and structural transformation in Africa: Trends and lessons for future development strategies*, IFPRI Thematic Research Note 2 (Washington, DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires).
- Viegelahn, C.; Kühn, S.; Kizu, T.; Wang, Z. (A paraître). *Employment by firm characteristics in the developing world*, document de travail du Département de la recherche (Genève, BIT).

EMPLOI ET QUESTIONS SOCIALES DANS LE MONDE DATA FINDER

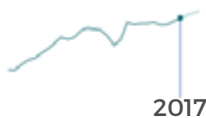
Accédez aux estimations de l'OIT sur l'emploi dans le monde pour 180 pays.
Créez des graphiques et téléchargez les données des *Tendances 2018*.

EXPLORER LES DONNÉES sur ilo.org/wesodata

RECHERCHE RAPIDE

CHÔMAGE, MONDE

193 millions de personnes



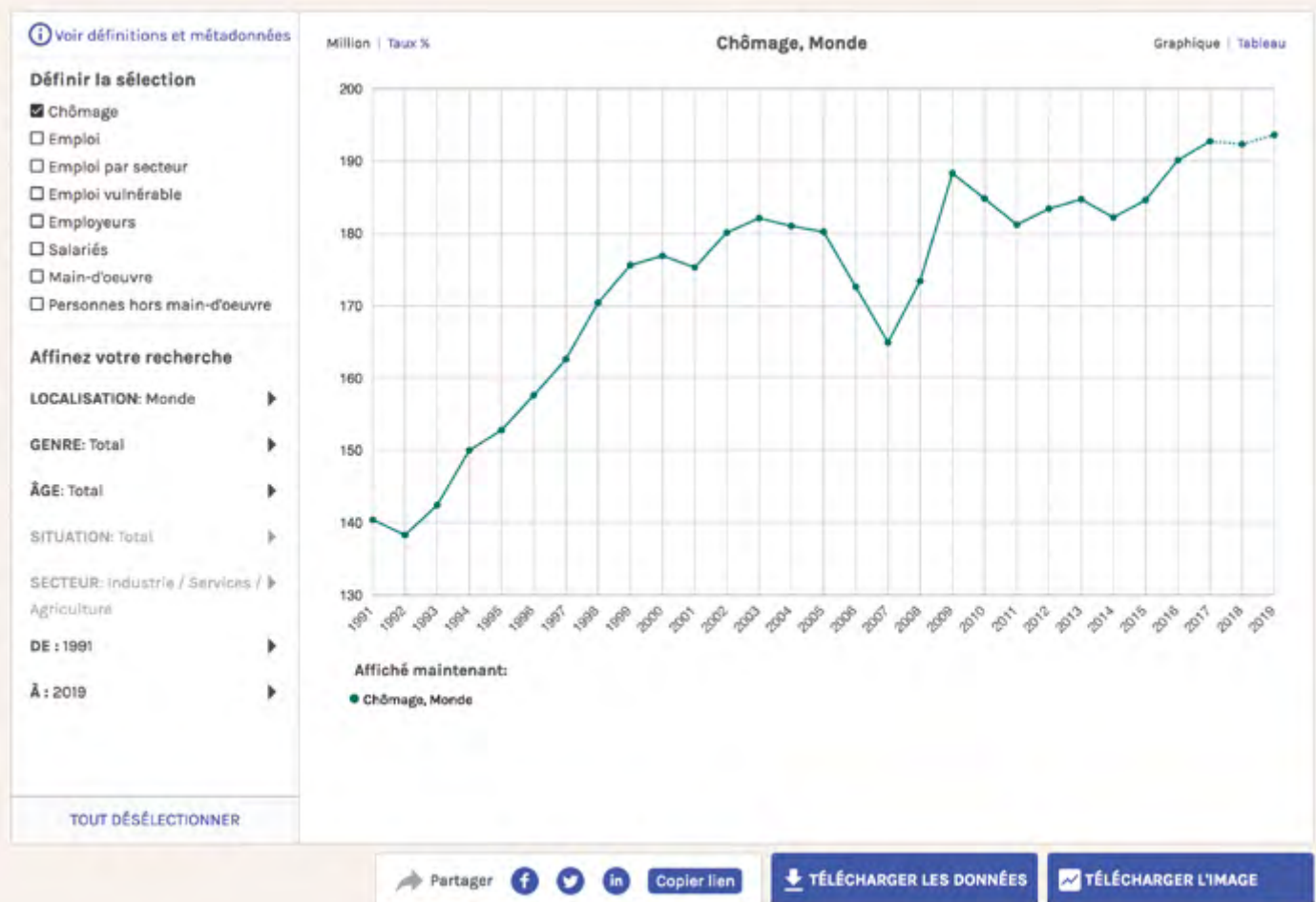
EMPLOI VULNÉRABLE, MONDE

1,4 milliards de personnes



CHÔMAGE, <VOTRE PAYS>

8,5 millions de personnes



Visitez ilo.org/wesodata